



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 février 1959

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 28th, 1959

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces; Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
41502 — 1-52-o

### Lettres patentes

(P.G. 10757-58)

A. Frenette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Pierre Lafontaine, notaire, Gérard Corbeil, commis, tous deux de L'Abord-à-Plouffe, et Robert Beaudoin, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "A. Frenette Limitée", avec un capital total de \$41,000, divisé en 1,000 actions communes de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

### Letters Patent

(A.G. 10757-58)

A. Frenette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the ninth day of January 1959, incorporating: Pierre Lafontaine, notary, Gérard Corbeil, clerk, both of L'Abord-à-Plouffe, and Robert Beaudoin, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "A. Frenette Limitée", with a total capital stock of \$41,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14971-58)

**Agences Baly Assurances Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Yves Pratte, avocat, Jean Beauvais, étudiant en droit, de Sillery, Louis Pratte, avocat, Liliane Gagnon Duperrey, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Duperrey, de Sainte-Foy, Pierre Côté, André Miville-Dechéne, Charles Tremblay, avocats, Hélène Jurgens, Sabine Lalande et Marina Marcotte, secrétaires, filles majeures, tous six de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Agences Baly Assurances Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,200 actions classe "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 800 actions classe "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8361, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14971-58)

**Agences Baly Assurances Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Yves Pratte, advocate, Jean Beauvais, law student, of Sillery, Louis Pratte, advocate, Liliane Gagnon Duperrey, secretary, wife separate as to property of Guy Duperrey, of Sainte-Foy, Pierre Côté, André Miville-Dechéne, Charles Tremblay, advocates, Hélène Jurgens, Sabine Lalande and Marina Marcotte, secretaries, spinsters, all six of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers and agents, under the name of "Agences Baly Assurances Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,200 class "A" shares of a par value of \$10 each and into 800 class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 8361 Saint-Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10096-59)

**A. Labelle Bar-B-Q. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, et Mary Watt, secrétaire, fileuse, jaiseur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "A. Labelle Bar-B-Q. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10096-59)

**A. Labelle Bar-B-Q. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, and Mary Watt, secretary, weaver, of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "A. Labelle Bar-B-Q. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of \$10 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14642-58)

**A. Laflamme Ltée  
A. Laflamme Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux janvier 1959, constituant en corporation: Auguste Laflamme, fabricant de patrons en bois et métal, Gaston Laflamme, modeleur, et Arthur Laflamme, comptable, tous de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de la fabrication des patrons en bois et en métal, sous le nom de "A. Laflamme Ltée — A. Laflamme Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 14642-58)

**A. Laflamme Ltée  
A. Laflamme Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of January, 1959, incorporating: Auguste Laflamme, manufacturer of wooden and metal patterns, Gaston Laflamme, pattern-maker, and Arthur Laflamme, accountant, all of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in the manufacturing of wooden and metal patterns, under the name of "A. Laflamme Ltée — A. Laflamme Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14817-58)

**Al-At Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Morris Shuter, comptable, Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, tous deux avocats et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration et construction, sous le nom de "Al-At Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2342 Chemin Bedford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10105-59)

**Antoine Boisclair Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Maurice-D. Roy, comptable, de Montréal-Nord, et Marthe Béliveau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ouvriers en métaux, sous le nom de "Antoine Boisclair Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 13338-58)

**Appartements Lucerne Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Paul-Émile Durand, marchand, Mme Marie-Ange Durand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Durand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Joliette, Benoit Levasseur, hôtelier, et Mme Violette Levasseur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Benoit Levasseur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux du Lac-à-la-Tortue, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Appartements Lu-

Dated at the office of the Attorney General, this second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14817-58)

**Al-At Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Morris Shuter, accountant, Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, both advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and construction company, under the name of "Al-At Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2342 Bedford Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10105-59)

**Antoine Boisclair Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate of Repentigny, Maurice-D. Roy, accountant, of Montreal-North, and Marthe Béliveau, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as workmen in metals, under the name of "Antoine Boisclair Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13338-58)

**Appartements Lucerne Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Paul-Émile Durand, merchant, Mrs. Marie-Ange Durand, housewife, contractually separate as to property of the said Paul-Émile Durand, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Joliette, Benoit Levasseur, hotel-keeper, and Mrs. Violette Levasseur, housewife, wife contractually separate as to property of the said Benoit Levasseur, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Lac-à-la-Tortue, for the following purposes:

Operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Appartements Lucerne

cerne Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14006-58)

**Arctic Expeditors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1958, constituant en corporation: Donald Storey, ingénieur, de Rosemère, Jack Lightstone, et Marvin Riback, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers seulement, accumuler, emmagasiner, transporter, transmettre, charger et décharger, importer et exporter et distribuer au compte des autres toutes et aucune espèce d'outillage, marchandise, articles et accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Arctic Expeditors Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14863-58)

**A. Simon Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, transformer et administrer des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "A. Simon Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14725-58)

**Avrum Housing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Daniel Kingstone, avocat, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et

Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14006-58)

**Arctic Expeditors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1958, incorporating: Donald Storey, engineer, of Rosemère, Jack Lightstone and Marvin Riback, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as agents and brokers only, to accumulate, store, transfer, transmit, load and unload, import and export and to distribute on behalf of others all and any type of equipment, merchandise, stores and supplies of all kinds and description, under the name of "Arctic Expeditors Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$50 each and 100 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14863-58)

**A. Simon Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, all of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter and manage buildings and deal in building materials, under the name of "A. Simon Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14725-58)

**Avrum Housing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Daniel Kingstone, barrister, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such pro-

droits sur lesdits immeubles, sous le nom de "Avrum Housing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 12499-59)

**Beaulieu & Payette Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1959, constituant en corporation: Armand Payette, constructeur, Didace Beaulieu, ingénieur professionnel, et Laurent Drouin, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Beaulieu & Payette Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14829-58)

**Bouvette & Frère Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Gilles Bouvette, directeur de funérailles, Mme Gilles Bouvette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Bouvette, et Robert Bouvette, tavernier, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Bouvette & Frère Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 741, rue des Cèdres, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14889-58)

**Brown Pants Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: Adalbert Lessard, cultivateur, de St-Joseph de Beauce, Gérard Lessard, et Blaise Lessard, cultivateurs, de Vallée-Jonction, Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Brown Pants Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

party, under the name of "Avrum Housing Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12499-59)

**Beaulieu & Payette Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1959, incorporating: Armand Payette, builder, Didace Beaulieu, professional engineer, and Laurent Drouin, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Beaulieu & Payette Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14829-58)

**Bouvette & Frère Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Gilles Bouvette, funeral director, Mrs. Gilles Bouvette, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Bouvette, and Robert Bouvette, tavern-keeper, all of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business as funeral directors under the name of "Bouvette & Frère Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 741 des Cèdres Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14889-58)

**Brown Pants Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1958, incorporating: Adalbert Lessard, farmer, of St-Joseph de Beauce, Gérard Lessard, and Blaise Lessard, farmers, of Valley-Jonction, Beauce, for the following purposes:

To operate a business dealing in clothing, under the name of "Brown Pants Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à East-Broughton-Station, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14975-58)

**Cap-Santé Automobiles, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Lauréat Jobin, industriel, de Neuville, J.-André Dolbec, de Québec, et Jean Dolbec, de Ste-Foy, tous deux comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Cap-Santé Automobiles, Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Santé, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14837-58)

**Carsan Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Carsan Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,800 actions privilégiées, catégorie "A", de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie "B", de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 11938-58)

**Casualty Adjustment Company  
(Laurentian) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1959, constituant en corporation: E. Grant Cochrane, ajusteur, Mme Jeanne Cécile Ranger Cochrane, secrétaire, épouse séparée de biens dudit E. Grant Cochrane, et ce dernier pour autoriser son épouse, tous deux de Rosemère, et Louis-Paul Hébert, ajusteur, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Casualty Adjust-

The head office of the company will be at East-Broughton-Station, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14975-58)

**Cap-Santé Automobiles, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Lauréat Jobin, industrialist, of Neuville, J.-André Dolbec, of Quebec, and Jean Dolbec, of Ste-Foy, both accountants, for the following purposes:

To operate a business dealing in automobiles and to carry on business as garage-keepers, under the name of "Cap-Santé Automobiles, Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Cap-Santé, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14837-58)

**Carsan Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Carsan Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 1,800 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11938-58)

**Casualty Adjustment Company  
(Laurentian) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1959, incorporating: E. Grant Cochrane, adjuster, Mrs. Jeanne Cécile Ranger Cochrane, secretary, wife separate as to property of the said E. Grant Cochrane, and the latter to authorize his wife, both of Rosemère, and Louis-Paul Hébert, adjuster, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Casualty Adjust-

ment Company (Laurentian) Limited", avec un capital total de \$36,000, divisé en 360 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14800-58)

**Cedars Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles amélioration, développement et construction, sous le nom de "Cedars Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14883-58)

**Centra Realty & Investment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre, 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, toutes deux secrétaires, et Ellen Haggenueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Centra Realty & Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10132-59)

**Clerk-Tremblay Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1959, constituant en corporation: Michel Clerk, de St-Hilaire, Marc Clerk, de Ville Mont-Royal, Albert Tremblay, de Québec, et Normand Tremblay, de Montréal, tous industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et matériaux de chauffage, climatisation et isolation, et d'appareils et matériaux pour la construction et la garniture de maisons, bâtiments, édifices ou vé-

ment Company (Laurentian) Limited", with a total capital stock of \$36,000, divided into 360 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14800-58)

**Cedars Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement, development and construction company, under the name of "Cedars Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14883-58)

**Centra Realty & Investment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggenueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Centra Realty & Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10132-59)

**Clerk-Tremblay Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1959, incorporating: Michel Clerk, of St-Hilaire, Marc Clerk, of the town of Mount-Royal, Albert Tremblay, of Quebec, and Normand Tremblay, of Montreal, all industrialists, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus and materials for heating, air-conditioning and isolation, and in apparatus and materials for the construction and trimmings of houses, buildings,

hicules, sous le nom de "Clerk-Tremblay Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 960 actions communes de \$10 chacune et en 304 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11812, rue Guertin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14907-58)

**Daniel Ross Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: Daniel Ross, marchand, Yolande Landry Ross, commis de bureau, épouse séparée de biens dudit Daniel Ross, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Albert Landry, comptable, tous de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés, du bois et autres matériaux, jouets, ameublements, quincaillerie, accessoires électriques et instruments de musique, sous le nom de "Daniel Ross Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14996-58)

**D'Arcy Verdon Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Guy Labrosse, publicitaire-conseil, Françoise Dufour, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Mario Verdon, publicitaire-conseil, de Duvernay, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, organiser, maintenir, gérer, administrer, tout poste de radio et/ou de télévision et exercer le commerce de publicité et d'annonces, sous le nom de "D'Arcy Verdon Productions Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 13081-58)

**Dessureault & St-Arnaud Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Guy-Paul Brouillette, comptable, Blaise St-Arnaud et Gaëtan Dessureault, commerçants, tous de Ste-Geneviève-de-Batiscan, pour les objets suivants:

edifices or vehicles, under the name of "Clerk-Tremblay Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 960 common shares of \$10 each and into 304 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11812 Guertin Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14907-58)

**Daniel Ross Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December 1958, incorporating: Daniel Ross, merchant, Yolande Landry Ross, office clerk, wife separate as to property of the said Daniel Ross, and duly authorized by him for the purposes therein, and Albert Landry, accountant, all of Matane, for the following purposes:

To deal in furniture, novelties, lumber and other materials, toys, household furnishings, hardware, electrical appliances and musical instruments, under the name of "Daniel Ross Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14996-58)

**D'Arcy Verdon Productions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Guy Labrosse, publicity-counsel, Françoise Dufour, secretary, spinster of full age, both of Montreal, and Mario Verdon, publicity-counsel, of Duvernay, for the following purposes:

To acquire, rent, own, establish, organize, maintain, manage, administrate any radio or television station and to carry on a business in publicity and announcing under the name of "D'Arcy Verdon Productions Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13081-58)

**Dessureault & St-Arnaud Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Guy-Paul Brouillette, accountant, Blaise St-Arnaud and Gaëtan Dessureault, tradesmen, all of Ste-Geneviève-de-Batiscan, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Dessureault & St-Arnaud Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Geneviève-de-Batiscan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14181-58)

**Domon Ltd.—Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Yvan Domon, commerçant, Florita Brindle Domon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvan Domon, Jean-Guy Domon, commerçant, et Suzanne Chassé Domon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Domon, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, couvre-planchers, tentures, nouveautés, appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, sous le nom de "Domon Ltd.—Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 12469-58)

**Dubois Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de chaudières et appareils de chauffage, sous le nom de "Dubois Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10088-59)

**Dupuis Lumber Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Armand Dupuis, industriel, Micheline Corbeil, avocate, tous deux de Montréal, et Léon Dupuis, industriel, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Dupuis

To carry on a business as general construction contractors under the name of "Dessureault & St-Arnaud Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Geneviève-de-Batiscan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14181-58)

**Domon Ltd.—Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Yvan Domon, tradesman, Florita Brindle Domon, housewife, wife separate as to property of the said Yvan Domon, Jean-Guy Domon, tradesman, and Suzanne Chassé Domon, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Guy Domon, all of Lachine, for the following purposes:

A business dealing in furniture, floor coverings, draperies, novelties, radio and television apparatus, electrical accessories, musical instruments, under the name of "Domon Ltd.—Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12469-58)

**Dubois Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January 1959, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, advocate, and Carol Jones, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boilers and heating apparatus, under the name of "Dubois Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
39949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10088-59)

**Dupuis Lumber Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Armand Dupuis, industrialist, Micheline Corbeil, advocate, both of Montreal, and Léon Dupuis, industrialist, of Verdun, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber and in lumber products, under the

Lumber Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

name of "Dupuis Lumber Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10061-59)

**Ellenem Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Ellenem Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,960 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5757 avenue Decelles, suite 509, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10061-59)

**Ellenem Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Ellenem Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each and 3,960 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Ave., Suite 509, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13609-58)

**Entreprises Laverdure Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Madeleine Boutin Laverdure, ménagère, épouse séparée de biens de Roger Laverdure, d'Outremont, Yvanhoe B. Richer, comptable agréé, d'Outremont, et Albert Champeau, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de "Entreprises Laverdure Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions communes de \$5 chacune et en 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 13609-58)

**Entreprises Laverdure Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1959, incorporating: Madeleine Boutin Laverdure, housewife, wife separate as to property of Roger Laverdure, of Outremont, Yvanhoe B. Richer, chartered accountant, of Outremont, and Albert Champeau, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "Entreprises Laverdure Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$5 each and into 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14175-58)

**Ernest & Paul Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Ernest Lévesque, de Rivière-du-Loup, Paul-E. Lebel, de Ste-Anne-de-la-Pocatière, tous deux marchands, et Rolland Legendre, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Ernest & Paul Limitée", avec un capital

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Ernest Lévesque, of Rivière-du-Loup, Paul-E. Lebel, of St. Anne-de-la-Pocatière, both merchants, and Rolland Legendre, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Ernest & Paul Limitée", with a total capital

(A.G. 14175-58)

**Ernest & Paul Limitée**

total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 82, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14861-58)

**Esquire Apparel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: David Lecker, marchand, Sybil Lecker, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Lecker, et Sydney Phillips, avocat, tous de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants :

Confectionner et faire le commerce de vêtements et articles de toutes sortes pour dames et messieurs, sous le nom de "Esquire Apparel Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14990-58)

**Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de St-Laurent, Mary Mathoul, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Mathoul, et Lyette Maynard, secrétaire, célibataire, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée", avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, 19,750 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2918, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10112-59)

**Foo Chow Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant et Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 82 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949- Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14861-58)

**Esquire Apparel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: David Lecker, merchant, Sybil Lecker, housewife, wife separate as to property of the said David Lecker, and Sydney Phillips, advocate, all of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and women's clothing and apparel of all kinds, under the name of "Esquire Apparel Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 preferred shares having a par value of \$100 each and 1,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14990-58)

**Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1958, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of St. Laurent, Mary Mathoul, secretary, wife separate as to property of Gaston Mathoul, and Lyette Maynard, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, under the name of "Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée", with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, 19,750 preferred shares Class "A" of a par value of \$100 each and 15,000 preferred shares Class "B" of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 2918 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10112-59)

**Foo Chow Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'un restaurant, sous le nom de "Foo Chow Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14853-58)

**Forest Hill Health Studios Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: André Gagnon, de Québec, Claude Gagnon, de Sillery, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Huguette Morin, secrétaire, de Lauzon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de gymnase, culture physique et les accessoires se rapportant à ceux, sous le nom de "Forest Hill Health Studios Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10093-59)

**Forte Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Maurice Steinberg, avocat, Thomas Gavin, comptable et Frances Morrison, secrétaire, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acheter et vendre tous genres et sortes de maisons, et autres bâtisses et acheter et vendre des immeubles, sous le nom de "Forte Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10047-59)

**Foundation Steel Specialties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Maurice-D. Roy, comptable, de Montréal-Nord, et Marthe Béliveau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de l'acier, du fer et des autres métaux, sous le nom de "Foundation Steel Specialties Inc.", avec un

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Foo Chow Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14853-58)

**Forest Hill Health Studios Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: André Gagnon, of Quebec, Claude Gagnon, of Sillery, both advocates and Queen's Counsels, and Huguette Morin, secretary, of Lauzon, for the following purposes:

To deal in and with gymnasium, body conditioning and allied equipment, under the name of "Forest Hill Health Studios Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10093-59)

**Forte Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Maurice Steinberg, advocate, Thomas Gavin, accountant, and Frances Morrison, secretary, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To build, buy and sell all types and kinds of houses or other buildings and to buy and sell real estate, under the name of "Forte Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10047-59)

**Foundation Steel Specialties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1959, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate, of Repentigny, Maurice-D. Roy, accountant, of Montreal-North, and Marthe Béliveau, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in steel, iron and in other metals, under the name of "Foundation Steel Specialties Inc.", with a

capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14924-58)

**Genat Developments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de propriétés immobilières de toutes sortes, descriptions et tous droits sur lesdites propriétés immobilières, sous le nom de "Genat Developments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14956-58)

**General Equipment & Machinery Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, de Laval-des-Rapides, Jacqueline Davignon et, Jeanne Le Sieur, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de moteurs, machines et de leurs parties et accessoires, sous le nom de "General Equipment & Machinery Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14914-58)

**G. F. Noiseux Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1959, constituant en corporation: G.-Fernand Noiseux, ingénieur professionnel, de St-Laurent, Claude Ducharme, d'Outremont, et Jacques Pilon, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, ainsi que le

total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14924-58)

**Genat Developments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Daniel Kingstone, barrister, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, under the name of "Genat Developments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each and 1,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14956-58)

**General Equipment & Machinery Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Léo Davignon, accountant, of Laval-des-Rapides, Jacqueline Davignon, and Jeanne Le Sieur, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in engines, machines and the parts and accessories thereof, under the name of "General Equipment & Machinery Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14914-58)

**G. F. Noiseux Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1959, incorporating: G.-Fernand Noiseux, professional engineer, of St. Laurent, Claude Ducharme, of Outremont, and Jacques Pilon, of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of contractors in plumbing, heating and refrigeration, as well as

commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "G. F. Noiseux Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5075, rue Fullum, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14989-58)

**G. L. Caron & Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "G. L. Caron & Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6521 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 13699-58)

**G. Lebeau Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Henri Vinet, notaire, Lorraine Dansereau Vinet, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Henri Vinet, tous deux de St-Martin, et Janine Vinet, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de fabrication de couvre-sièges et de rembourrage de sièges d'automobiles, sous le nom de "G. Lebeau Ltée", avec un capital divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14381-58)

**Gold Star Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

that of builders and general building contractors under the name of "G. F. Noiseux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5075 Fullum Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14989-58)

**G. L. Caron & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "G. L. Caron & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each, 1,000 Class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 3,800 Class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6521 Park Ave, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13699-58)

**G. Lebeau Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, incorporating: Henri Vinet, notary, Lorraine Dansereau Vinet, secretary, wife separate as to property of the said Henri Vinet, both of St-Martin, and Janine Vinet, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business for the manufacturing of covers and upholstery for automobile seats under the name of "G. Lebeau Ltée", with a capital stock of 500 shares without nominal or par value and in 1,500 preferred shares of \$10 each and the amount with which the company shall start its operations shall be \$4,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14381-58)

**Gold Star Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth

du treize janvier 1959, constituant en corporation: Jacques Rousseau, Pierre Lauzon, tous deux de Montréal et Claude Goulet, de Ville Mont-Royal, tous comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Gold Star Construction Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14147-58)

**Gulf Insurance Claim Service Limited  
Service de Réclamations d'Assurance  
du Golfe Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Rolland Legendre, avocat, Yolande Jobidon et Louise Fortier, secrétaires, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'estimateurs et d'évaluateurs des biens meubles et immeubles, des propriétés industrielles et autres développements, sous le nom de "Gulf Insurance Claim Service Limited — Service de Réclamations d'Assurance du Golfe Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 312, avenue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14884-58)

**Hafra Realty & Investment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, toutes deux secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Hafra Realty & Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14918-58)

**H. Auger Welding Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

day of January, 1959, incorporating: Jacques Rousseau, Pierre Lauzon, both of Montreal, and Claude Goulet, of the town of Mount-Royal, all accountants, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Gold Star Construction Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14147-58)

**Gulf Insurance Claim Service Limited  
Service de Réclamations d'Assurance  
du Golfe Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Rolland Legendre, advocate, Yolande Jobidon and Louise Fortier, secretaries, spinsters all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as appraisers and assessors of real estate and immovables, of industrial properties and other developments under the name of "Gulf Insurance Claim Service Limited — Service de Réclamations d'Assurance du Golfe Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 312, Brochu Avenue, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14884-58)

**Hafra Realty & Investment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Hafra Realty & Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14918-58)

**H. Auger Welding Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du deux janvier 1959, constituant en corporation: Ezra Leithman, conseil en loi de la Reine, Fred Kaufman, tous deux avocats, et Dorothy Boretsky Singer, secrétaire, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machinerie, outils et instruments de toutes sortes, sous le nom de "H. Auger Welding Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the second day of January, 1959, incorporating: Ezra Leithman, Queen's Counsel, Fred Kaufman, both advocates, and Dorothy Boretsky Singer, secretary, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds, under the name of "H. Auger Welding Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14480-58)

**H. L. Poulin Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Paul-M. Gervais, André Langlais, tous deux de Sherbrooke, et René-A. Monty, de Lennoxville, tous avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de "H. L. Poulin Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Honoré-de-Shenley, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14480-58)

**H. L. Poulin Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Paul-M. Gervais, André Langlais, both of Sherbrooke, and René-A. Monty, of Lennoxville, all advocates, for the following purposes:

The lumber business and trade, under the name of "H. L. Poulin Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 20,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Saint Honoré-de-Shenley, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10147-59)

**Humoristic Advertising Ltd.  
Publicité Humoristique Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Gérard Beaudoin, notaire, Mlle Madeleine Mercure, secrétaire, tous deux de Montréal, et Guy Guénette, comptable agréé, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicistes, sous le nom de "Humoristic Advertising Ltd. — Publicité Humoristique Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10147-59)

**Humoristic Advertising Ltd.  
Publicité Humoristique Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1959, incorporating: Gérard Beaudoin, notary, Mlle Madeleine Mercure, secretary, both of Montreal, and Guy Guénette, chartered accountant, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as publicists under the name of "Humoristic Advertising Ltd. — Publicité Humoristique Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14835-58)

**Immeubles Potvin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corpo-

(A.G. 14835-58)

**Immeubles Potvin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Adjutor

ration: Adjutor Potvin, Raymond Potvin, Claude Potvin, tous trois de Chicoutimi, et Bertrand Potvin, de Chicoutimi-Nord, tous commerçants, pour les objets suivants:

Commerce de biens immobiliers de toutes sortes, sous le nom de "Immeubles Potvin Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10022-59)

**Itaca Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1959, constituant en corporation: André Trotier, de Charlesbourg, Guy Letarte, de Ste-Foy, tous deux avocats, et Claudette Thibeault, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, laine et leurs sous-produits, sous le nom de "Itaca Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions communes de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1005, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14960-58)

**Jack Schwartz Fur Supplies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de fourrures, confections d'icelles et articles vestimentaires, sous le nom de "Jack Schwartz Fur Supplies Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, suite 414, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14856-58)

**J. Kogan Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en

Potvin, Raymond Potvin, Claude Potvin, all three of Chicoutimi, and Bertrand Potvin, of Chicoutimi-North, all dealers, for the following purposes:

To deal in immovable property of all kinds, under the name of "Immeubles Potvin Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10022-59)

**Itaca Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1959, incorporating: André Trotier, of Charlesbourg, Guy Letarte, of Ste-Foy, both advocates, and Claudette Thibeault, secretary, of Québec, for the following purposes:

To operate a business dealing in products, articles and merchandise made wholly or in part, from leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, wool and their by-products, under the name of "Itaca Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1005 St-John Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14960-58)

**Jack Schwartz Fur Supplies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, fur products and wearing apparel, under the name of "Jack Schwartz Fur Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Suite 414, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14856-58)

**J. Kogan Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating:

corporation: Max Slapack, avocat, de la ville Côte St-Luc, Gregory Charlap, avocat, Judith Fink, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Monroe Abbey, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "J. Kogan Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14845-58)

**J. L. Lefebvre Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: J.-L. Lefebvre, marchand en gros, Antoinette Beaudry Lefebvre, épouse dudit J.-L. Lefebvre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et André Lefebvre, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de viande, volailles, vivres, épicerie, boulangerie et produits alimentaires, sous le nom de "J. L. Lefebvre Limitée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 415, rue Saint-Paul, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14993-58)

**J. M. Roberge Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Richard Drouin, avocat, Jacques Vaillancourt, étudiant, et Pierrette Rondeau, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de la toile, du coton, de la laine, et autres substances fibreuses, sous le nom de "J. M. Roberge Ltée", avec un capital total de \$15,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14877-58)

**Jonsar Investments Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en

Max Slapack, advocate, of the town of Côte St. Luc, Gregory Charlap, advocate, Judith Fink, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Monroe Abbey, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "J. Kogan Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 2,700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14845-58)

**J. L. Lefebvre Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: J.-L. Lefebvre, wholesale merchant, Antoinette Beaudry Lefebvre, wife of the said J.-L. Lefebvre, and duly authorized by him for the purposes therein, and André Lefebvre, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in meat, fowls, provisions, groceries, bread-making and foodstuffs, under the name of "J. L. Lefebvre Limitée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 415 St. Paul Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14993-58)

**J. M. Roberge Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Richard Drouin, advocate, Jacques Vaillancourt, student, and Pierrette Rondeau, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in linen, cotton, wool, and other fibrous material, under the name of "J. M. Roberge Ltée", with a total capital of \$15,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14877-58)

**Jonsar Investments Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating:

corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, et Mary Watt, secrétaire, filla majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements de toutes sortes, sous le nom de "Jonsar Investments Corporation", avec un capital total de \$1,500,000, divisé en 500 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,980 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$500 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10074-59)

**Jos. Leclerc Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Lucien Dion, Louis-Marc Tanguay et Joseph Bessette, tous comptables agréés, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boissons gazeuses, de produits alimentaires et de bonbons de toutes sortes, sous le nom de "Jos. Leclerc Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Evariste (Station), comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14718-58)

**Kleinberg Agencies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: Shirley Simon, Claude Morin, secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général exercer le commerce et le négoce de menus articles, bibelots, nouveautés, marchandises sèches, tissus textiles, épiceries, accessoires de ménage, vêtements, ornements, bijouterie, montres, horloges, papaterie et quincaillerie, verre, poterie, coutellerie, appareils électriques et dispositifs, fournitures de fumeurs et divers articles de pharmacie, jouets, autres marchandises et produits, utilités et accessoires de nature similaire, sous le nom de "Kleinberg Agencies Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Jonsar Investments Corporation", with a total capital stock of \$1,500,000, divided into 500 Class "A" preferred shares of a par value of \$10 each, 2,980 Class "B" preferred shares of a par value of \$500 each and 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10074-59)

**Jos. Leclerc Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Lucien Dion, Louis-Marc Tanguay and Joseph Bessette, all chartered accountants, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in effervescent drinks, food products and in bonbons of all kinds, under the name of "Jos. Leclerc Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Evariste (Station), county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14718-58)

**Kleinberg Agencies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: Shirley Simon, Claude Morin, secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal and trade in smallwares, notion, novelties, dry goods, fabrics textiles, groceries, household accessories, clothing, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cultery, electrical appliances and fixtures, smokers' supplies and drug sundries, toys and other articles and products, commodities and accessories of the same and similar nature, under the name of "Kleinberg Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 7,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14932-58)

**Krest Investment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold, de Montréal, tous deux avocats et Una M. Thompson, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Krest Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 215, 300 rue St-Sacrement, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 13882-58)

**La Chemise Marco Inc.  
Marco Shirt Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1959, constituant en corporation: Lucien Dion, Louis-Marc Tanguay et Joseph Bessette, comptables agréés, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chemises et autres produits textiles, sous le nom de "La Chemise Marco Inc. — Marco Shirt Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions communes de \$50 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Courcelles, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14810-58)

**La Cie Wilfrid Allen Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation: Wilfrid Allen, entrepreneur, Benoit Allen, contremaitre, tous deux de Saint-Henri-de-Lauzon, et Paulin Michaud, notaire, de Bienville, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs ou entrepreneurs en construction, sous le nom de "La Cie Wilfrid Allen Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Henri-de-Lauzon, district judiciaire de Lévis.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14932-58)

**Krest Investment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Murray Lapin, of the Town of Hampstead, Alan B. Gold, of Montreal, both advocates, and Una M. Thompson, secretary, fille majeure, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Krest Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Suite 215, 300 St. Sacrement Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13882-58)

**La Chemise Marco Inc.  
Marco Shirt Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1959, incorporating: Lucien Dion, Louis-Marc Tanguay and Joseph Bessette, chartered accountants all of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in shirts and in other textile products, under the name of "La Chemise Marco Inc.—Marco Shirt Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common shares of \$50 each and in 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Courcelles, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14810-58)

**La Cie Wilfrid Allen Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959, incorporating: Wilfrid Allen, contractor, Benoit Allen, foreman, both of Saint-Henri-de-Lauzon, and Paulin Michaud, notary, of Bienville, for the following purposes:

To operate as builders and building contractors under the name of "La Cie Wilfrid Allen Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Henri-de-Lauzon, judicial district of Lévis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13628-58)

**La Couturière Noël Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1959, constituant en copropriation: Noël Veilleux, marchand, Paul-Émile Poulin, cultivateur, tous deux de Saint-Benoit, et Raoul Veilleux, marchand, de Saint-Alfred, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de "La Couturière Noël Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Benoit-Labre, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 13628-58)

**La Couturière Noël Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1959, incorporating: Noël Veilleux, merchant, Paul-Émile Poulin, farmer, both of Saint-Benoit, and Raoul Veilleux, merchant, of Saint-Alfred, for the following purposes:

To carry on a business as tailors under the name of "La Couturière Noël Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Benoit-Labre, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14635-58)

**Lakeview Plaza Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf décembre 1958, constituant en copropriation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, et Ethel Matilda Gay Hight, caissière, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, construction et développement, sous le nom de "Lakeview Plaza Inc.", avec un capital total de \$160,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 14,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14635-58)

**Lakeview Plaza Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1958, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, and Ethel Matilda Gay Hight, cashier, both spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, construction and development company, under the name of "Lakeview Plaza Inc.", with a total capital stock of \$160,000, divided into 2,000 common shares of the value of \$10 each and 14,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14955-58)

**Lapinière Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en copropriation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi de la Reine, Ben Schecter, avocat, et Margaret McMartin, commis, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, et construction, sous le nom de "Lapinière Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 414 ouest, rue St-Jacques, suite 903, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14955-58)

**Lapinière Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schecter, advocate, and Margaret McMartin, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Lapinière Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 7,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 414 St. James Street West, suite 903, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14632-58)

**Lasalle Chairs Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Rolland Dussault, industriel, Maurice-D. Godbout, Rolland Blais, avocats, Gabrielle Larose, secrétaire, tous quatre de Montréal, et Noël Dussault, industriel, de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Lasalle Chairs Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14632-58)

**Lasalle Chairs Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Rolland Dussault, industrialist, Maurice-D. Godbout, Rolland Blais, advocates, Gabrielle Larose, secretary, all four of Montreal, and Noël Dussault, industrialist, of St. Michel, for the following purposes:

To deal in lumber and the products thereof, under the name of "Lasalle Chairs Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14507-58)

**Lebel Lingerie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Rolland Legendre, avocat, Yolande Jobidon et Louise Fortier, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Lebel Lingerie Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14507-58)

**Lebel Lingerie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Rolland Legendre, advocate, Yolande Jobidon and Louise Fortier, secretaries, of full age of majority making use of their rights, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Lebel Lingerie Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14862-58)

**Leronda Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, et Jean McFarlane, dactylo, toutes deux filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

A des fins de placements, acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder et prendre en location des terrains et des bâtisses et les développer et améliorer à des fins de placements et agir comme bailleurs et administrateurs d'immeubles en ce qui se rapporte à ceux, sous le nom de "Leronda Investments Ltd.", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune, le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14862-58)

**Leronda Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Ethel Yussem, secretary, and Jean McFarlane, typist, both spinsters, of Montreal, for the following purposes:

For investment purposes to purchase or otherwise acquire and to hold and own and take on lease land and buildings and to develop and improve the same for investment purposes and to act as real estate lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Leronda Investments Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 shares having no nominal or par value and 1,500 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$25,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10122-59)

**Les Agences De Vimy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Maurice-D. Roy, comptable, de Montréal-Nord, et Marthe Béliveau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtier et agent d'assurances, sous le nom de "Les Agences De Vimy Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10122-59)

**Les Agences De Vimy Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1959, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate, of Repentigny, Maurice-D. Roy, accountant, of Montreal-North, and Marthe Béliveau, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as insurance broker and agent, under the name of "Les Agences De Vimy Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14958-58)

**Les Enchères Cherrier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: J.-Alfred Gosselin, marchand de meubles, Mme Rachel Lavoie Gosselin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Alfred Gosselin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jeannette Lavoie, célibataire majeure, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, nouveautés, jouets, quincaillerie, appareils et accessoires électriques, instruments de musique, sous le nom de "Les Enchères Cherrier Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14958-58)

**Les Enchères Cherrier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: J.-Alfred Gosselin, furniture merchant, Mrs. Rachel Lavoie Gosselin, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Alfred Gosselin, and duly authorized by him for these present purposes, and Jeannette Lavoie, spinster of full age, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, novelties, toys, hardware, electrical apparatus and accessories, musical instruments, under the name of "Les Enchères Cherrier Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10146-59)

**Les Entreprises Anjou Ltée  
Anjou Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, avocats, et Annette Daveluy, sténographe, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'immeuble en général et toutes sortes de transactions immobilières, sous le nom de "Les Entreprises Anjou Ltée — Anjou Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10146-59)

**Les Entreprises Anjou Ltée  
Anjou Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January 1959, incorporating: François Wilhelmy, Bernard Cousineau, advocates, and Annette Daveluy, stenographer, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of real estate, and all kinds of realty transactions, under the name of "Les Entreprises Anjou Ltée — Anjou Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 10 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10141-59)

**Les Entreprises du Domaine Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1959, constituant en corporation: Gaston Binette, notaire, Françoise Théoret et Lucie Binette, secrétaire, tous de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements mobiliers et immobiliers, sous le nom de "Les Entreprises du Domaine Limitée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 15,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10141-59)

**Les Entreprises du Domaine Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1959, incorporating: Gaston Binette, notary, Françoise Théoret, and Lucie Binette, secretaries, all of St. Eustache, for the following purposes:

To carry out the operations of an investment company dealing in moveables and immoveables, under the name of "Les Entreprises du Domaine Limitée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 15,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14344-58)

**Les Entreprises Ste Croix Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Alidor Bergeron, industriel, Paul-Émile Bergeron, ingénieur professionnel, tous deux de St-Antoine-de-Tilly, Rodrigue Biron, industriel, Georges-Albert Aubut, contremaître, et Martial Lemay, comptable, tous trois de Ste-Croix, comté de Lotbinière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens immobiliers de toutes sortes et les opérations d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises Ste Croix Limitée", avec un capital total de \$70,000, divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Croix, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14344-58)

**Les Entreprises Ste Croix Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Alidor Bergeron, industrialist, Paul-Émile Bergeron, professional engineer, both of St. Antoine-de-Tilly, Rodrigue Biron, industrialist, Georges-Albert Aubut, foreman, and Marial Lemay, accountant, all three of Ste. Croix, county of Lotbinière, for the following purposes:

To deal in real estate of every nature and kind, and carry out the operations of general building contractors, under the name of "Les Entreprises Ste Croix Limitée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 700 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte Croix, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14145-58)

**Les Manoirs d'Arèsville Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation: Roland A. Diamond, notaire, Paul Lymburner, comptable, tous deux de Montréal, et Clovis Arès, industriel, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de "Les Manoirs d'Arèsville Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14145-58)

**Les Manoirs d'Arèsville Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January 1959, incorporating: Roland A. Diamond, notary, Paul Lymburner, accountant, both of Montreal, and Clovis Arès, industrialist, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Manoirs d'Arèsville Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14289-58)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station (L'O.T.J. de Laurier Station)**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: André Hamel, cultivateur, Claude-G. Audet, signal maintenant, Julien Boutin, contremaître, Bruno Boisvert, gérant, Gérard Mailhot, voyageur de commerce, Léo Jacques, peintre, et Gaston Marquis, télégraphiste, tous de Laurier-Station, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs et promouvoir le développement moral, culturel et physique des jeunes par le moyen des jeux, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station — (L'O.T.J. de Laurier Station)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Laurier-Station, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14289-58)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station (L'O.T.J. de Laurier Station)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1959 to incorporate as a corporation without share capital: André Hamel, farmer, Claude-G. Audet, signal maintenance man, Julien Boutin, foreman, Bruno Boisvert, manager, Gérard Mailhot, commercial traveller, Léo Jacques, painter, and Gaston Marquis, telegrapher, all of Laurier-Station, for the following purpose:

To organize recreations and to promote moral, cultural and physical development in young people through sports and games under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station — (L'O.T.J. de Laurier Station)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Laurier-Station, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14963-58)

**Lynwood Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Fred Kaufman, de Montréal Ouest, Ezra Leithman, de la ville de Hampstead, et Frank Hubscher, de la ville Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger et en général exercer un commerce de placements et d'immeubles, sous le nom de "Lynwood Realities Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1255 Carré Phillips, suite 510, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14963-58)

**Lynwood Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Fred Kaufman, of Montreal West, Ezra Leithman, of the town of Hampstead, and Frank Hubscher, of the town of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To transact and carry on a general investment and realty business, under the name of "Lynwood Realities Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Suite 510, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10246-59)

**Magasins Landry Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1959, constituant en corporation: Jeannine Desjardins, secrétaire, de Ste-Foy, Raymond Deraspe, notaire, et Léon Despatis, comptable, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de "Magasins Landry Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

(A.G. 10246-59)

**Magasins Landry Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1959, incorporating: Jeannine Desjardins, secretary, of Ste. Foy, Raymond Deraspe, notary, and Léon Despatis, accountant, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general merchant, under the name of "Magasins Landry Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint Raymond, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14298-58)

**Marché Racine Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1959, constituant en corporation: Paul-Eugène Larouche, commerçant, Julien Larouche, comptable, et Benoît Larouche, opérateur, tous d'Arvida, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de "Marché Racine Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 13708-58)

**Monopole Jewellery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1958, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Thérèse Trinque et Hélène Lampron, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de "Monopole Jewellery Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 900 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14965-58)

**Montée de Liesse Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, conseil en loi de la Reine, André Levesque et Jules Bernatchez, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Effectuer des placements de toutes sortes, sous le nom de "Montée de Liesse Investments Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14298-58)

**Marché Racine Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1959, incorporating: Paul-Eugène Larouche, dealer, Julien Larouche, accountant, and Benoît Larouche, operator, all of Arvida, for the following purposes:

The business of butcher and grocer, under the name of "Marché Racine Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13708-58)

**Monopole Jewellery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1958, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, Thérèse Trinque and Hélène Lampron, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as jewellers under the name of "Monopole Jewellery Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 900 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14965-58)

**Montée de Liesse Investments Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Sydney Lazarovitz, Queen's Counsel, André Levesque and Jules Bernatchez, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Montée de Liesse Investments Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13228-58)

**Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Israël Rothfleisch, de la ville Côte St-Luc, Tiberius Wintley, Peter Batzios, Charles Fogel, tous trois de Montréal, et Herman Katz, de St-Laurent, tous fourreurs, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être et les meilleurs intérêts de ses membres engagés principalement dans la confection et l'industrie des vêtements de fourrures et autres articles vestimentaires pour dames, sous le nom de "Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14908-58)

**Montreal Tourists Motel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: John Primeau, garagiste, Dominic Cobetto et André Albert, industriels, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, tavernes, camps et maisons de touristes, sous le nom de "Montreal Tourists Motel Inc.", avec un capital total de \$202,000, divisé en 200 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6720, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 13768-58)

**Mont Ste Adèle Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1958, constituant en corporation: Arthur Waddel, entrepreneur, de Ste-Thérèse, Jos.-Édouard Descoteaux, courtier en immeubles, et Benoît Turbide, régistrateur, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, exploiter et vendre, personnellement ou à commission, des hôtels, tavernes, auberges et cafés, sous le nom de "Mont Ste Adèle Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 13228-58)

**Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Israël Rothfleisch, of the town of Côte St. Luc, Tiberius Wintley, Peter Batzios, Charles Fogel, all three of Montreal, and Herman Katz, of St. Laurent, all furriers, for the following purposes:

To promote the welfare and best interests of its members, engaged in the manufacture and contracting of fur garments principally and other articles of women's apparel, under the name of "Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14908-58)

**Montreal Tourists Motel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1958, incorporating: John Primeau, garage-keeper, Dominic Cobetto and André Albert, industrialists, all of Montreal, for the following purposes:

Establish, maintain and operate hotels, motels, restaurants, inns, taverns, tourist camps and accommodation, under the name of "Montreal Tourists Motel Inc.", with a total capital stock of \$202,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at 6720 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13768-58)

**Mont Ste Adèle Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1958, incorporating: Arthur Waddel, contractor, of Ste. Thérèse, Jos.-Édouard Descoteaux, real estate broker, and Benoît Turbide, registrar, both of Montreal, for the following purposes:

To buy, operate and sell, personally or on commission, hotels, taverns, inns and cafés, under the name of "Mont Ste Adèle Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14882-58)

**Nasa Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, tous deux comptables, et Jeanine L. Fobert, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "Nasa Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5803 Chemin Côte des Neiges, chambre 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14882-58)

**Nasa Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, both accountants, and Jeanine L. Fobert, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, under the name of "Nasa Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte des Neiges Road, room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10027-59)

**Natco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, comptables, et Jeanine-L. Fobert, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier des immeubles et des propriétés immobilières, sous le nom de "Natco Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5803 Côte des Neiges, chambre 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10027-59)

**Natco Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, accountants, and Jeanine-L. Fobert, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "Natco Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte des Neiges, room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14900-58)

**Neva Development Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement, amélioration et construction, sous le nom de "Neva Development Ltd.", avec un capital total de \$4,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4745 avenue Carleton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14900-58)

**Neva Development Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1958, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development, improvement and construction company, under the name of "Neva Development Ltd.", with a total capital stock of \$4,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4745, Carleton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14072-58)

**Nova Dania Home**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Svend Nielsen, maître-peintre, Louise Nielsen Reece, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Harry E. Reece et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Magda Norskov, infirmière, Paul Smith, administrateur, Viggo Rasmussen, agent de colonisation, tous cinq de Montréal, John Boysen, gérant, de St-Laurent, Etly Andersen Norkus, ménagère, épouse séparée de biens de Jonas Norkus, en vertu des Lois du Danemark et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Ellen Lauridsen Jensen, ménagère, épouse commune en biens de Christian Jensen et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Westmount, et Soren Christensen, jardinier, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exploiter, maintenir et supporter une maison pour les personnes âgées ou retraitées de nationalité danoise et/ou d'ancêtres danois vivant au Canada et/ou pour celles qui ont été ou sont mariées à ces personnes, sous le nom de "Nova Dania Home".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14072-58)

**Nova Dania Home**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Svend Nielsen, master painter, Louise Nielsen Reece, housewife, wife contractually separate as to property of Harry E. Reece, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Magda Norskov, nurse, Paul Smith, executive, Viggo Rasmussen, colonization agent, all five of Montreal, John Boysen, manager, of St. Laurent, Etly Andersen Norkus, housewife, wife separate as to property of Jonas Norkus, under the laws of Denmark, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Ellen Lauridsen Jensen, housewife, wife common as to property of Christian Jensen, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Westmount, and Soren Christensen, gardener, of St. Lambert, for the following purposes:

To operate, maintain and support a home for aged or retired persons living in Canada of Danish nationality and/or Danish ancestry and/or for those who have been or are married to such persons, under the name of "Nova Dania Home".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10149-59)

**Orbit Holding Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Orbit Holding Corporation", avec un capital-actions divisé en 220 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,100.

Le siège social de la compagnie sera à 1242 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10149-59)

**Orbit Holding Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1959, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Orbit Holding Corporation", with a capital stock divided into 220 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$1,100.

The head office of the company will be at 1242 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10267-59)

**Pageau & Frère Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1959, constituant en corporation: Fernand Pageau, Lucien Pageau et Aurélius Pageau, tous charcutiers, de Québec, pour les objets suivants:

(A.G. 10267-59)

**Pageau & Frère Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1959, incorporating: Fernand Pageau, Lucien Pageau and Aurélius Pageau, all delicatessen dealers of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de boucher-charcutier, sous le nom de "Pageau & Frère Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14984-58)

**Papeterie Rouanda Stationary Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Laval Goulet, Pierre Godbout, avocats, et Clémence Gravel, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de libraire, papetier et imprimeur, sous le nom de "Papeterie Rouanda Stationary Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10064-59)

**Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1959, constituant en corporation: Josef Parnas, agent d'assurances, Seymour Machlovitch, avocat, tous deux de Montréal, et Max Schnitzer, agent d'assurances, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10071-59)

**Party Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, Rollin Gallay, tous trois avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et posséder, détenir, améliorer, administrer, tirer profit, développer, utiliser et jouer ou autrement négocier, mettre en valeur et disposer d'immeubles ou d'intérêts en ceux, sous le nom de "Party Realities Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires

To carry on a business as butcher-delicatessen dealer under the name of "Pageau & Frère Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14984-58)

**Papeterie Rouanda Stationary Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Laval Goulet, Pierre Godbout, advocates, and Clémence Gravel, stenographer, spinster of full age in use of her rights, all of Amos, for the following purposes:

To carry on a business dealing as a librarian, stationer and printer, under the name of "Papeterie Rouanda Stationary Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10064-59)

**Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1959, incorporating: Josef Parnas, insurance agent, Seymour Machlovitch, advocate, both of Montreal, and Max Schnitzer, insurance agent, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers and agents, under the name of "Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10071-59)

**Party Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, Rollin Gallay, all three advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire and possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with, turn to account and dispose of real estate or interest therein, under the name of "Party Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common

d'une valeur au pair de \$1 chacune et 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14970-58)

**Paul Normand Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Paul Normand, Lucien Normand, industriels, et Anna L. Normand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Normand, tous de Saint-Pascal (Kam.), pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Paul Normand Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10063-59)

**Pine-Eighty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, Sema Black et Helen Campbell, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, amélioration et construction, sous le nom de "Pine-Eighty Corp.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10044-59)

**Quebec Dried Food Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Yvon Berthiaume, de Sillery, Jean-Paul Guay, de Québec, et Réal Cossette, de Portneuf-Station, tous comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Quebec Dried Food Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 163, rue de la Reine est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

shares of a par value of \$1 each and 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14970-58)

**Paul Normand Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Paul Normand, Lucien Normand, industrialists, and Anna L. Normand, housewife, wife separate as to property of the said Paul Normand, all of Saint-Pascal (Kam.), for the following purposes:

To operate as an investment company under the name of "Paul Normand Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10063-59)

**Pine-Eighty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, Sema Black and Helen Campbell, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, improvement and construction company, under the name of "Pine-Eighty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10044-59)

**Quebec Dried Food Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January 1959, incorporating: Yvon Berthiaume, of Sillery, Jean-Paul Guay, of Québec, and Réal Cossette, of Portneuf-Station, all accountants, for the following purposes:

To deal in edible products, under the name of "Quebec Dried Food Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 163 de la Reine Street, East, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10159-59)

**Quemont Ventures Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Jean Rivard, avocat, de Québec, Lina Lemieux, de Charlesbourg, et Yolande de Champlain, de Québec, toutes deux secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, ainsi que celui d'exploitation immobilière, sous le nom de "Quemont Ventures Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10159-59)

**Quemont Ventures Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January 1959, incorporating: Jean Rivard, advocate, of Quebec, Lina Lemieux, of Charlesbourg, and Yolande de Champlain, of Quebec, both secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, as well as that of land development, under the name of "Quemont Ventures Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14917-58)

**Quinze Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Jean Rivard, Antoine Gobeil, avocats, Aline Denis, Yolande de Champlain, secrétaires, célibataires majeures, tous quatre de Québec, et Lina Lemieux, secrétaire, célibataire majeure, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Quinze Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions communes de \$5 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14917-58)

**Quinze Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Jean Rivard, Antoine Gobeil, advocates, Aline Denis, Yolande de Champlain, secretaries, spinsters, all four of Quebec, and Lina Lemieux, secretary, spinster of full age, of Charlesbourg, for the following purposes:

To operate as an investment company under the name of "Quinze Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and into 5,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14978-58)

**Rabow Tire Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Louis Rabow, Philip Rabow, marchands, Claude Morin, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, et Benjamin-L. Louis, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pneus d'automobiles et accessoires, sous le nom de "Rabow Tire Sales Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8350 rue Bougainville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14978-58)

**Rabow Tire Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Louis Rabow, Philip Rabow, merchants, Claude Morin, secretary, spinster, all three of Montreal, and Benjamin-L. Louis, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in automobile tires and accessories, under the name of "Rabow Tire Sales Inc." with a total capital stock of \$50,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8350 Bougainville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10029-59)

**Radio Témiscouata Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1959, constituant en corporation: Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Jacques R. Alleyn and Claude Rioux, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Établir, équiper, maintenir et exploiter une ou des stations de radiodiffusion, de télévision et de radio-téléphone, sous le nom de "Radio Témiscouata Limitée", avec un capital divisé en 201 actions communes sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de \$20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$11,005.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10248-59)

**Raymond Bertrand Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1959, constituant en corporation: Jacques Cantin, avocat, de St-Lambert, Jules Prieur, avocat, d'Outremont, et Pierrette Gougeon, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Raymond Bertrand Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14819-58)

**Regency Tubes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1958, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Cyril E. Schwisberg, Theodore H. Polisuk, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricant, marchand et négociant d'appareils de télévision et toutes sortes de dispositifs électroniques, sous le nom de "Regency Tubes Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 291 rue Tait, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10029-59)

**Radio Témiscouata Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January 1959, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Jacques R. Alleyn and Claude Rioux, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

Establish, equip, maintain and operate one or more radio broadcasting, television and radio-telephone stations, under the name of "Radio Témiscouata Limitée", with a capital stock divided into 201 common shares without nominal or par value and 5,000 preferred shares of \$20 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$11,005.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10248-59)

**Raymond Bertrand Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January 1959, incorporating: Jacques Cantin, advocate, of St. Lambert, Jules Prieur, advocate, of Outremont, and Pierrette Gougeon, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Raymond Bertrand Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14819-58)

**Regency Tubes Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1958, incorporating: Irwin S. Brodie, Cyril E. Schwisberg, Theodore H. Polisuk, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and dealer in or with television sets and all kinds of electronic apparatus, under the name of "Regency Tubes Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 291 Tait St., Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14879-58)

**Ruthsam Investments Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements de toutes sortes, sous le nom de "Ruthsam Investments Corporation", avec un capital total de \$1,100,000, divisé en 500 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune, 2,180 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$500 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 10043-59)

**Salaison R. D. Packings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Roger Duguay, marchand, de Ste-Rose-Est, Jacques Trudel, marchand, de Laval-Ouest, et Jean Provost, comptable agréé, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires et faire affaires comme compagnie de salaison, sous le nom de "Salaisons R. D. Packings Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose-Est, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 13611-58)

**Sam Stipelman Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Sam Stipelman, administrateur, Daniel Kingstone, avocat, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et posséder, détenir, améliorer, administrer, tirer profit, développer, utiliser et profiter ou autrement faire le commerce et le négoce et mettre en valeur, et vendre louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou intérêts en iceux, sous le nom de "Sam Stipelman Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14879-58)

**Ruthsam Investments Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Ruthsam Investments Corporation", with a total capital stock of \$1,100,000, divided into 500 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each, 2,180 class "B" preferred shares of a par value of \$500 each and 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10043-59)

**Salaison R. D. Packings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Roger Duguay, merchant, of Ste-Rose-East, Jacques Trudel, merchant, of Laval west, and Jean Provost, chartered accountant, of Outremont, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products and to carry on business as a packing company, under the name of "Salaisons R. D. Packings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose-East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13611-58)

**Sam Stipelman Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Sam Stipelman, executive, Daniel Kingstone, barrister, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire and possess, hold improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, under the name of "Sam Stipelman Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10094-59)

**Sarco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, comptables, et Jeanine-L. Fobert, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "Sarco Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5803 Chemin Côte des Neiges, chambre 101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10094-59)

**Sarco Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, Sydney Weisbord, accountants, and Jeanine-L. Fobert, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "Sarco Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte des Neiges road, room 101, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10160-59)

**Schroll Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Honoria Sharpe, secrétaire, veuve et Frank Kishner, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, et nouveautés en ameublement de toutes descriptions; exercer le négoce du bois et autres matériaux et tous produits d'iceux, sous le nom de "Schroll Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 10160-59)

**Schroll Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1959, incorporating: Boris Garmaise, Attorney Honoria Sharpe, secretary, widow, and Frank Kishner, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in furniture and furniture novelties of every description; to traffic in lumber and other materials and any of the products thereof, under the name of "Schroll Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14866-58)

**Siroky Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général un commerce de taxis et exploiter, entreprendre le commerce de terrains de stationnement, poste de services et boutique de réparation de véhicules et moteurs, sous le nom de "Siroky Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14866-58)

**Siroky Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

Generally to carry on a taxicab business and to operate and carry on parking lots, service stations and vehicles and motor repair shops, under the name of "Siroky Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,700 preferred shares having a par value of \$10 each and 300 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14985-58)

**St. Denis Street Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chalkelson et Maxwell Shenker, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, amélioration et construction, sous le nom de "St. Denis Street Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14985-58)

**St. Denis Street Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chalkelson and Maxwell Shenker, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and construction company, under the name of "St. Denis Street Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14752-58)

**St-Hyacinthe Express Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Émilien Letarte, camionneur, Roger Lemaire et Yvon Cadotte, commis, tous de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Conduire une entreprise générale de transport, sous le nom de "St-Hyacinthe Express Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14752-58)

**St-Hyacinthe Express Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Émilien Letarte, trucker, Roger Lemaire and Yvon Cadotte, clerk, all of St. Joseph, county of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To generally conduct a transportation business, under the name of "St-Hyacinthe Express Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph, county of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14980-58)

**St. Jude Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce de propriétés immobilières, sous le nom de "St. Jude Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14980-58)

**St. Jude Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with immoveable properties, under the name of "St. Jude Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14885-58)

**Stopni Realty & Investment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14885-58)

**Stopni Realty & Investment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, toutes deux secrétaires, et Ellen Haggenueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Stopni Realty & Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(P.G. 14874-58)

#### St-Pierre Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: J.-Germain St-Pierre, garagiste et vendeur, Rita B. St-Pierre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Germain St-Pierre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Guy St-Pierre, gérant d'affaires, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme quincailliers et garagistes, sous le nom de "St-Pierre Automobile Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14887-58)

#### St-Pierre et Allaire Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1958, constituant en corporation: J.-Claude Nolin, de Cartierville, René Talbot et Gilles Poirier, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie et chauffage, ainsi que des appareils et articles nécessaires à ces fins, sous le nom de "St-Pierre et Allaire Ltée", avec un capital divisé en 1,000 actions communes d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera \$6,500.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil (Station), district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggenueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Stopni Realty & Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14874-58)

#### St-Pierre Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: J.-Germain St-Pierre, garage-keeper and salesman, Rita B. St-Pierre, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Germain St-Pierre, and duly authorized by him for these present purposes, and Guy St-Pierre, business manager, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to deal as hardware dealers and garagemen, under the name of "St-Pierre Automobile Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14887-58)

#### St-Pierre et Allaire Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1958, incorporating: J.-Claude Nolin, of Cartierville, René Talbot and Gilles Poirier, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing and heating contractors, as well as apparatus and articles necessary for such purposes, under the name of "St-Pierre et Allaire Ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be \$6,500.

The head office of the company will be at Beloeil (Station), judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14994-58)

**Téléfusion Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Jean-Marie Chabot, négociant en gros, Marc Bougie, directeur de funérailles, et Antoine Chabot, rentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre, installer, louer, suivant la loi, des systèmes d'antennes communautaires pour la télévision, transmettre en circuit fermé des images et des sons de toutes sortes, sous le nom de "Téléfusion Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14994-58)

**Téléfusion Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Jean-Marie Chabot, wholesale dealer, Marc Bougie, funeral director, and Antoine Chabot, annuitant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, install, rent, according to law, communication antennae systems for television, to transmit in a closed circuit images and sounds of all kinds, under the name of "Téléfusion Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10307-59)

**Topsy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1959, constituant en corporation: Guy Marin, importateur, Régent Leblanc, gérant, et Guy Collard, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Topsy Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6812, 20ième avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10307-59)

**Topsy Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1959, incorporating: Guy Marin, importer, Régent Leblanc, manager, and Guy Collard, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, ironware and in building materials, under the name of "Topsy Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 6812, 20th Avenue, Rosemount, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14986-58)

**Trafari Fashions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove, avocat, et Earl Kruger, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confectionneurs et marchands de blouses, robes, articles vestimentaires et vêtements de sport, sous le nom de "Trafari Fashions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14986-58)

**Trafari Fashions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove, advocates, and Earl Kruger, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in blouses, dresses, wearing apparel and sportswear, under the name of "Trafari Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14964-58)

**Turcot Plant Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1958, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, Gay Hoyle et John McDougall, toutes deux secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, amélioration, construction et administration, sous le nom de "Turcot Plant Holdings Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1448 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14964-58)

**Turcot Plant Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1958, incorporating: Arthur Garmaise, attorney, Gay Hoyle, and John McDougall, both secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land improvement, construction and management company, under the name of "Turcot Plant Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of a par value \$1 each.

The head office of the company will be at 1448 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14961-58)

**Turret Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1958, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Turret Realities Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5811 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

(A.G. 14961-58)

**Turret Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1958, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Turret Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5811 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14708-58)

**Vêtement Villeroy Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1958, constituant en corporation: J.-Noël Pelletier, rentier, Roger Fontaine, garagiste, Armand Croteau, secrétaire, Évariste Perron, cultivateur, et Paul Côté, détaillant, tous de Villeroy, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de "Vêtement Villeroy Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Villeroy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 14708-58)

**Vêtement Villeroy Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1958, incorporating: J.-Noël Pelletier, annuitant, Roger Fontaine, garage-keeper, Armand Croteau, secretary, Évariste Perron, farmer, and Paul Côté, retailer, all of Villeroy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing under the name of "Vêtement Villeroy Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Villeroy, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10087-59)

**Voitures Françaises, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10087-59)

**Voitures Françaises, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1959, constituant en corporation: Robert LeMay, négociant, de Québec, Dr Jules Lavoie, médecin, et Thérèse LeMay Lavoie, avocate, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jules Lavoie, de St-Georges-Est, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles, moteurs, machines et de leurs accessoires et parties, sous le nom de "Voitures Françaises, Inc.", avec un capital divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14579-58)

**Wong Wing Food Products Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1958, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et David A. Schwartz, avocat, de Valois pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'aliments, préparations comestibles et produits chimiques, sous le nom de "Wong Wing Food Products Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1088 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949 P. FRENETTE.

**Lettres patentes supplémentaires**

(P.G. 13949-58)

**Charles Duranceau Limitée  
Charles Duranceau Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux janvier 1959, à la compagnie "Charles Duranceau Limitée — Charles Duranceau Limited", 1) réduisant son capital de \$20,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 2) augmentant son capital ainsi réduit de \$10,000 à \$160,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10594-58)

**Dieter Hugo Stinnes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January 1959, incorporating: Robert LeMay, dealer, of Quebec, Dr Jules Lavoie, physician, and Thérèse LeMay Lavoie, advocate, wife contractually separate as to property of the said Jules Lavoie, of St. Georges-East, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business of an deal in automobiles, engines, machines and the accessories and parts thereof, under the name of "Voitures Françaises, Inc.", with a capital stock divided into 7,500 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14579-58)

**Wong Wing Food Products Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1958, incorporating: Abraham Cohen, advocate, Claire Wilisky, secretary, fille majeure, both of Montreal, and David A. Schwartz, advocate, of Valois, for the following purposes:

To manufacture and deal in foods, food preparations and chemical products, under the name of "Wong Wing Food Products Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1088 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949-o Acting Deputy Attorney General.

**Supplementary Letters Patent**

(A.G. 13949-58)

**Charles Duranceau Limitée  
Charles Duranceau Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of January, 1959, to the company "Charles Duranceau Limitée — Charles Duranceau Limited", 1) reducing its capital stock from \$20,000 to \$10,000, the cancelled capital shares being divided into 1,000 common shares of \$10 each; 2) increasing its capital stock thus reduced from \$10,000 to \$160,000, the additional capital stock being divided into 150,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10594-58)

**Dieter Hugo Stinnes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

6  
té accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt janvier 1959, à la compagnie "Dieter Hugo Stinnes Inc.", modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14945-58)

**Drummond Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1958, à la compagnie "Drummond Holdings Ltd.", augmentant son capital de \$40,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14694-58)

**Fédération des Clubs Nautiques du Québec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux janvier 1959, à la corporation "Fédération des Clubs de Yacht du Québec", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi par lettres patentes du 28 avril 1954, changeant son nom en celui de "Fédération des Clubs Nautiques du Québec".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10238-59)

**Germain & Frère Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize janvier 1959, à la compagnie "Germain & Frère Limitée", augmentant son capital de \$99,000 à \$299,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 14053-58)

**Gilchrist Music Systems (Quebec) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre janvier 1959, à la compagnie "Gilchrist Music Systems Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of January, 1959, to the company "Dieter Hugo Stinnes Inc.", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14945-58)

**Drummond Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of December, 1958, to the company "Drummond Holdings Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$1,000,000, the additional capital stock being divided into 9,600 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14694-58)

**Fédération des Clubs Nautiques du Québec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of January, 1959, to the company "Fédération des Clubs de Yacht du Québec", constituted under Part III of said Act by letters patent dated April 28, 1954, changing its name to that of "Fédération des Clubs Nautiques du Québec".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10238-59)

**Germain & Frère Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of January, 1959, to the company "Germain & Frère Limitée" increasing its capital stock from \$99,000 to \$299,000, the additional capital stock being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14053-58)

**Gilchrist Music Systems (Quebec) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of January, 1959, to the company "Gilchrist Music Systems Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent

de Québec, par lettres patentes du 5 mars 1957, changeant son nom en celui de "Gilchrist Music Systems (Quebec) Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

dated March 5, 1957, changing its name to that of "Gilchrist Music Systems (Quebec) Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11827-58)

**Greater Montreal Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six janvier 1959, à la compagnie "Greater Montreal Development Corporation", modifiant ses pouvoirs et remplaçant les privilèges attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes originales.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 11827-58)

**Greater Montreal Development Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of January 1959, to the company "Greater Montreal Development Corporation" modifying its powers and replacing the privileges attached to the preferred shares created by the original letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10444-58)

**Loma Realty & Investment Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un décembre 1958, à la compagnie "Loma Realty & Investment Co.", modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10444-58)

**Loma Realty & Investment Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of December, 1958, to the company "Loma Realty & Investment Co.", amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1958.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11526-58)

**Morson Home Aids Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux janvier 1959, à la compagnie "Morson Home Aids Inc.", 1°) subdivisant et convertissant ses 300 actions privilégiées de \$100 chacune en 600 actions privilégiées de \$50 chacune; 2°) subdivisant ses 100 actions communes de \$100 chacune en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 11526-58)

**Morson Home Aids Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of January 1959, to the company "Morson Home Aids Inc.", 1°) subdividing and converting its 300 preferred shares of \$100 each into 600 preferred shares of \$50 each; 2°) subdividing its 100 common shares of \$100 each into 1,000 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 3265-52)

**Venus Mills Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit janvier 1959, à la compagnie "Venus Mills Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 3265-52)

**Venus Mills Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of January 1959, to the company "Venus Mills Inc.", increasing its capital stock from \$40,000, to \$100,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.



3° Le 5ème alinéa de l'article IV sera remplacé par les suivants:

"La Confédération, la Fête du Travail, le Vendredi-Saint et le jour d'Action-de-Grâces sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces fêtes est calculée sur la base de 1.6% du salaire gagné par le salarié et doit être ajoutée chaque semaine à tel salaire.

Lorsqu'un employeur désire exécuter des travaux le samedi, il doit en aviser préalablement, par écrit, le Comité conjoint en indiquant le lieu du chantier. Cet avis n'est nécessaire que lorsque de la main-d'oeuvre qualifiée est employée."

4° L'article VII sera remplacé par le suivant: "VII. Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima s'établissent comme suit:

3. The fifth sub-paragraph of article IV will be replaced by the following:

"Confederation Day, Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are observed as holidays with pay. The remuneration for the above-mentioned holidays shall be calculated at 1.6% of the wages earned by the employees which shall be added each week to the employees' pay.

When employers wish to work on Saturday they shall first notify the Parity Committee, in writing, and give the address of the place where work is to be executed. This notice is necessary only when qualified employees are used."

4. Article VII will be replaced by the following: "VII. Minimum wage rates: The minimum rates of wages shall be as follows:

	Taux horaires		
	A compter du 1er avril 1959	A compter du 1er août 1959	A compter du 1er avril 1960
	Hourly rates		
	From April 1, 1959	From August 1, 1959	From April 1, 1960
Tailleur de marbre à la main — Hand cutter.....	\$1.80	\$1.90	\$2.00
Apprenti tailleur de marbres — Apprentice marble cutter:			
1ère année — 1st year.....	1.25	1.35	1.45
2ème année — 2nd year.....	1.37	1.47	1.57
3ème année — 3rd year.....	1.50	1.60	1.70
4ème année — 4th year.....	1.65	1.75	1.85
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum — Carborundum machine operator.....	1.50	1.60	1.70
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum — Apprentice carborundum machine operator:			
1er semestre — 1st six months.....	1.25	1.35	1.45
2ème semestre — 2nd six months.....	1.33	1.43	1.53
3ème semestre — 3rd six months.....	1.43	1.53	1.63
Polisseur à la main et à la machine — Hand and machine polisher.....	1.45	1.55	1.65
Apprenti polisseur — Apprentice polisher:			
1er trimestre — 1st three months.....	1.25	1.35	1.45
Après 3 mois — After three months.....	1.45	1.55	1.65
Préposé au compresseur — Compressorman.....	1.45	1.55	1.65
Ajusteur de scies — Saw setter.....	1.40	1.50	1.60
Aide et manoeuvre — Helper and Labourer.....	1.30	1.40	1.50
Préposé au fonctionnement des scies — Sawyerman on gang saws:			
1er trimestre — First three months.....	1.15	1.25	1.35
Après 3 mois — After three months.....	1.40	1.50	1.60
Polisseur de face — Bed rubber face.....	1.45	1.55	1.65
Polisseur de bouts — Bed rubber end.....	1.45	1.55	1.65
Préposé aux grues — Craneman.....	1.45	1.55	1.65
Carriers — Quarrymen:			
Opérateur de foreuse — Drill runner.....	1.25	1.35	1.45
Préposé au dalot — Channel runner.....	1.25	1.35	1.45
Aide — Helper.....	1.15	1.25	1.35
Manoeuvre (agelier de concassage) — Labourer (crusher plant).....	1.30	1.40	1.50
Gardien (par semaine) — Watchman (per week).....	51.50	56.50	61.50"

5° L'article XII sera remplacé par le suivant:

"XII. Fêtes chômées: Tout travail exécuté le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, l'Ascension, La Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël, la Fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, les Samedis après-midi et les dimanches doit être rémunéré à raison de salaire double. Cependant, dans la zone II, le travail exécuté le samedi après-midi doit être rémunéré au taux de salaire et demi seulement."

6° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article XIII:

"Aucun travail ne doit être exécuté entre le jour de Noël et le jour des Rois inclusivement. Cette clause ne s'applique qu'aux salariés qualifiés."

5. Article XII will be replaced by the following:

"XII. Holiday: Work done on New Year's Day Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Ascension Day, all Saints Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Saturday afternoon and Sundays shall be paid at double rate. However, in zone II, time worked on Saturday afternoon shall be paid time and one half only."

6. The following paragraph will be added to article XIII:

"No work shall be performed between Christmas and Epiphany Day inclusive. This clause applies only to qualified workers."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ses dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1959.

49965

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1959.

49965-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 988, 1958, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet:

Le paragraphe "f" suivant sera ajouté à l'article II:

"f) Dans les municipalités rurales du comté de Nicolet, le présent décret ne s'applique qu'à la construction et à la réparation des édifices publics, tels que définis dans la Loi de la Sécurité dans les Édifices Publics (S.R.Q., 1941, chapitre 170).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ses dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1959.

49965-o

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 988, 1958, relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet:

The following paragraph "f" will be added to article II:

"f) In the rural municipalities of the county of Nicolet, the present decree applies only to the construction or repair of public buildings, as defined in the Public Buildings Safety Act (R.S.Q. 1941, chapter 170).

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1959.

49965-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

## D'UNE PART:

La Chambre de Construction Inc., de Montréal;

La Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec (Section de Montréal);

## ET, D'AUTRE PART:

"The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity";

Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal;  
pour les employeurs et les salariés de l'industrie

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

## ON THE ONE PART:

The Builders Exchange Inc., of Montreal;

The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec (Montreal Branch);

## AND, ON THE OTHER PART:

The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity;

"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal";  
for the employers and the employees of the in-

et des métiers visés, suivant les conditions ci-après en tenant compte du maintien des dispositions non contraires du décret numéro 314 du 27 mars 1957 et ses amendements;

dustry and the trades concerned, according to the following conditions, taking into account the insertion of some of the provisions of the decree No. 314 of March 27, 1957 and its amendments;

CHAPITRE PREMIER

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

TITRE PREMIER

JURIDICTION

SECTION 1.— JURIDICTION TERRITORIALE

*Article 1:* La juridiction territoriale du décret comprend:

a) L'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception des districts électoraux de Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption et Terrebonne et des villes de Chambly et Fort Chambly.

b) La cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité d'Ormstown.

SECTION 2.— JURIDICTION PROFESSIONNELLE

*Article 2:* Ce décret s'applique à tous les travaux de construction, de génie et de bâtiment et à toutes réparations et démolitions, y compris l'installation d'ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs.

Il régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, qu'il soit fait dans un enclos séparé pour cette fin ou non ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions.

*Article 3: Exemptions:* Ce décret ne s'applique cependant pas:

a) Au travail de production exécuté dans les boutiques ateliers mécanisés et fabriques;

b) Aux salariés permanents, tel que défini par la Loi de la Convention Collective;

c) Aux travaux de construction exécutés dans les cimetières;

d) Aux opérations de camionnage visés par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et ses amendements, à l'exception des chauffeurs de camion employés directement par un entrepreneur pour son propre service;

e) Aux travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements;

f) A l'industrie minière pour ce qui est des travaux exécutés aux puits de mine;

g) A l'exploitation forestière ainsi qu'à l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier;

h) Aux travaux d'installation et de réparation d'ameublement mobile de bureau, s'ils sont exécutés par les salariés permanents du propriétaire ou du locataire d'un immeuble;

i) Aux cités et villes et aux corporations municipales, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien de leurs propres immeubles, ou pour ce qui est des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'égouts, de pavages, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat; (mais cette exemption ne s'étend pas aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales);

FIRST CHAPTER

GENERAL REGULATIONS

FIRST TITLE

JURISDICTION

SECTION 1.— TERRITORIAL JURISDICTION

*Article 1:* The territorial jurisdiction of the decree comprises:

a) The Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits with the exception of the electoral districts of Verchères, St. John, Iberville, L'Assomption and Terrebonne and the town of Chambly and Fort Chambly.

b) The city of Salaberry-de-Valleyfield and the municipality of Ormstown.

SECTION 2.— PROFESSIONAL JURISDICTION—

*Article 2:* This decree shall apply to all construction and all engineering construction and building operations, demolition and repairs, including the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

It shall govern all operations on the site of any contract whether done in an enclosure set apart thereon or not, or in any edifice undergoing repairs, renovations or additions.

*Article 3: Exemptions:* This decree shall not, however, apply to:

a) Production work done in shops, plants and factories;

b) Permanent employees, as defined by the Collective Agreement Act;

c) Building operations performed in cemeteries;

d) Trucking operations governed by decree No. 913 of June 16, 1948 and its amendments, except for truckdrivers employed directly by a contractor for his own work;

e) Road operations carried out for the account of any department of the Provincial Government which are already subject to the Fair Wage Schedule under Order-in-Council No. 800, of the 24th April, 1929, as amended;

f) The mining industry as regards work done in mine shafts;

g) Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills;

h) Installation and repair operations carried out in connection with moveable office furniture when done by permanent employees of the owner or tenant of a building;

i) Cities, towns and municipal corporations in respect of repair or maintenance work on their own buildings, or of construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control; (but this exemption does not extend to contractors or sub-contractors carrying out the same operations under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations);

j) Aux compagnies de chemin de fer, en ce qui concerne les travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies;

k) Aux entreprises de construction dont le coût total est de moins de \$25,000.00, salaires et matériaux compris, exécutés dans cette partie de la juridiction territoriale régie par le paragraphe a) de l'article 1, lorsqu'au delà d'un périmètre de dix (10) milles de rayon des limites de l'Île de Montréal.

Si la ligne du périmètre traverse une municipalité, celle-ci sera considérée comme en-deçà du périmètre. Une entreprise de construction peut comprendre une ou plusieurs unités, quel que soit le nombre de contrats.

j) Railroad companies in respect of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said companies;

k) Construction projects whose total cost is less than \$25,000.00 wages and materials included, when carried out in that part only of the territorial jurisdiction covered by paragraph "a" of Article 1, which is beyond ten (10) miles from the perimeter of the Island of Montreal.

Should the line from the perimeter go through a municipality, such municipality shall be considered as being within the radius. A construction project may comprise one or more units, irrespective of the number of contracts.

## TITRE DEUXIÈME

### TAUX DE SALAIRES

#### SECTION 3.— TAUX MINIMA DE SALAIRES ET CLASSIFICATIONS

*Article 4:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

## SECOND TITLE

### WAGE RATES

#### SECTION 3.— GENERAL SCHEDULE OF WAGE RATES AND CLASSIFICATIONS

*Article 4:* The following minimum wage rates shall be payable:

	Taux horaires à compter du			
	Publica- tion du décret	1 juillet 1959	1 octobre 1959	1 avril 1960
	Hourly rates starting from			
	Publica- tion of this decree	July 1, 1959	October 1, 1959	April 1, 1960
Briqueteur — Bricklayer	\$2.35	2.40	2.45	2.55
Poseur de blocs de ciment — Cement block layer	2.35	2.40	2.45	2.55
Calfat — Caulker	1.70	1.75	1.80	1.90
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.95	2.00	2.05	2.15
Charpentier, menuisier et mécanicien — Carpenter, joiner and millwright				
i) charpentier, menuisier — carpenter, joiner	2.15	2.20	2.25	2.35
ii) mécanicien — millwright	2.25	2.30	2.40	2.50
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, brûleur, soudeur, gréeur s'y rapportant, y compris mécanicien de générateurs de vapeur — Construction boilermaker, erector, chipper, burner, welder, rigger in connection therewith, including steam generation mechanic	2.25	2.30	2.35	2.45
Aide aux employés ci-dessus — Helper to above	1.85	1.90	1.95	2.05
Poseur de liège isolateur — Cork insulation setter	1.90	1.95	2.00	2.10
Chauffeur (pour force motrice) — Fireman (for motive power)	1.80	1.85	1.90	2.00
Vitrier — Glazier	2.05	2.10	2.15	2.25
Porteur d'oiseau — Hod carrier	1.75	1.80	1.85	1.95
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Kettleman (flooring only)	1.80	1.85	1.90	2.00
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common)	1.55	1.60	1.65	1.75
Poseur de lattes métalliques — Lather (metal)	2.35	2.40	2.45	2.55
Poseur de linoléum, de murelolum ou de caoutchouc, (tuiles et feuilles), cirer et polisseur et poseur de tuiles de composition — Linoleum, murelolum and rubber layer (tile and sheet) waxer and polisher and composition tile layer	1.80	1.85	1.90	2.00
Aide aux employés ci-dessus — Helper to above	1.60	1.65	1.70	1.80
Maçon (pierre) y compris-tailleur sur le chantier — Mason (stone) and cutter on the job	2.35	2.40	2.45	2.55
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.90	1.95	2.00	2.10
Finisseur de planchers en mastic — Mastic floor finisher	1.70	1.75	1.80	1.90
Préposé aux malaxeurs de ciment, d'une verge cube et plus — Operator of concrete mixers, one cubic yard and larger	1.90	1.95	2.00	2.10
Préposé aux pelles mécaniques, aux rétros et grues et grues munies d'une benne à mâchoire ou trainante ou grues munies d'un marteau pilon, niveleuse (gradealls) et tout équipement semblable sur roues ou sur chenilles				

*Taux horaires à compter du*  
*Publica- 1 juillet 1 octobre 1 avril*  
*tion du 1959 1959 1960*  
*décret*

*Hourly rates starting from*  
*Publica- July 1, October 1, April 1,*  
*tion of this 1959 1959 1960*  
*decree*

d'une capacité estimée à deux verges cubes ou plus — Operator of shovels, backhoes and cranes and cranes with clamshell or dragline attachments or cranes used to drive piles, gradealls and all similar mobile or crawler equipment mounted on scows of a rated capacity of two cubic yards or more . . . . .	\$2.35	\$2.40	\$2.50	\$2.60
Préposé aux pelles mécaniques, aux rétros et grues et grues munies d'une benne à mâchoire ou trainante ou grues munies d'un marteau pilon, niveleuse (gradealls) et tout équipement semblable sur roues ou sur chenilles d'une capacité estimée à moins de deux verges cubes — Operator of shovels, backhoes and cranes and cranes with clamshell or dragline attachments or cranes used to drive piles, gradealls and all similar mobile or crawler equipment mounted on scows of a rated capacity of under two cubic yards . . . . .	2.25	2.30	2.35	2.45
Préposé aux grues montées sur camions mobiles d'une capacité estimée à 40 tonnes ou plus — Operator of truck-mounted mobile cranes of a rated capacity of 40 tons or over . . . . .	2.35	2.40	2.50	2.60
Préposé aux grues montées sur camions mobiles d'une capacité estimée à moins de 40 tonnes — Operator of truck-mounted mobile cranes of a rated capacity of under 40 tons . . . . .	2.25	2.30	2.35	2.45
Préposé aux sonnettes de cinquante (50) chevaux ou plus pour pilotis en ciment et en tubes — Operator of pile driver of 50 H.P. or over for concrete and tube piles . . . . .	2.25	2.30	2.35	2.45
Préposé aux sonnettes de moins de cinquante (50) chevaux pour pilotis en ciment et en tubes — Operator of pile driver of under 50 H.P. for concrete and tube piles . . . . .	1.75	1.80	1.85	1.95
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux écorcheuses (scrapers) aux niveleuses, aux pelles "en tête" et en butte, aux compresseurs d'asphalte, aux machines à creuser les fossés avec mât sur le côté ou aux extrémités, de cinquante (50) chevaux ou plus — Operator of tractors, bulldozers, scrapers, graders, overhead and front-end loaders, asphalt rollers, trenching machines, sideboom and end boom tractors of 50 H.P. or over . . . . .	1.98	2.03	2.08	2.18
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux écorcheuses (scrapers), aux niveleuses, aux pelles "en tête" et en butte, aux compresseurs d'asphalte, aux machines à creuser les fossés avec mât sur le côté ou aux extrémités, de moins de cinquante (50) chevaux — Operator of tractors, bulldozers, scrapers, graders, overhead and front-end loaders, asphalt rollers, trenching machines, sideboom and end boom tractors of under 50 H.P. . . . .	1.75	1.80	1.85	1.95
Préposé à tout appareil de levage vertical à tambour multiple — Operator of all verticle hoisting equipment multiple drum . . . . .	2.05	2.10	2.15	2.25
Préposé à tout appareil de levage vertical d'une capacité de 2,000 livres ou plus, tambour simple — Operator of all verticle hoisting equipment of 2,000 lb. capacity and over, single drum . . . . .	1.80	1.85	1.90	2.00
Préposé aux compresseurs portatifs de 210 pieds cubes à la minute ou à deux tels compresseurs ou plus de 110 pieds cubes à la minute — Operator of portable air compressors of 210 C.F.M. or over, or two or more 110 C.F.M. . . . .	1.85	1.90	1.95	2.05
Préposé aux pompes à béton — Operator of concrete pumps . . . . .	1.90	1.95	2.00	2.10
Préposé aux pompes (avec) tuyau de débit de 6" ou plus) — Operator of pumps (6" discharge or over) . . . . .	1.80	1.85	1.90	2.00
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe "A" — Oil burner mechanic, class "A" . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe "B" — Oil burner mechanic, class "B" . . . . .	1.90	1.95	2.00	2.10

	Taux horaires à compter du			
	Publica- tion du décret	1 juillet 1959	1 octobre 1959	1 avril 1960
	Hourly rates starting from			
	Publica- tion of this decree	July 1, 1959	October 1, 1959	April 1, 1960
<b>Peintre — Painter:</b>				
i) décorateur, quel que soit l'outil utilisé — decorator, irrespective of tools used . . . . .	\$2.05	\$2.10	\$2.15	\$2.25
ii) employant un pistolet ou bien un rouleau d'une largeur supérieure à 9 pouces, ou muni d'un manche d'une longueur supérieure à 18 pouces — using spray, or roller wider than 9" or with handle longer than 18" . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
iii) fer structural et clochers — on structural iron or steeplejack work . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector . . . . .	1.85	1.90	1.95	2.05
Couvreurs, membrane rapportée et couverture à rouleau (asphalte et gravier) — Roofer, built-up membrane and roll roofings (asphalt and gravel) . . . . .	1.95	2.00	2.05	2.15
Préposé aux bouilloires — Kettleman . . . . .	1.70	1.75	1.80	1.90
Gréeur (excluant le travail en fer structural) — Rigger (excluding structural iron work) . . . . .	1.80	1.85	1.90	2.00
Poseur de métal en feuilles, couvreur — Sheet metal worker, roofer . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
Soudeur de métal en feuilles — Sheet metal welder . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
"Steeplejack" — Steeplejack . . . . .	2.15	2.20	2.25	2.35
Mécanicien de générateurs à vapeur et à eau chaude (surface horizontale de vingt (20) pieds) — Steam and hot water generation mechanic (horizontal heating surface, twenty (20) feet) . . . . .	1.95	2.00	2.05	2.15
Aide à l'employé précédent — Helper to above . . . . .	1.70	1.75	1.80	1.90
Conducteur d'attelage double, charretier — Teamdriver, carter . . . . .	1.55	1.60	1.65	1.75
Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Trucker, (cartage and hauling) general . . . . .	1.55	1.60	1.65	1.75
<i>Taux hebdomadaires</i>				
Weekly rates starting from				
Vérificateur du matériel et pointeur — Material checker and timekeeper . . . . .	\$64.50	\$66.00	\$67.50	\$70.00
Homme de cour — Yardman . . . . .	63.50	65.00	67.50	70.00
Gardien de nuit — Night watchman . . . . .	58.50	60.00	62.50	65.00
Gardien de nuit — employé également comme chauffeur dans un ouvrage nécessitant un certificat de 4 <sup>ème</sup> classe — Night watchman — employed also as fireman, work requiring fourth-class certificate . . . . .	69.50	71.00	72.50	75.00

SECTION 4.— DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES TAUX MINIMA DE SALAIRES ET CLASSIFICATIONS

SECTION 4.— SPECIAL PROVISIONS ON WAGE RATES AND CLASSIFICATIONS

*Article 5:* Les salariés de toute catégorie temporairement affectés par le même employeur à une occupation autre que celle de leur métier doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier, peu importe le nombre d'heures consacrées, chaque jour, à telle autre occupation. Ceci ne s'applique pas aux salariés exclusivement affectés à un autre travail que celui de leur métier.

*Article 5:* All categories of employees temporarily employed by the same employer at other than their trade work, shall continue to be paid the wage rate of their own trade, irrespective of the number of hours devoted per day to such other work. This does not apply to employees engaged exclusively at work other than their trade.

*Article 6:* Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

*Article 6:* In all trades where any other material is erected in place of the regular and recognized commodity, for example, a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate per hour shall apply.

*Article 7: a)* Le métier de charpentier et menuisier comprend aussi les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier) posage de moustiquaires, (bois ou métal), châssis, fenêtres et cadres (bois ou métal), "weatherstrips", bardeaux, revêtements de murs, bois ou composition, divisions en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles).

*Article 7: a)* The trade of carpenter and joiner shall also include the following operations: concrete forms (yard or job), the erection of screens (wood or metal), sashes, windows and frames (wood or metal), weatherstrips and shingles, siding, wood or composition, steel partitions and equipment, such as counters and shelving, moveable or immovable;

b) Le métier de mécanicien comprend aussi l'ajustage, le montage et le démontage de la machinerie et de l'équipement et la fabrication de gabarits, excepté lorsque ce travail est, par coutume ou définition, effectué par d'autres métiers.

*Article 8: Travaux de peinture et de décoration:* Le travail préparatoire doit être accompli par des peintres et des décorateurs, sujet au taux minima de salaire établis pour ces métiers. Dans les édifices industriels, toutefois, un tel travail peut être accompli par des journaliers ou ouvriers non qualifiés.

*Article 9: a)* Les métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuille comprennent toute opération exécutée avec du métal en feuille, jauge numéro 10 ou plus léger, et toute opération au moyen d'ardoise, tuiles, asphalte et bardeaux (autres que ceux en bois), de composition, y compris le posage d'amiante gaufrée sur les murs extérieurs et couvertures, de divisions de chambres de toilettes, de tablettes en acier et de moustiquaires, châssis, fenêtres et cadres en métal. Les salariés requis de travailler temporairement dans l'atelier sont rémunérés d'après les taux réguliers du montage.

b) *Brûleurs à l'huile:* Le mécanicien de brûleur à l'huile, "classe A", doit être qualifié comme électricien et capable de faire du travail en béton, ciment, briques, peinture et des travaux d'autres métiers nécessaires à l'installation de brûleurs à l'huile.

Le mécanicien de brûleurs à l'huile, "classe B", doit avoir les qualifications requises pour la "classe A" à l'exception des connaissances du métier d'électricien.

*Article 10: Construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs:* Les opérations dans l'industrie de la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs comprennent:

a) Tout travail de montage, d'assemblage, de démolition ou de démontage de bouilloires, de montage d'acier s'y rapportant, la mise en place de l'appareillage sur des bases ou supports, le posage et le roulage des tubes, le posage de toute partie sous pression ou non (à l'exception du déchargement, du levage ou de la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires, lesquels doivent être exécutés par le travailleur en fer structural).

b) Tout travail se rapportant aux raccords en "Y", aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux colonnes d'air, aux flotteurs ("pontons"), aux chauffe-eau et aux réchauds, aux fumivores, aux réservoirs de toutes sortes et aux travaux en fer laminé.

c) Le montage et la construction de purgeoirs, de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation, d'embranchements et gazomètres.

d) Le déchargement, le levage et la mise en place de l'appareillage ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-haut décrits.

e) Tout travail de brûlage, d'ébardage, de mâtage, de rivetage, de soudure et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

*Article 11:* Le fonctionnement d'une grue mobile montée sur camion exige les services d'un opérateur et d'un aide opérateur.

*Article 12:* Est compris dans le bétonnage tout travail de plancher en béton poli à la meule ainsi que la finition de planchers en mastic d'asphalte froid. Tout travail à la machine pour ces deux sortes de planchers, y compris le pilage, ne doit être fait que par des finisseurs de ciment qualifiés.

b) The trade of millwright shall also include the setting up, erecting and dismantling of machinery and equipment and the making of templets, except where this work is, by custom or definition, ordinarily performed by other trades.

*Article 8: Painting and decorating:* Preparatory work shall be done by painters and decorators and shall be subject to the minimum wage rates in such trades. In industrial buildings, however, such work may be done by common labourers.

*Article 9: a)* The roofing and sheet metal trades shall include all operations in sheet metal of ten gauge or lighter, and all operations in slate, tile, asphalt, shingle (excepting wood shingle), composition, corrugated asbestos roofing and siding, steel toilet partitions, shelving and screens, metal windows and frames. Employees required to work temporarily in the shop shall be paid the regular erection rates;

b) *Oil burners:* Oil burner mechanic, class A shall be qualified as an electrician and be competent in concrete, cement, brick and paint work and all other trade work incidental to the installation of oil burner equipment;

Oil burner mechanic, "class B", shall possess all the qualifications required for "class A" except the knowledge of electrical work.

*Article 10: Steam generator, boiler and tank fabricating:* Operations in the steam generator, boiler and tank fabricating industry shall include all work in connection with:

a) The erection, assembling, demolition or dismantling of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure or non pressure parts (with the exception of the unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers to their approximate position, which is recognized as structural iron workers work);

b) Breechings, smoke boxes, stacks, uptakes, pontoons, air and water heaters, smoke consumers, tanks of all descriptions and other plate work;

c) The erection and construction of purifying boxes, gas generators, brewery vats, stand-pipes, penstocks and gasometers;

d) The unloading, hoisting or lowering and placing of equipment or parts in connection therewith;

e) The burning, chipping, caulking, riveting, welding and rigging in connection with the above work.

*Article 11:* The operation of a truck-mounted mobile crane shall require the services of an operator and an operator's helper.

*Article 12:* The scope of cement work shall include ground concrete floor toppings and cove base work, and the finishing of cold mastic floors. All machine work for these two types of floor toppings, including grinding, shall be performed only by qualified cement finishers.

**Article 13: a) Paiement du salaire:** Le salaire doit être payé chaque semaine, en espèces ou par chèque. Les employeurs dont la principale affaire est mercantile ou commerciale, et qui ont une pratique uniforme et établie de paiements semi-mensuels pour tous leurs salariés, sont exemptés des paiements hebdomadaires;

**b) Fin d'emploi:** L'avis définitif de fin d'emploi pour quelque cause que ce soit ne sera pas nécessaire pour les salariés payés à l'heure. L'article 1668 du Code civil de la province de Québec s'applique aux salariés payés à la semaine ou au mois.

**c) Travail défendu:** Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés, sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

**d) Définition:** Les définitions de la Loi de la Convention Collective s'appliquent à ce Décret.

**Article 13: a) Payment of Wages:** Wages shall be paid weekly, by cash or cheque. Employers whose principal business is mercantile or commercial, with an established uniform practice of semi-monthly payments for all employees, shall be exempt from weekly payments;

**b) Termination:** Notice of final termination of employment for any cause whatsoever shall not be necessary for employees paid on an hourly basis. Article 1668 of the Quebec Civil Code shall apply to employees paid on a weekly or monthly basis;

**c) Work Prohibited:** All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and are forbidden;

**d) Definitions:** The definitions in the Collective Agreement Act shall apply to this decree.

### TITRE TROISIÈME

#### HEURES DE TRAVAIL

##### SECTION 5.— HEURES RÉGULIÈRES DE TRAVAIL

**Article 14:** Les heures de travail maxima pour tous les salariés, sauf ceux mentionnés ci-après à la section 6, ne doivent pas dépasser huit (8) heures, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

##### SECTION 6.— EXCEPTIONS

**Article 15:** Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation, ni limité journalière d'heures de travail sont:

**a) Cinquante (50) heures par semaine pour tout préposé à des machines et ses compagnons de travail et ouvriers non qualifiés affectés à tout travail général d'excavation (roche ou terre), de sonnettes (béton armé, acier et bois), d'égouts ouverts et de conduites principales d'eau et à l'ouvrage comprenant l'amoncelage, le couvrage et l'éclayage de toute excavation;**

**b) Soixante (60) heures par semaine pour tout salarié travaillant à la construction de routes; au nivelage et à l'assèchement des chemins de fer et des gares de triage; au nivelage, pavage et assèchement des pistes d'aéroports, des pistes de circulation, des terrains de stationnement et des entrées pavées (driveways), (mais ne comprenant pas la construction, l'entretien et la réparation de ponts de plus de douze (12) pieds de long et de viaducs);**

**c) Quarante (40) heures par semaine pour les salariés travaillant sur les pipelines de gaz naturel ou de pétrole (excepté les travaux d'excavation et de charpente).**

**Article 16:** Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ni de cessation, sont:

**a) Douze (12) heures par jour et soixante (60) heures par semaine pour les préposés aux bouilloires de mastic d'asphalte, chaud;**

**b) Neuf (9) heures par jour et cinquante (50) heures par semaine pour tous autres préposés au mastic d'asphalte chaud;**

**c) Huit (8) heures par jour et quarante-huit (48) heures par semaine pour le travail exécuté dans les tunnels;**

### THIRD TITLE

#### HOURS OF WORK

##### SECTION 5.— REGULAR HOURS OF WORK

**Article 14:** The maximum hours of work for all employees, except those mentioned below under section 6, shall be eight (8) hours per day, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, constituting forty (40) hours per week.

##### SECTION 6.— EXCEPTIONS

**Article 15:** The maximum hours of work, extending from Monday to Saturday included but without any specified starting or finishing hours or any limit on the number of hours per day, shall be:

**a) Fifty (50) hours per week for all machine operators, associated crews and unskilled employees on all general excavation (rock and earth), pile driving (concrete, steel and wood), open-cut sewers and watermain construction and work involving piling, sheeting and shoring of any excavation;**

**b) Sixty (60) hours per week for all employees engaged in road construction; grading and drainage of railroads and railroad yards; grading, paving and drainage of airport runways, taxi-strips, parking lots and driveways, (but excluding the construction, maintenance and repair of bridges more than twelve (12) feet long and viaducts);**

**c) Forty (40) hours per week for employees working on natural gas or oil pipeline installations (other than excavation or structural work).**

**Article 16:** The maximum hours of work, extending from Monday to Saturday included, but without any specified starting or finishing hours, shall be:

**a) Twelve (12) hours per day and sixty (60) hours per week for hot mastic asphalt kettlemen;**

**b) Nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week for all other hot mastic asphalt employees;**

**c) Eight (8) hours per day and forty-eight (48) hours per week for tunnel work;**

d) Huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine pour les préposés à l'entretien qui ne sont pas des employés permanents.

*Article 17:* Les heures de travail maxima, à compter du lundi au vendredi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation sont:

a) Neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine pour tout ouvrier non qualifié et porteur d'oiseau;

b) Huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine pour tout finisseur de ciment sur un travail de plancher. La journée régulière de travail commencée le vendredi peut se terminer à temps simple le samedi. L'on paiera à temps simple aussi, le temps passé à l'attendre, du moment que ce salarié est requis de se rendre au travail jusqu'au moment de se mettre à l'ouvrage;

c) Quarante (40) heures par semaine, aucune limite à la durée journalière de travail sinon qu'elle doit se terminer à 5.00 p.m. le vendredi pour tout couvreur et couvreur à l'aide de membrane rapportée (autre que les ajusteurs de métal en feuille) et tout journalier faisant partie d'une équipe employée aux travaux de couverture;

d) Quarante-cinq (45) heures par semaine, sans aucune limite à la durée journalière de travail, sinon qu'elle doit se terminer à 5.00 p.m. le vendredi, pour les préposés aux bouilloires (travaux de toiture);

e) Quarante-cinq (45) heures par semaine, sans aucune limite à la durée journalière de travail pour tous les poseurs de linoleum, de mureleum et de caoutchouc (tuiles et feuilles) cirés et polisseurs et poseurs de tuiles de composition.

*Article 18:* a) Les vérificateurs de matériel, les pointeurs, hommes de cour et gardiens de nuit ne sont pas sujets à une limite dans la durée de leur travail. Les gardiens de nuit ont droit à une période de repos de neuf (9) heures suivant chaque période de quinze (15) heures de garde.

b) Les heures de travail maxima, du lundi au dimanche inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ni de cessation, sont huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine pour les salariés travaillant par équipe sur la liste de paie de l'employeur faisant du travail d'entretien dans les raffineries de pétrole. Cependant, l'article 30, exception faite des dimanches, continue de s'appliquer.

SECTION 7.— PRIMES

*Article 19:* Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de cinq (\$0.05) cents l'heure en plus des taux réguliers.

*Article 20:* Lorsque, pour une raison suffisante, un travail urgent d'altération ou de réparation à un édifice ne peut être exécuté en deçà des limites horaires régulières, il n'y aura pas d'heure fixe de commencement ou de cessation de travail pour tout travail de ce genre. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément de \$0.05 sur les taux réguliers.

Cependant, lorsqu'un permis est émis en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail, pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches exceptés, la durée du travail peut être de neuf (9) heures

d) Eight (8) hours per day and forty (40) hours per week for maintenance men who are not permanent employees.

*Article 17:* The maximum hours of work, extending from Monday to Friday included, but without any specified starting or finishing hours, shall be:

a) Nine (9) hours per day and forty-five (45) hours per week for common labourers and hod carriers;

b) Eight (8) hours per day and forty (40) hours per week for cement finishers when doing floor work. The regular work day started on Friday may be completed at single time on Saturday. Single time shall also be paid for waiting from the time they report as ordered for work to the time of starting work;

c) Forty (40) hours per week, with no limit for daily hours other than 5.00 p.m. on Friday for roofers and built-up membrane roofers (other than sheet metal erectors) and labourers working in roofing crews;

d) Forty-five (45) hours per week, with no limit for daily hours other than ending at 5.00 p.m. on Friday for kettlemen (roofing);

e) Forty-five (45) hours per week, with no limit for daily hours, for all linoleum, mureleum and rubber layers (tile and sheet), waxers and polishers and composition tile layers.

*Article 18:* a) Material checkers, timekeepers, yardmen and night watchmen shall not be subject to any limitation as to hours of work. Night watchmen are entitled to a rest period of nine (9) hours following each period of fifteen (15) hours of watching;

b) The maximum hours of work, from Monday to Sunday included, but without any specified starting or finishing hours, shall be eight (8) hours per day and forty (40) hours per week for shift workers on payrolls of contractors doing maintenance work in oil refineries. However, article 30, except for Sundays, shall continue to apply.

SECTION 7.— PREMIUMS

*Article 19:* When extra shifts of employees are engaged, there shall be no specified starting and finishing hours for any shift. Such extra shifts of employees shall be paid the regular wage rates plus a premium of five cents (5c) per hour.

*Article 20:* When, for sufficient reason, urgent alterations or repairs on existing buildings cannot be executed within the regular hours of work, there shall be no specified starting and finishing hours for all such work. All employees working on such operations shall be paid the regular wage rates plus a premium of five cents (5c) per hour.

However, where a permit is issued under the Act Respecting the Limiting of Working Hours for five (5) consecutive nights or more, excluding Sundays, nine (9) hours per shift may be worked, the whole not to exceed forty-five (45) hours per

par équipe le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine, entre 5.00 p.m., le lundi et 8.00 a.m. le samedi, au taux de salaire régulier.

**Article 21:** Un supplément de dix (\$0.10) cents l'heure en sus des taux réguliers doit être versé aux salariés faisant partie d'une équipe irrégulière de jour, excepté les finisseurs de ciment lorsque sur un travail de plancher et les finisseurs d'asphalte chaud travaillant en période intermittentes durant le jour lorsque la moitié ou la majeure partie de la durée de travail tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

#### SECTION 8.—DISPOSITIONS SPÉCIALES

**Article 22:** Nonobstant toutes dispositions ci-incluses, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette Loi.

**Article 23:** Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du chantier du jour de fête religieuse de sa foi.

**Article 24:** Tout salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée du travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter le travail requis dans son propre métier, ou à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température.

**Article 25:** Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

#### SECTION 9.—TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

**Article 26:** Tout travail exécuté par les salariés en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires ci-haut déterminées est considéré comme un travail supplémentaire.

**Article 27: Salaire et demi:** Le travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi.

**Article 28: Salaire double:** Tous les salariés qui travaillent entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. quel que jour que ce soit, doivent être payés au taux de salaire double, sauf:

a) Ceux travaillant sur la deuxième ou troisième équipe;

b) Ceux mentionnés aux articles 15, 16 ou 17.

**Article 29: a)** Tous les salariés qui travaillent entre midi et minuit le samedi sont payés au taux de salaire double, sauf ceux mentionnés aux articles 15 et 16;

b) Tous les salariés travaillant qui travaillent sur la deuxième et troisième équipe sont payés au taux de salaire et demi pour les cinq premières heures qui suivent les heures régulières de leur équipe et au taux de salaire double pour toute heure de travail qui suit ces cinq heures supplémentaires;

c) Lorsqu'un salarié travaille sur un taux de salaire double, le taux de temps simple ou temps et demi ne pourra être établi sans une période de repos d'au moins quatre (4) heures.

**Article 30: Jours de fête:** Tous les salariés qui travaillent le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, Noël et le dimanche

week, between 5.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday at single time.

**Article 21:** A premium of ten cents (10c) per hour above the regular rates shall be paid to all workmen, excepting cement finishers when doing floor work and hot mastic asphalt finishers, operating on any broken day shift when half or the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

#### SECTION 8.—SPECIAL PROVISIONS

**Article 22:** Notwithstanding anything herein, the duration of work remains subject to the Act Respecting the Limiting of Working Hours (R.S. Q. 1941, chapter 165) and Orders-in-Council enacted thereunder.

**Article 23:** No employer may punish or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, any employee because he is absent from work on a religious holiday of his faith.

**Article 24:** Any employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required, or whose duration of work is less than the regular work day, is entitled to be paid for at least three (3) hours per day, unless he has refused to do the work required of him in his own trade, or unless work is suspended on account of weather conditions.

**Article 25:** The hours hereinabove specified shall mean standard time or daylight saving time, depending upon which time is in force in the locality where the work is executed.

#### SECTION 9.—OVERTIME WORK

**Article 26:** Work performed by employees in excess of the regular hours or outside the limit of hours determined above shall be considered as overtime work.

**Article 27: Time and one half:** Overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

**Article 28: Double time:** All employees who work between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. on any day shall be paid at the rate of double time, except:

a) those working on second and third shifts;

b) those mentioned in articles 15, 16 or 17.

**Article 29: a)** All employees who work between 12.00 noon and midnight Saturday shall be paid at the rate of double time, except those mentioned in articles 15 and 16;

b) All employees working on second and third shifts shall be paid at the rate of time and one half for the first five hours worked in excess of the established hours of their shift and at the rate of double time for any hours worked beyond such five extra hours;

c) Whenever an employee is working on a basis of double time, he shall not revert to a basis of single time or time and one half without a rest period of at least four hours intervening.

**Article 30: Holidays:** All employees who work on New Year's Day, Good Friday, St. Jean-Baptiste Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays shall be paid at the rate of

doivent être rémunérés au taux de salaire double, excepté ceux qui complètent une journée régulière de travail ou une période de travail commencée la journée précédente, pas plus tard que 8.00 p.m., laquelle se continue en partie durant ledit jour de fête ou le dimanche.

*Article 31:* Les taux de salaire et demi ou salaire double sont calculés par rapport au taux de salaire minimum ici fixé, ou au taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

double time, except those completing a regular work day or a shift which was started not later than 8.00 p.m. on the previous day and extends in part into one of the said holidays or Sundays.

*Article 31:* The rates of time and one half or double time shall be calculated on the basis of the minimum wage rate established herein, or the wage rate actually paid, whichever be the higher.

TITRE QUATRIÈME

APPRENTISSAGE

SECTION 10.— SERVICE ET ENTRAÎNEMENT

*Article 32:* Un apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage, prenant soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

L'employeur professionnel doit faire de son mieux pour entraîner ses apprentis dans le métier de leur choix.

Les apprentis qui fréquentent une école technique ou de métier doivent recevoir des crédits proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à contrat à moins qu'il ne soit sous la direction d'un ouvrier qualifié de son métier.

Un apprenti doit suivre un programme défini combinant la pratique et la théorie. Tel programme doit comprendre, en autant que faire se peut, une période de six mois d'entraînement préliminaire à l'emploi, ou, à défaut, au cours suivi d'une période d'apprentissage au centre d'Apprentissage de Montréal, équivalent à 144 heures d'entraînement approprié par année ou un cours semblable dans une école approuvée.

Tel programme comprend:

a) relativement au métier de briqueteur et de peintre, une période de six mois d'entraînement préliminaire au Centre d'Apprentissage à Montréal ou dans une école approuvée;

b) relativement au métier de charpentier, menuisier et mécanicien, une période de six mois d'entraînement préliminaire ou un cours suivi d'une période d'apprentissage équivalent à 144 heures d'entraînement approprié par année, au Centre d'Apprentissage à Montréal ou dans une école approuvée.

*Article 33: Examen:* Tout apprenti doit se soumettre chaque année à un examen devant le Bureau des Examineurs approprié situé à 5205, rue Parthenais, Montréal, et après chaque examen il reçoit un nouveau carnet d'apprentissage dans lequel son degré de perfectionnement annuel est indiqué et contrôlé. Un apprenti qui ne démontre pas un progrès satisfaisant ou qui, sans excuse raisonnable, s'abstient de se soumettre à tel examen, verra son carnet d'apprentissage annulé.

*Article 34: Age:* Aucun apprenti ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-trois (23) ans, sauf pour les poseurs d'acier d'armature, qui ne doivent pas commencer avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

*Article 35: Enregistrement:* Les noms et dossiers de tous les apprentis doivent être inscrits et gardés dans un registre spécial tenu par ou pour le comité Conjoint des Métiers de la Construction à Montréal au Centre d'Apprentissage 5205 rue Parthenais, Montréal. Un apprenti doit s'enregistrer au Centre d'Apprentissage et il

FOURTH TITLE

APPRENTICESHIP

SECTION 10.— SERVICE AND INSTRUCTION

*Article 32:* An apprentice shall render good and loyal service to his employer during his period of apprenticeship, taking care of the tools and material furnished by his employer.

The professional employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which they are working.

Apprentices who attend a technical or trade school shall receive credits proportionate to the length of their studies and results of their examinations.

No apprentices may do contract work except under the supervision of a qualified worker in his particular trade.

An apprentice shall follow a planned programme combining practice and theory. Such programme shall include, whenever feasible, a pre-employment period of six months training, or a course followed during the period of apprenticeship equivalent to 144 hours of related training per year at the Apprenticeship Centre in Montreal or at an approved school.

Such programme shall include:

a) in the trades of bricklayer and painter, a pre-employment period of six months training at the Apprenticeship Centre in Montreal or at an approved school;

b) in the trades of carpenter, joiner and millwright, a pre-employment period of six months training, or a course followed during the period of apprenticeship equivalent to 144 hours of related training per year, at the Apprenticeship Centre in Montreal or at an approved school.

*Article 33: Examinations:* Every apprentice shall submit annually to a progress examination before the appropriate examining board located at 5205 Parthenais Street, Montreal, and after each examination shall receive a new apprenticeship book establishing his annual progress. An apprentice who fails to show satisfactory progress or who, without just excuse, fails to appear for each such examination, shall have his apprenticeship book cancelled.

*Article 34: Age:* No apprentice shall begin his apprenticeship before 16 years or after 23 years of age, except for reinforcing steel erectors, when he shall not begin before 16 years nor after 25 years of age.

*Article 35: Registry:* The names and records of all apprentices shall be inscribed and maintained in a special Register kept by or for the Building Trades Joint Committee of Montreal at the Apprenticeship Centre at 5205 Parthenais Street, Montreal. An apprentice shall register at the Apprenticeship Centre and may be required to

peut être tenu de signer un contrat d'apprentissage avec ladite Commission avant d'obtenir un carnet d'apprentissage.

**Surveillance:** Le Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal peut nommer et autoriser comme ses mandataires et inspecteurs un nombre suffisant de salariés de la Commission d'Apprentissage de Montréal pour surveiller les apprentis et vérifier leur entraînement et progrès avec les employeurs.

**Article 36: Proportions:** Un employeur professionnel peut employer un apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés, sauf dans les métiers suivants:

a) briqueteur et poseur de lattes métalliques, où la proportion peut être de deux à cinq respectivement;

b) poseur de métal en feuille et couvreur, où la proportion peut être de un à trois respectivement. Tout travail urgent ou spécial peut, cependant, pour des raisons jugées suffisantes, être exécuté sur une base d'un (1) apprenti pour chaque équipe de trois ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe;

c) poseur de tuiles et de feuilles de linoléum et de murelém et poseur de tuiles de composition, où il peut y avoir un aide ou apprenti pour chaque ouvrier qualifié, sur chaque site de travail, l'un ou l'autre devant toujours aider l'ouvrier qualifié.

Les proportions ci-dessus déterminées sont calculées sur chaque site de travail.

#### SECTION 11.—CONDITIONS DE TRAVAIL

**Article 37: Heures de travail:** Les apprentis ont les mêmes heures de travail que les ouvriers qualifiés.

**Article 38: Durée de l'apprentissage:** La durée complète de l'apprentissage est comme suit:

Métiers	Années
Briqueteur	4
Charpentier, menuisier et mécanicien	4
Maçon	4
Ferblantier, poseur d'ardoise, asphalte et bardeaux	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier, décorateur	4
Couvreur-asphalte et gravier, finitions à membrane rapportée et à couverture à rouleaux	2
Couvreur, métal en feuille, amiante gaufrée, ardoise, et tous autres genres, sauf les types compris dans la classification précédente	4
Poseur de tuiles et feuilles en linoléum, murelém et caoutchouc, cirer et polisseur, et poseur de tuile de composition	2
Mécanicien de générateur de vapeur	4
Chaudronnier en construction	4
Finisseur de ciment	3
Poseur de lattes métalliques	3
Poseur d'acier d'armature	1
Poseur de brûleur à l'huile	2

Une année d'apprentissage consiste en 2,000 heures de travail réel.

**Article 39: Taux de salaires:** Les taux de salaires à payer aux apprentis sont les pourcentages suivants calculés au cent près des salaires minima payables aux ouvriers qualifiés dans leurs métiers respectifs:

a) Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage (excepté "b" ci-dessous):	Années
1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

sign an indentureship contract with the Apprenticeship Commission before he can obtain an apprenticeship book.

**Supervision:** The Building Trades Joint Committee of Montreal may appoint and empower as its mandataries and inspectors a sufficient number of employees of the Apprenticeship Commission of Montreal for the purpose of supervising apprentices and controlling their training and progress with employers.

**Article 36: Ratios:** A professional employer may employ one apprentice to each five qualified workers except in the following trades:

a) bricklaying and metal lathing where the ratio may be two to five respectively;

b) sheet metal and roofing where the ratio may be one to three respectively. Any urgent or special work may, however, for sufficient reason, be performed on the basis of one apprentice for each shift of three qualified workers or fraction thereof;

c) linoleum and murelém rubber tile and sheet laying and polishing, and composition tile laying, where the ratio may be one helper or apprentice to each mechanic on each job, either of whom must always assist the mechanic.

The above ratios shall be calculated on each job site.

#### SECTION 11.—WORKING CONDITIONS

**Article 37: Hours of work:** Apprentices shall have the same hours of work as qualified workers.

**Article 38: Period of apprenticeship:** The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades	Years
Bricklayer	4
Carpenter, joiner and millwright	4
Mason	4
Sheet metal worker, slate, asphalt and shingle setter	4
Painter, sprayman, glazier, decorator	4
Roofer — asphalt and gravel, built-up membrane and rool roofings	2
Roofer — sheet metal, corrugated asbestos, slate, tile, and all other types, except the above	4
Linoleum, murelém and rubber layer (tile and sheet), waxer and polisher, and composition tile layer	2
Steam generator mechanic	4
Construction boilermaker	4
Cement finisher	3
Metal lather	3
Reinforcing steel erector	1
Oil burner mechanic	2

One year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

**Article 39: Wage rates:** Wages payable to apprentices shall be calculated to the nearest cent as per the following percentages of the minimum wage rates payable to qualified workers in the respective trades:

a) For trades requiring four (4) years of apprenticeship (except for "b" hereunder):	Années
1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

b) Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:

1 <sup>ère</sup> année.....	60%
2 <sup>ème</sup> année.....	70%
3 <sup>ème</sup> année.....	80%
4 <sup>ème</sup> année.....	90%

c) Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

1 <sup>ère</sup> année.....	50%
2 <sup>ème</sup> année.....	70%
3 <sup>ème</sup> année.....	85%

d) Pour les métiers de deux (2) années d'apprentissage:

1 <sup>ère</sup> année.....	75%
2 <sup>ème</sup> année.....	80%

e) Apprenti poseur d'acier d'armature:

1 <sup>er</sup> semestre.....	80%
2 <sup>ème</sup> semestre.....	90%

f) Apprenti mécanicien de brûleurs à l'huile:

1 <sup>ère</sup> année.....	55%
Mécanicien junior, 2 <sup>ème</sup> .....	67½%

b) Steam generating mechanics and construction boilermakers:

1st year.....	60%
2nd year.....	70%
3rd year.....	80%
4th year.....	90%

c) For trades requiring three (3) years of apprenticeship:

1st year.....	50%
2nd year.....	70%
3rd year.....	85%

d) For trades requiring two (2) years of apprenticeship:

1st year.....	75%
2nd year.....	80%

e) Apprentices in the trade of reinforcing steel erectors:

1st six months.....	80%
2nd six months.....	90%

f) Apprentices in the trade of oil burner mechanics:

1st year.....	55%
Junior mechanic, 2nd year.....	67½%

**Article 40: Renvoi:** Un employeur peut congédier ou renvoyer un apprenti pour les raisons habituelles, ou lorsque son travail est insatisfaisant ou négligé, ou s'il ne respecte pas les coutumes générales du métier.

**Article 41:** Aucun contrat individuel d'apprentissage n'est valide à moins d'être conforme aux dispositions mentionnées dans le décret.

**Article 42:** Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont réglementés par une loi de cette

**Article 40: Discharge:** An employer may lay off or discharge an apprentice for the customary reasons, or whenever his work is unsatisfactory or careless, or if he does not abide by the general customs of the trade.

**Article 41:** No individual apprenticeship contract shall be valid unless it conforms to the provisions herein.

**Article 42:** No provisions governing apprenticeship shall apply to the trades whose apprenticeship and competency are subject to an act of this Province.

TITRE CINQUIÈME

CONGÉS

SECTION 12.— DÉFINITIONS

**Article 43:** Dans le présent titre, les termes ci-après mentionnés ont les sens suivants:

a) **Timbres:** Les marques imprimées ou reconnues d'une machine à poinçonner approuvée par la Commission du Salaire Minimum ou les timbres émis par ladite Commission pour représenter les prestations de congé dues par un employeur;

b) **Période de prestations:** La période s'étendant du 1<sup>er</sup> mai d'une année au 30 avril de l'année suivante;

c) **Livret de congés:** Le livret émis par ladite Commission aux fins d'y apposer lesdits timbres durant ladite période de prestations.

SECTION 13.— LIVRET DE CONGÉ

**Article 44:** Tout employeur doit obtenir de ladite Commission un livret de congés pour chacun de ses salariés au commencement d'une période de prestations.

Les salariés embauchés durant une période de prestations doivent aussitôt remettre à leur employeur leurs livrets de congé ou, s'ils n'en n'ont pas, leur employeur doit en obtenir un pour eux.

L'employeur qui fournit à son salarié un livret de congé peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

**Article 45: Propriété et garde des livrets de congé:** Le livret de congé bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, appartient au salarié et la créance qu'il constate est incessible.

**Article 46:** L'employeur doit conserver le livret de congé de chaque salarié jusqu'à la fin

FIFTH TITLE

VACATIONS

SECTION 12.— DEFINITIONS

**Article 43:** In this title, these terms shall have the following meanings:

a) **Stamps:** The printed or recognized marks of a metering machine approved by the Minimum Wage Commission or stamps issued by the said commission representing the vacation-with-pay credits payable by an employer;

b) **Credit period:** The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

c) **Stamp book:** The book issued by the said commission for the purpose of affixing the said stamps in it during the said credit period.

SECTION 13.— STAMP BOOKS

**Article 44:** Every employer shall obtain from the said commission a stamp book for each of his employees at the beginning of a credit period.

Employees hired during a credit period shall hand over their stamp books promptly to the employer, or, if they do not have such a stamp book, the employer shall obtain one for them.

The employer who provides his employee with a stamp book may deduct its cost from the employee's wages.

**Article 45: Ownership and custody of stamp books:** The stamp book, even when in the employer's custody, shall belong to the employee, and the credit shown therein shall not be transferrable.

**Article 46:** The employer shall keep each employee's stamp book until the end of the credit

de la période de prestations ou du contrat de travail entre ce salarié et son employeur.

L'employeur doit remettre sans délai son livret de congé à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la fin de la période de travail desdits salariés chez leur employeur. Ce livret de congé et le carnet d'Assurance-Chômage doivent dans tous les cas être envoyés, par malle recommandée, par l'employeur au salarié le premier jour de travail qui suit la fin de la période de travail dudit salarié.

*Article 47:* Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié dans le livret de congé de ce dernier, des timbres pour un montant équivalent à cinq (\$0.05) cents près à quatre pour cent (4%) du montant brut de telle paie.

## SECTION 14.— DROIT DU SALARIÉ

*Article 48:* Tout salarié ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations a droit à la fin de telle période à :

a) un congé d'une durée minimum de sept (7) jours consécutifs dans les quatre (4) mois qui suivent la date de la fin de la période de prestations, etc;

b) Une somme d'argent à réclamer par le salarié et remboursable par ladite Commission, ladite somme représentant la valeur des timbres apposés pour la période de prestations dans son livret de congé.

*Article 49:* Tout salarié n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations a droit à la fin de telle période à une rémunération recouvrable comme ci-dessus représentant la valeur des timbres apposés pour telle période dans son livret de congé.

*Article 50: Exemption:* Les salariés qui bénéficient d'un plan de vacances établi par leur employeur prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le présent titre et qui sont employés surtout dans des établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiments ou à la construction mécanique, ou comme employés permanents préposés à l'entretien, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent titre.

*Article 51: Recouvrement:* Lorsqu'un employeur ne se conforme pas à l'une ou à l'autre des obligations sous le présent titre, le salarié a droit à un remboursement en espèces pour toute rémunération pour congé, lequel remboursement est susceptible de recouvrement par le Comité Conjoint chargé de la mise à exécution du présent décret, comme dans le cas de salaires inférieurs aux taux minima.

Cependant, aucun employeur ne peut remplacer les timbres par un paiement direct en espèces au salarié.

*Article 52:* Toute stipulation ayant l'effet d'accorder à un salarié des conditions moins avantageuses que celles prévues par le présent titre est nulle et non avenue.

## TITRE SIXIÈME

## ADMINISTRATION ET DURÉE

*Article 53:* Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret

period or until such employee's services with the employer are terminated.

The employer shall promptly return the stamp book to each one of his employees at the end of a credit period or on the termination of services of such employees for the employer. Such stamp book and the unemployment insurance book shall, in any event, be sent by registered mail by the employer to the employee on the next working day following the termination of service of the employee.

*Article 47:* Every employer, at the end of each regular pay period, shall affix stamps in his employee's stamp book in an amount, calculated to the nearest five cents (5c), equivalent to four per cent (4%) of the gross amount of such pay.

## SECTION 14.— RIGHTS OF EMPLOYEES

*Article 48:* Every employee, whose work has been continuous with one employer throughout a credit period, is entitled at the end of such period to:

a) a vacation having a minimum duration of seven (7) consecutive days, to be given within four (4) months from the expiry of the credit period, and

b) a sum of money to be claimed by the said employee and redeemable by the said commission, equivalent to the face value of the stamps affixed in his stamp book for the credit period.

*Article 49:* Every employee, whose work has not been continuous with one employer throughout a credit period, is entitled at the end of such period to a sum of money redeemable as aforesaid equivalent to the face value of the stamps affixed in his stamp book for the credit period.

*Article 50: Exemption:* Employees who participate in a vacation-with-pay plan established by their employer, with conditions not less favourable to such employees than those provided under this title, and who are principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent maintenance employees, shall be exempt from the provisions under this title.

*Article 51: Recovery:* If an employer does not observe his obligations hereunder, the employee shall be entitled to remuneration in money for any vacation credit due, which shall be recoverable by the Joint Committee administering the present decree as in the case of underpayment of wages.

No employer, however, may acquit himself by any money payment directly to the employee in lieu of stamps.

*Article 52:* Any stipulation purporting to grant an employee conditions less advantageous than those determined under this title shall be null and void.

## SIXTH TITLE

## ADMINISTRATION AND DURATION

*Article 53:* On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree, in the territorial jurisdiction contemplated by the present agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree

jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

**Article 54:** Ce décret abroge le décret numéro 314 du 27 mars 1957 et tous ses amendements, sauf ses sections "A", "B", "F", "G", et "H", lesquelles demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées dans le présent décret.

**Article 55: Durée du décret:** Le décret sera valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1961.

L'une ou l'autre des parties désirant modifier une quelconque des dispositions du décret, doit en avvertir l'autre partie par lettre recommandée au moins six (6) mois avant la date de son expiration. A défaut de ce faire, ledit décret sera automatiquement renouvelé pour une période supplémentaire d'un an.

S'il n'y a pas accord sur les modifications dans les soixante (60) jours dudit avertissement, l'une ou l'autre des parties aux présentes peut avoir recours à la conciliation sous l'autorité du Ministre du Travail.

**Article 56:** Nonobstant l'article précédent, les parties contractantes aux conventions collectives de travail ayant donné naissance aux dispositions particulières et complémentaires déterminées dans les sections annexées au Chapitre Deuxième du présent décret, conservent leur privilège de soumettre à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement aux dispositions desdites sections ou une nouvelle convention si elles le jugent à propos.

**Article 57:** A moins d'incompatibilité, les dispositions du présent Chapitre Premier s'appliquent à toutes les sections qui sont ou seront annexées au Chapitre Deuxième du présent décret.

until a new committee be formed. This new committee supersedes the old one and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

**Article 54:** The decree repeals the decree No. 314 of March 27, 1957 and all its amendments, except as regards parts "A", "B", "F", "G" and "H", which remain in force until they be replaced in the present decree.

**Article 55: Duration of the decree:** The decree will come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and continue in effect until the 31st day of March, 1961.

Either party, desiring to modify any provisions hereof, shall notify the other party by registered letter at least six (6) months before the expiry hereof, failing which this decree shall be automatically renewed and extended for a period of one more year.

If agreement on modifications is not reached sixty (60) days from the date of said notice, either party hereto may resort to conciliation under the Department of Labour.

**Article 56:** Notwithstanding the foregoing section, the contracting parties to the collective labour agreements constituting the special and complementary provisions contained in the parts annexed to the second chapter of the present decree continue to have the privilege of submitting, at the expiry of their initial agreement, a request for amendment of the provisions of the said parts, or a new agreement if deemed advisable.

**Article 57:** Barring incompatibility, the provisions of the present first chapter apply to all sections now or to be annexed to the second chapter of the present decree.

SECTION "C"

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES POSEURS DE MARBRE, DE TUILE ET DE TERRAZZO ET LES POLISSEURS DE TERRAZZO À SEC OU HUMIDE

**I. Salaires minima:** a) Les taux minima de salaires sont les suivants:

	A compter du 1er avril 1959	A compter du 1er août 1959	A compter du 1er avril 1960
Poseur de marbre — Marble setter	\$2.39	\$2.49	\$2.59
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	1.98	2.08	2.18
Poseur de tuile — Tile setter	2.39	2.49	2.59
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.39	2.49	2.59
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polishing operator: (dry)	2.14	2.24	2.34
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo polishing operator: (water polishing)	1.92	2.02	2.12
Apprentis poseurs de marbre, tuile et terrazzo — Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:			
1ère année — 1st year	1.35	1.45	1.55
2ème année — 2nd year	1.60	1.70	1.80
3ème année — 3rd year	1.95	2.05	2.15
4ème année — 4th year	2.15	2.25	2.35
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec — Terrazzo polishing machine apprentice operator (dry):			
1er trimestre — 1st three months	1.75	1.80	1.90
2ème trimestre — 2nd three months	1.95	2.00	2.10
Après six (6) mois — After six months	2.14	2.24	2.34
Apprentis polisseurs de terrazzo humide — Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):			
1er trimestre — 1st three months	1.70	1.80	1.90
Après trois (3) mois — After three months	1.92	2.02	2.12

PART "C"

PARTICULAR PROVISIONS CONCERNING MARBLE, TILE AND TERRAZZO LAYERS AND TERRAZZO DRY OR WATER POLISHING MACHINE OPERATORS

**I. Minimum wage rates:** a) The minimum wage rates are as follows:

	Taux horaires		
	A compter du 1er avril 1959	A compter du 1er août 1959	A compter du 1er avril 1960
	Hourly rates		
	From April 1, 1959	From August 1, 1959	From April 1, 1960
Poseur de marbre — Marble setter	\$2.39	\$2.49	\$2.59
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	1.98	2.08	2.18
Poseur de tuile — Tile setter	2.39	2.49	2.59
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.39	2.49	2.59
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polishing operator: (dry)	2.14	2.24	2.34
Polisseur de terrazzo humide — Terrazzo polishing operator: (water polishing)	1.92	2.02	2.12
Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:			
1ère année — 1st year	1.35	1.45	1.55
2ème année — 2nd year	1.60	1.70	1.80
3ème année — 3rd year	1.95	2.05	2.15
4ème année — 4th year	2.15	2.25	2.35
Terrazzo polishing machine apprentice operator (dry):			
1er trimestre — 1st three months	1.75	1.80	1.90
2ème trimestre — 2nd three months	1.95	2.00	2.10
Après six (6) mois — After six months	2.14	2.24	2.34
Terrazzo polishing machine apprentice operator (wet):			
1er trimestre — 1st three months	1.70	1.80	1.90
Après trois (3) mois — After three months	1.92	2.02	2.12

Les taux actuellement payés aux apprentis s'ils sont supérieurs au taux de la présente section ne doivent pas être diminués.

b) La base nécessaire pour la pose de tous les matériaux couverts par la présente section doit être faite par des poseurs qualifiés de marbre, tuile ou terrazzo et payée aux taux minima de salaires de la présente section.

c) Les salariés qui posent les imitations de tuile céramique dites tuile de plastique, tuile de métal peint ou émaillé, tuile de verre, tuile de ciment, etc., pour salle de bain, salle de toilette privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opérations, cuisines, etc., doivent être payés aux taux mentionnés ci-dessus pour les poseurs de tuiles, ils doivent posséder un certificat de qualification de poseur de tuile.

d) Les salariés, qui posent des imitations de marbre ou de terrazzo ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations doivent être payés aux taux établis ci-dessus pour les poseurs de terrazzo et les polisseurs de terrazzo, ils doivent posséder un certificat de qualification de poseur ou polisseur de terrazzo ou de marbre.

II. *Durée du travail:* a) *Travail exécuté en dehors des heures normales:* Pour un travail occasionnel d'une durée inférieure à cinq (5) jours, il est possible de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi, pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire. Les salariés doivent alors être rémunérés comme suit:

1° Lorsque le travail commence avant midi, les conditions demeurent les mêmes soit huit (8) heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

2° Lorsque le travail commence après midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, le salarié doit être payé à temps simple, sauf à partir de 10.00 p.m. où il doit être payé à temps double.

3° Pour les travaux d'une durée supérieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail, du lundi au vendredi seulement, pourvu que l'employeur en avise au préalable, par écrit, le Comité paritaire, en indiquant son nom, le lieu du chantier et la durée approximative du travail.

Les huit premières heures de travail sont payées à temps simple, plus une indemnité de \$0.25 l'heure. Après huit (8) heures, le travail supplémentaire est payé à temps double.

4° Tout employeur qui engage un salarié ayant déjà travaillé pour un autre employeur dans le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer sur la base de salaire et demi après 5.00 p.m.

b) Les salariés travaillant en dehors de l'île de Montréal, dans les limites de la juridiction du décret et qui doivent pensionner aux frais de l'employeur à proximité du chantier, sont autorisés à travailler cinq (5) heures supplémentaires par semaine aux taux réguliers. Les heures de commencement et de cessation du travail peuvent être changées pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire.

Lorsqu'un employeur désire exécuter des travaux le samedi, il doit en aviser préalablement, par écrit, le Comité conjoint en indiquant le lieu du chantier. Cet avis n'est nécessaire que lorsque de la main d'oeuvre qualifiée est employée.

III. *Travail supplémentaire:* Nonobstant les dispositions de l'article 30 de la section 9 du Chapitre Premier du décret, tout travail exécuté le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la

The rates actually paid to apprentices, if higher than those established in the present part, shall not be reduced.

b) The base of foundation on which any material covered by the present section is set shall be laid by certificated marble, tile or terrazzo layers and paid the minimum rates of the present section.

c) Employees setting imitation of ceramic tile called plastic tile, painted metal tile or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, etc., for bath rooms, public or private toilet rooms, shower rooms, swimming pools, surgeries, kitchens, etc., shall receive the rate established hereabove for tile layers, and shall be certificated as such.

d) Employees setting imitation of marble or terrazzo, as well as polishers working on said imitations, shall receive the rates established hereabove for terrazzo layers and terrazzo polishers, and shall be certificated as terrazzo or marble polishers or layers.

II. *Duration of work:* a) *Work performed outside regular working hours:* For operations completed within five (5) days, it is permissible to deviate from the established starting and finishing times during the week days from Monday to Friday, providing the employer notified the Joint Committee to that effect. Employees shall then be paid as follows:

1. When the work starts before noon, working conditions remain the same, namely eight (8) hours at regular rate and all overtime at the rate of time and a half.

2. When the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the employees shall be paid straight time except for work done after 10.00 p.m. where double time shall be paid.

3. When more than five (5) days are required for the completion of the work, it is permitted to deviate from the fixed starting and finishing times from Monday to Friday only, providing the employer notified the Joint Committee, in writing, and mentioned the name and the location of the job and the approximate duration of the work.

The first eight (8) hours of work shall be paid at regular time, plus an indemnity of \$0.25 per hour. After eight (8) hours of work, overtime shall be paid at double time.

4. Employer hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at the rate of time and one half after 5.00 p.m.

b) Employees working outside the Island of Montreal, but within the territorial jurisdiction of the decree, and having to board at the employer's expense on or near the site of the contract, shall be authorized to work five (5) hours overtime per week, at regular rates. Changes as to starting and finishing times can be made providing the employer notifies the Joint Committee to that effect.

When employers wish to work on Saturday they shall first notify the Parity Committee, in writing, and give the address of the place where work is to be executed. This notice is necessary only when qualified employees are used.

III. *Overtime:* Notwithstanding the provisions of article 30 of section 9 of the first chapter of the decree, time worked on New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confe-

Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël et les dimanches doit être rémunéré aux taux de salaire double.

Aucun travail ne doit être exécuté entre le Jour de Noël et le jour des Rois inclusivement. Cette clause ne s'applique qu'aux salariés qualifiés.

IV. *Congés payés*: La Confédération, la fête du Travail, le Vendredi-Saint et le Jour d'Actions-de-Grâces sont des jours chômés et payés. La rémunération pour ces congés est calculée sur la base de 1.6% du salaire gagné par le salarié et doit être ajoutée chaque semaine à tel salaire.

V. *Travail en dehors des limites de Montréal*:

a) Les limites de Montréal pour les fins du présent article sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus, Hampstead inclus.

b) Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, qu'ils soient situés dans les limites de la juridiction territoriale du décret ou non, le salarié doit être payé au taux simple pour tout temps requis pour fins de déplacement à partir des limites de la cité de Montréal. L'indemnité ne doit pas être de moins d'une demi-heure à aller et de même au retour.

c) Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans l'Île de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de ladite Île doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire. Lorsque le salarié quitte Montréal pour se rendre sur le chantier, l'employeur doit lui faire une avance équivalente au coût du transport, plus le coût d'une semaine de pension. Cette avance doit être remboursée dès que le salarié est de retour du chantier. Chaque semaine, le salarié est remboursé de ses frais raisonnables de pension sur présentation d'un reçu.

d) Si l'employé doit travailler plus de deux mois en dehors de l'Île de Montréal, son employeur doit lui payer un voyage aller-retour tous les deux mois. Autant que possible ces voyages doivent être faits en fin de semaine et le salarié ne doit les entreprendre qu'après entente préalable avec son employeur.

e) Si la fin des travaux coïncide avec l'échéance d'une période de deux (2) mois et si deux (2) semaines au maximum sont nécessaires pour compléter définitivement les travaux, il n'est pas alloué de vacances pour cette période de deux (2) mois.

f) Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures régulières de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit (8) heures par jour.

g) Si le salarié doit voyager de nuit, l'employeur doit lui payer un lit sur le train; sinon, il doit lui payer la nuit comme si c'était une journée de travail de huit (8) heures. Ainsi, si un salarié voyage 24 heures et que son employeur n'a pas payé de couchette, il a droit à deux périodes de huit (8) heures de salaire à temps simple pour sa période de voyage.

h) Cependant, le salarié n'a droit à aucune indemnité pour le temps passé en voyage lorsqu'il s'agit du voyage de congé pris tous les deux mois, tel que prévu ci-haut.

VI.— *Apprentissage*: a) La limite d'âge des apprentis est de 18 à 25 ans.

b) La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo,

deration Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day and Sundays shall be paid double time.

No work shall be performed between Christmas and Epiphany Day inclusive. This clause applies only to qualified workers.

IV. *Holidays with pay*: Confederation Day, Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day shall be observed as holidays with pay. The remuneration for the above-mentioned holidays shall be calculated at 1.6% of the wages earned by the employee which shall be added, each week, to the employee's pay.

V. *Operations outside the limits of Montreal*:

a) The limits of Montreal, for the purpose of the present section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare, including Hampstead.

b) For work performed outside the limits of the city of Montreal, within or beyond the territorial jurisdiction, employees shall be paid single time for all travelling time beyond the city limits. The indemnity shall not be less than half an hour's pay per trip to and from work.

c) Transportation and cost of board of employees hired in the Island of Montreal to execute work outside of said island shall be reimbursed by the employer in addition to the wages. When an employee leaves Montreal to work outside, the employer shall give him an amount equal to the transportation and boarding expenses for a week. This advance money must be reimbursed as soon as employees come back from the job. Every week, employees will be reimbursed their boarding expenses upon remittance of a proper voucher for same.

d) If the work outside of the Island Montreal lasts more than two (2) months, employees shall have their fare paid home once every two (2) months by the employer. As much as possible, these trips will be done during week ends and after agreement with the employer.

e) When the completion of the work coincides with the end of a 2-month period, and a maximum of two (2) weeks are necessary to terminate the contract, there shall be no holiday trip granted to the employees for this 2-month period.

f) Travelling time does not constitute working time. However, if an employee travels during regular working hours, he is entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

g) If an employee has to travel by night, the employer, shall pay him a berth on the train; otherwise, he shall pay the wages of a day's work of 8 hours. Thus, if a workman travels 24 hours and has no berth on the train, he is entitled to the wages of two (2) periods of 8 hours at single time, for his travelling day.

h) However, employees are not entitled to any indemnity for travelling time for the holiday trip made every two (2) months, as stipulated above.

VI. *Apprenticeship*: a) Age limit for apprentices shall be 18 to 25 years.

b) The period of apprenticeship shall be as follows: 4 years for marble, tile and terrazzo

6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec et 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

c) Aucun employeur ne peut engager et garder un (1) apprenti à moins d'avoir trois (3) ouvriers qualifiés du même métier à son emploi.

d) Pour la première année d'apprentissage, il est émis une carte d'apprentissage. A la fin de la première année, l'apprenti doit subir un examen du Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment de Montréal. S'il échoue à l'examen, il est tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation. S'il réussit, il reçoit un livret d'apprentissage à chacune des trois (3) années d'apprentissage à courir. Dans ce livret sont consignés les noms des employeurs pour lesquels il travaillera pendant toute la durée de l'apprentissage.

e) Lorsque l'apprenti termine sa quatrième année, il doit subir un dernier examen au Centre d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une période de six mois. L'utilité du livret d'apprentissage sera alors prolongée de la même durée.

f) L'employeur ne doit employer que des apprentis formés au Centre d'Apprentissage. Les élèves qui désirent suivre l'apprentissage des métiers de marbre, tuile et terrazzo au Centre doivent avoir travaillé au moins six (6) mois comme manœuvres sur les chantiers des employeurs de ces métiers. L'apprenti doit aussi suivre les cours du soir obligatoire au moins une fois par semaine durant les six (6) mois d'apprentissage au Centre.

g) Un employeur ayant quatre (4) compagnons et aucun apprenti doit engager un apprenti avant d'augmenter le nombre de ses salariés qualifiés.

h) Ces règlements d'apprentissage ne concernent que les métiers de poseurs de tuile, marbre et terrazzo. Les apprentis polisseurs de terrazzo à sec et polisseurs de terrazzo humide sont formés dans les ateliers des employeurs et ils peuvent obtenir une carte de compétence sur la recommandation d'un employeur ayant le droit de les employer.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre "Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employers' Association", d'une part, et l'Association des Ouvriers de l'Industrie de Marbre, Tuile et Terrazzo Inc., d'autre part.

setters; 6 months for terrazzo polishing machine operators (dry); 3 months for terrazzo polishing machine operators (wet).

c) The number of apprentices shall never exceed one (1) apprentice for each three (3) qualified tradesmen of each trade category.

d) For the first year of apprenticeship, there shall be issued an apprenticeship card. After the first year, the apprentice shall pass a test at the Montreal Building Trade Training Centre. If he does not succeed, he shall start the same year of apprenticeship again or submit to an aptitude test. If he succeeds, he will receive an apprenticeship booklet for each of the three (3) remaining years in which shall be mentioned the names of all employers for whom he shall work during apprenticeship.

e) When an apprentice terminates his fourth year, he shall pass a final test at the Training Centre. A journeyman's card shall be given to him only if he succeeds in his examination. If he does not succeed, he shall continue his apprenticeship and, after six months, pass a further examination. His apprenticeship booklet will then be extended for the same period.

f) Employers shall only employ apprentices formed at the Apprenticeship Centre. Those wishing to serve their apprenticeship at the Centre in the marble, tile and terrazzo trades must have worked at least six (6) months as labourers on the jobs of the employers of such trades. Apprentices shall also attend obligatory evening courses at least once a week in the six (6) months of apprenticeship at the Centre.

g) An employer having four (4) tradesmen and no apprentice and wishing to increase the number of his employees, shall hire an apprentice before he hires any other qualified tradesmen.

h) These rules for apprenticeship govern tile, marble and terrazzo setters only. Terrazzo polishing machine apprentice operators, dry and wet terrazzo, shall be trained in the shops and a competency card is issued to the candidate apprentice upon recommendation of an employer having the right to hire such a candidate.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between the Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employers' Association, on the one part, and "L'Association des Ouvriers de l'industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc.", on the other part).

SECTION "D"

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE MÉTIER DE PLÂTRIER

I. Salaires minima: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Plâtrier (travaux ordinaires ou travaux d'ornementation sur le chantier).....	\$2.35
A compter du 1er octobre 1959 .....	2.45
A compter du 1er janvier 1960.....	2.50
A compter du 1er avril 1960.....	2.65
Apprenti:	
1ère année 50% du taux horaire minimum	
2ème année 60% du taux horaire minimum	
3ème année 70% du taux horaire minimum	
4ème année 85% du taux horaire minimum	

PART "D"

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING THE PLASTERING TRADE

I. Minimum wages: The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Plasterer (ordinary or ornamental work on the job).....	\$2.35
From October 1, 1959.....	2.45
From January 1, 1960.....	2.50
From April 1, 1960.....	2.65
Apprentice:	
1st year, 50% of the minimum hourly rate.	
2nd year, 60% of the minimum hourly rate.	
3rd year, 70% of the minimum hourly rate.	
4th year, 85% of the minimum hourly rate.	

**II. Apprentissage:** a) La période complète d'apprentissage est de quatre (4) années.

b) Tout apprenti plâtrier doit faire un stage préliminaire de six (6) mois dans un centre d'apprentissage avant de pouvoir se procurer un livret d'apprentissage dans ce métier.

c) Un employeur professionnel peut employer au maximum deux (2) apprentis par cinq (5) compagnons.

d) Tout apprenti plâtrier doit s'enregistrer lors de son entrée en apprentissage au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal.

e) Aucun carnet d'apprenti plâtrier ne sera émis ou révisé avant que l'apprenti plâtrier n'ait subi au préalable l'examen annuel de la façon prescrite à l'article 33 du décret.

f) Tout apprenti plâtrier doit suivre les cours de perfectionnement du Centre d'Apprentissage, durant ses troisième et quatrième années d'apprentissage.

**III. Paiement du travail supplémentaire:** Notwithstanding the dispositions des articles 29 et 30 de la section 9 du chapitre premier du décret, tout travail exécuté le samedi, le dimanche, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël doit être rémunéré au taux de salaire double.

**IV. Dédommagement pour déplacement:** Un dédommagement d'au moins trois (3) heures à son taux régulier doit être payé à tout compagnon ou apprenti plâtrier qui, s'étant rendu au travail, soit à la demande de l'employeur, soit pour continuer du travail déjà commencé, est avisé que, pour des raisons indépendantes de sa propre volonté, l'entrepreneur ne peut lui fournir du travail.

**V. Travail en dehors des limites de Montréal:** Les salariés travaillant en dehors des limites de Montréal doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Les limites de Montréal, pour les fins du présent article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus de la Commission de Transport de Montréal.

Le temps requis pour se rendre desdites limites au chantier et pour en revenir doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors desdites limites, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

**VI. Transport d'employés et d'outils:** Lorsqu'un travailleur est appelé par son employeur à quitter un chantier pour aller effectuer du travail pour cet employeur sur un autre chantier, cet employeur doit lui-même déménager les outils de l'employé ou rembourser cet employé des frais occasionnés par le déménagement de ses outils. Lorsqu'un employeur requiert expressément un de ses employés de transporter dans un véhicule lui appartenant un ou des compagnons de travail, du matériel ou des outils, l'employeur devient responsable de tous dommages ou accidents qui peuvent être occasionnés par tel transport demandé par l'employeur.

**VII.** Si des amendements aux conditions de travail dans le décret principal interviennent pendant la durée dudit décret, les parties à la convention rendue obligatoire par la présente section "D" se réservent le droit de discuter tels

**II. Apprenticeship:** a) The entire period of apprenticeship shall consist of four (4) years.

b) Every apprentice plasterer shall serve a preliminary period of six (6) months in an apprenticeship centre before obtaining an apprenticeship booklet in that trade.

c) A professional employer may not employ more than two (2) apprentices to each five (5) journeymen.

d) Every apprentice plasterer shall register with the Construction Trades Apprenticeship Centre, in Montreal, at the beginning of apprenticeship.

e) No plasterer's apprentice book shall be issued or revised unless the apprentice has passed the examination stipulated in article 33 of the decree.

f) Every apprentice plasterer shall follow improvement courses at the Apprenticeship Centre during his third and fourth years of apprenticeship.

**III. Payment of overtime:** Notwithstanding the provisions of articles 29 and 30 of section 9 of the first chapter of the decree, all time worked on Saturday, Sunday, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be paid at the rate of double time.

**IV. Compensation for travelling time:** A compensation of at least three (3) hours' pay, at his regular rate of pay, shall be given to every journeyman or apprentice plasterer who goes to work, either at the request of the employer or to continue the work in progress and who is notified that, for reasons beyond his control, the contractor has no work for him.

**V. Operations outside the limits of Montreal:** Employees working outside the limits of Montreal shall get to and leave the job at the regular hours.

The limits of Montreal, for the purpose of this section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary streetcar or bus fare of the Montreal Transportation Commission.

The time required to go from the said limits to the job and back to the limits shall be paid straight time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried out outside the said limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of the public transportation providing the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

**VI. Transport of tools and employees:** When a worker is required by his employer to leave a job in order to go and work on another job of the same employer, such employer shall see that the employee's tools are taken to the new job or shall reimburse all expenses incurred by said employee for moving his tools. Should an employer expressly require one of his employees to take in a vehicle belonging to him one or more fellow workmen, material or tools, such employer becomes responsible for any damage or accident that may result from such transport required by the employer.

**VII.** Should amendments to working conditions of the general decree be made during the life of the decree, the parties to the agreement rendered obligatory by the present section "D" shall have the right to discuss such amendments

amendements en regards de ladite Section, de conclure une entente à cet effet et d'en demander l'extension juridique.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre l'Association des Maîtres-Plâtriers de la province de Québec, d'une part, et l'Association des Plâtriers et Finesseurs en Ciment Inc., et "Operative Plasterers and Cement Finishers International Union", d'autre part).

## SECTION "E"

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT  
LE MÉTIER D'ÉLECTRICIEN

I.— *Jurisdiction professionnelle*: a) La présente section s'applique à tout travail de construction exécuté et soumis à la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172 et amendements), y compris tout travail exécuté par les électriciens ou par les Hommes de Ligne en ce qui concerne la construction, le montage, la réparation et la démolition des pylônes d'acier ou de fer galvanisé ou autres matériaux semblables ainsi que les poteaux ou structures de bois, servant de support aux lignes de transmission d'énergie électrique, y compris toutes installations semblables dans les sous-stations et les stations terminus, la pose des câbles, conducteurs, isolateurs et autre quincaillerie, barre omnibus et appareils de coupure (switchgear) à l'exclusion des fondations de béton ou autres matériaux.

b) Pour les fins de la présente section, les termes "Hommes de Ligne, Classe "A", Classe "B" et "Hommes de Surface (Groundman) désignent les employés possédant les qualifications suivantes:

"Hommes de ligne", classe "A": Cette qualification désigne tout employé qui peut exécuter les travaux requis pour compléter la construction d'une ligne de transmission à pylônes d'acier ou d'autres matériaux semblables ou d'une structure supportant des disjoncteurs, tels que: pose de quincaillerie et d'isolateurs, fabrication de joints, pose de serre-fils, de conducteurs et fils de terre, d'appareils de mise à la terre, prise des mesures pour la coupe des conducteurs et la détermination de leur flèche, mise en place des disjoncteurs et barre-omnibus, etc., et, enfin, qui possède les connaissances suffisantes pour se servir des outils nécessaires pour tout travail sur les lignes vivantes (à haute ou basse tension).

Hommes de ligne, classe "B": Cette qualification désigne tout employé qui peut, avec surveillance, ériger des pylônes ou structures d'acier ou autres matériaux semblables servant de support aux lignes de transmission d'énergie électrique, en montant dans ces pylônes ou structures en voie d'érection et en fixant, au moyen de boulons, les sections préalablement assemblées sur le sol, ainsi que tout employé qui peut aider à la pose de fils de terre.

Hommes de surface, classe "C" (Groundman): Cette qualification désigne tout employé qui peut, avec surveillance, assembler ou aider à l'assemblage, sur le sol, des sections des pylônes ou autres structures servant de support aux lignes de transmission d'énergie électrique ou de sous-stations et stations terminus, et qui peut agir

with respect to the said section, to conclude an agreement to that effect and to petition for the juridical extension thereof.

(The present part renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between "L'Association des Maîtres-Plâtriers de la Province de Québec", on the one part, and "L'Association des Plâtriers et Finisseurs en Ciment Inc.", and Operative Plasterers and Cement Finishers International Union, on the other part).

## PART "E"

PARTICULAR PROVISIONS CONCERNING  
ELECTRICIAN

I. *Professional jurisdiction*: a) The present part applies in all work for the construction executed and governed by the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941, Chap. 172 and amendments), including all work performed by electricians or linemen for the construction, erection, repair or dismantling of galvanized steel towers or other similar materials, as well as the wooden posts or structures supporting electrical transmission lines, including all similar installations in sub-stations and terminal stations, the laying of cables, conductors, insulators and other hardware apparatus, bus-bar and switchgear equipment, exclusive of concrete foundations or other materials,

b) For the purposes of the present section, the terms "Linemen, Class "A", Class "B" and Class "C" or "Groundmen" shall designate the employees having the following qualifications:

"Lineman, Class "A": This classification refers to an employee who can perform the operations required to complete the construction of steel (or allied materials) transmission lines and towers, such as: the installation of hardware apparatus and insulators, making joints, installing clamps, conductors and ground wires, ground sticks, taking measurements for cutting and sagging conductors, installing bus-bars and switchgear equipment, and who is competent enough to use the necessary tools for all work on live lines (high or low tension).

Lineman "Class B": This classification refers to an employee who can, under supervision, erect towers or structures of steel or other similar materials, supporting electrical transmission lines, by climbing into or upon the towers or structures being erected and bolting the pre-assembled sections, and any employee who can help in the laying of ground wires.

Lineman "Class C" (Groundman): This classification refers to an employee, who can, under supervision, assemble or help in the pre-assembly (on the ground) of sections of towers or structures supporting electrical transmission lines or in sub-stations or terminal stations, and who can help (on the ground) the Linemen, Class "A" and

comme aide aux Hommes de Ligne, classe "A" et "B" travaillant à l'érection de ces structures, etc.

c) Cependant, la présente section ne s'applique pas aux mécaniciens de brûleurs à l'huile régis par le chapitre premier du présent décret.

c) However, the present part does not apply to oil burner mechanics governed by the First Chapter of the present decree.

**II. Travail en dehors de la juridiction territoriale:** a) Tout employé requis par l'employeur de travailler en dehors de la juridiction territoriale définie par les présentes, sera payé le taux de salaire mentionné dans cette convention ou le taux de salaire en vigueur dans le district où il travaille si celui-ci est plus élevé. En plus, l'employeur devra payer les frais de pension et logement de l'employé à un taux minimum hebdomadaire de \$25.00; toutefois, cette allocation pour les frais de pension et logement pourra changer selon les conditions locales, mais le minimum hebdomadaire de \$25.00, tel que mentionné ci-haut reste en vigueur.

**II. Operatoins outside the territorial jurisdiction:** a) Any employee sent by the employer to work outside the territorial jurisdiction as defined herein, shall be paid the wage rate mentioned in this agreement or the wage rate prevailing in the district where working, whichever is the highest. Also, the employer shall pay the cost of room and board of the employee at a weekly minimum of \$25.00; however, this allowance for room and board shall be subject to change depending on local conditions, but the weekly minimum of \$25.00 shall always apply.

b) Les frais de transport ainsi que le taux de salaire régulier, pour le voyage et le temps nécessaire pour se rendre au chantier des limites de Montréal et vice-versa, au commencement et à la cessation du travail, devront être payés par l'employeur. Toutefois, le maximum alloué pour le temps (durée) du voyage ne devra pas dépasser plus de huit (8) heures par jour.

b) The cost of transportation and the regular wage rate, for the trip and the time required to reach the job-site from the limits of Montreal and vice-versa, shall also be paid by the employer, at the start and finish of the job. However, the maximum allowed should not be over 8 hours per day.

**III. Classification des employés:** a) Les employés seront classifiés en trois (3) catégories: électriciens-compagnons, apprentis-électriciens, hommes de ligne.

**III. Classification of employees:** a) The employees shall be divided into three (3) classes: Journeymen-Electricians, Apprentice-Electricians, Linemen.

b) Les apprentis-électriciens seront classifiés en quatre (4) catégories: apprenti lière année, 2ième année, 3ième année, 4ième année.

b) The Apprentice-Electricians shall be divided into four (4) classes: Apprentice 1st year, 2nd year, 3rd year, 4th year.

1. Tout apprenti-électricien doit faire un stage préliminaire de six (6) mois ou l'équivalent de 1,000 heures dans un centre d'apprentissage approuvé par le bureau des Examineurs avant de pouvoir se procurer un carnet d'apprentissage dans ce métier.

1. Every apprentice-electrician shall undergo a pre-employment training of six (6) months or the equivalent of 1,000 hours in an apprenticeship school approved by the Board of Examiners, before being issued an apprenticeship book in this trade.

2. L'apprenti devra se présenter devant le Bureau des Examineurs à tous les ans, à défaut de ce faire, son carnet sera annulé sans avis et l'employeur de même que l'employé seront passibles des pénalités ordinaires de la loi, si tel apprenti demeure au travail.

2. Every apprentice shall report to the Board of Examiners every year, if he fails to do so, his book shall be annulled without further notice and the employer as well as the employee, shall be liable of the ordinary penalties provided for in the Act, should such apprentice remain at work.

3. Tout apprenti, à la fin d'une année d'apprentissage, soit la première, deuxième et la troisième année, devra se présenter devant le Bureau des Examineurs pour subir un examen avant d'entrer dans une autre année. Au cas d'insuccès, un seul délai de trois (3) mois lui sera accordé.

3. Every apprentice, at the end of a year of apprenticeship, whether it be the first, second or third year, shall report to the Board of Examiners to undergo an examination before being classified into another year. In case of failure in his examination, he shall be allowed an extra period of three (3) months for the next examination.

4. Aucun employeur n'a le droit d'avoir plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon-électricien à son emploi, tel que spécifié à l'Article 22 de la Loi concernant les Électriciens et les Installations Électriques, (S.R.Q. 1941, chap. 172 et amendements).

4. No employer shall have the right to employ more than one (1) apprentice-electrician for each journeyman-electrician working for him, as provided for in Section 22 of the Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q., 1941, Chap. 172 and amendments).

5. Toutefois, sur chaque chantier, l'employeur a droit à un (1) apprenti additionnel pour chaque cinq (5) compagnons-électriciens à son emploi, à condition que cet apprenti additionnel soit un apprenti de 4ième année.

5. However, the employer shall have the right to employ one (1) additional apprentice to each five (5) journeymen-electricians on each job, provided that this additional apprentice be a 4th year apprentice.

6. Pour pratiquer le métier d'électricien, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu des dispositions du chapitre 172, Statuts refondus de Québec, 1941 et amendements.

6. To become a journeyman-electrician, the apprentice shall obtain a certificate of apprenticeship issued by the Provincial Government under the Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q., 1941, Chap. 172 and amendments).

## IV. Taux minima de salaires :

## IV. Minimum wage rates:

	à compter du	
	1er avril 1959 (l'heure)	1er avril 1960 (l'heure)
	effective	
	April 1st 1959 (per hour)	April 1st 1960 (per hour)
1. Maître-électricien, détenteur de la licence "A", travaillant comme salarié, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance — Master-electrician, holding licence "A", whether he uses his tools or acts as foreman or fulfills any other supervisory functions.....	\$3.10	\$3.20
2. Détenteur de la licence "B", travaillant comme salarié, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance.— Holder of licence "B", whether he uses his tools or acts as foreman or fulfills any other supervisory functions.....	3.10	3.20
3. Compagnon-électricien, détenteur de la licence "C", travaillant comme Épisseur de Cables, (Cable-Splicer).— Journeyman-electrician, holding licence "C", working as Cable-Splicer.....	2.60	2.70
4. Compagnon-électricien, détenteur de la licence "C".— Journeyman-electrician, holding licence "C".....	2.35	2.45
5. Hommes de ligne, Classe "A".— Linemen, Class "A".....	2.05	2.15
6. Hommes de ligne, Classe "B".— Linemen, Class "B".....	1.90	2.00
7. Hommes de ligne, Classe "C" (Groundman).— Linemen, Class "C" (Groundman).....	1.75	1.85
Apprentis: Les taux minima de salaires payables aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé au compagnon-électricien; ce pourcentage de rémunération est le suivant.— Apprentices: The minimum wage rates for apprentices shall be fixed according to the following percentage of minimum wage rates paid to the journeymen-electricians; this percentage shall be as follows:		
8. 1ère année — 1st year (40%).....	0.94	0.98
9. 2ème année — 2nd year (50%).....	1.18	1.22
10. 3ème année — 3rd year (60%).....	1.41	1.47
11. 4ème année — 4th year (75%).....	1.76	1.84
12. Tout électricien ou contremaître, ayant cinq (5) compagnons-électriciens et cinq (5) apprentis ou plus sous sa direction, lorsqu'il s'agit de travaux de construction ou de modernisation, doit bénéficier d'une majoration de \$0.25 pour chaque heure de travail.— Every electrician or foreman, in charge of five (5) journeyman-electricians and five (5) apprentices or more, shall be entitled to a surplus of \$0.25 per hour for each working hour for construction or modernization work.....	2.60	2.70

V. a) *Équipes irrégulières*: Un supplément de \$0.10 l'heure doit être versé aux salariés appelés à exécuter leur travail quotidien en deux étapes séparées par plus d'une (1) heure (broken shift). Par dérogation aux taux édictés pour les heures supplémentaires les cinq (5) premières heures du temps supplémentaire doivent être rémunérées aux taux de salaire et demi et les heures suivantes aux taux de salaire double.

b) *Équipes régulières*: Tout travail urgent d'altération ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deçà des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément horaire de \$0.10. sur les taux réguliers.

c) Tout employé qui doit commencer son travail avant 4.00 a.m. n'importe quel jour de la semaine devra être rémunéré au taux de salaire double pour toutes heures de travail jusqu'à ce que ce même employé soit accordé une période de repos d'au moins (8) heures.

VI. *Renvoi, congédiement*: Une (1) heure de salaire à temps simple devra être payé à tout

V. a) *Broken-shifts*: A premium of \$0.10 per hour shall be paid to employees working on any day shift broken by more than one hour. Notwithstanding the rates established for overtime in the previous paragraphs, the first five (5) hours of overtime shall be paid at the rate of time and one-half and the following hours at the rate of double time based on the regular rate, or on the rate actually paid if the latter is higher.

b) *Regular shifts*: All urgent building alteration or repair work which, for sufficient reason cannot be done within the limits of hours here-above determined for starting and finishing, may be done in other periods of the day, at regular rates. However, such overtime work is always subject to the eight (8) hour daily limit and the forty (40) hours weekly limit. All employees engaged in such work shall receive a premium of \$0.10 per hour over the regular rates.

c) All employees who are required to start work before 4.00 a.m. on any day shall be paid at the rate of double time for all continuous hours of work until they have been given or allowed an eight (8) hours' relief or rest period.

VI. *Lay-off, discharge*: One (1) hour's pay at single time shall be paid to every employee accord-

employé lors de son congédiement pour une raison valide, afin de lui permettre de recueillir ses outils et effets personnels.

VII. *Transports d'outils et d'employés*: Aucun employé ne sera requis de se servir de sa voiture pour le transport des outils et matériaux appartenant à l'employeur, ni comme moyen de transport pour lui-même ou pour toutes autres personnes durant les heures de travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ses dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 28 février 1959.

49965-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "l" suivant sera ajouté à l'article I:

"l) *Expéditeur*: Le mot "Expéditeur" désigne tout salarié dont le travail consiste à emballer et expédier la marchandise fabriquée par l'employeur aux clients de ce dernier, ou à recevoir ou expédier la matière première pour le compte de l'employeur."

2° L'alinéa suivant sera ajouté après le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article II:

"Le présent décret s'applique à tous les salariés de manufacture ainsi qu'à tous ceux qui exécutent les opérations et le travail énumérées à l'article I et à l'article III. Toutefois, il ne s'applique pas aux messagers, aux commis livreurs, aux employés de bureau et de salles d'exposition, aux surveillants, aux contremaîtres, aux contre-matresses, aux dessinateurs, aux préposés à l'entretien, aux machinistes, aux acheteurs, aux commis préposés aux commandes, aux commis et vendeurs aux salles d'emmagasinage et entrepôts, excepté lorsque tels salariés font du travail qu'exécute ordinairement un salarié régi par le décret."

3° Le paragraphe "a" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima*: a) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

ing to classification when discharged for a valid reason, to allow him time to pick up his tools and personal belongings.

VII. *Transportation of employees and tools*: The employees shall not be compelled to use their own cars for the transportation of tools or materials belonging to the Employer, nor shall they be required to use their own cars for transportation during working hours, or for any other purposes including the transportation of other employees.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, February 28, 1959.

49965-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's headwear industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 142, of January 22nd, 1947, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended as follows:

1. The following paragraph "l" will be added to article I:

"l) *Shippers*: The word "shippers" means any employee who is engaged in packing and expediting merchandise produced by the employer, to the customers of the latter, or receiving or expediting raw materials for and on behalf of the employer."

2. The following sub-paragraph will be added after the second sub-paragraph of paragraph "b" of article II:

"This decree applies to all factory employees as well as to those performing the operations and work enumerated in article I and in article III. However, it does not apply to message boys, delivery clerks, office and showroom employees, supervisors, foremen, foreladies, designers, maintenance help, machinists, purchasing clerks, order clerks, stockroom and warehouse clerks and salesmen, except insofar and to the extent that they perform work ordinarily done by an employee coming under the jurisdiction of the decree."

3. Paragraph "a" of article III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wages*: a) The minimum wage rates shall be as follows in each of the following trades (crafts):

Zone I			Zone I		
Métiers:	Salaire hebdomadaire	Salaire horaire	Trade (Crafts):	Per week	Per hour
Préposé au blocage à la main	\$73.00	\$1.82½	Hand Blockers	\$73.00	\$1.82½
Bloqueur	67.80	1.69½	Blockers	67.80	1.69½
Coupeur	66.40	1.66	Cutters	66.40	1.66
Préposé à la couture des tissus	66.40	1.66	Fabric Operators	66.40	1.66
Préposé à la couture des pailles	66.40	1.66	Straw Operators	66.40	1.66
Drapeuse	46.40	1.16	Drapers	46.40	1.16
Drapeuse préposée aux garnitures	41.60	1.04	Trimmer-Drapers	41.60	1.04
Préposée aux garnitures	38.40	0.96	Trimmers	38.40	0.96
Employés généraux	34.00	0.85	General Workers	34.00	0.85

## Zone II

10% de moins que les taux minima fixés pour la zone I.

Nonobstant les taux minima ci-haut, les parties contractantes ont convenu que les salariés reçoivent, à compter du 15 février 1958, une augmentation générale de dix pour cent (10%) sur leurs salaires hebdomadaires en vigueur à cette date, et une autre augmentation de trois pour cent (3%) sur lesdits salaires en vigueur au 15 février 1958, ladite augmentation étant payable le 16 février 1959.

Les parties contractantes ont aussi convenu que les expéditeurs reçoivent une augmentation de salaire de \$5.00 sur leurs salaires hebdomadaires à compter du 15 février 1958, ladite augmentation étant payable le 16 février 1958 et subséquemment, et une autre augmentation équivalente à trois pour cent (3%) sur lesdits salaires en vigueur au 15 février 1958, ladite augmentation étant payable le 15 février 1959.

4° Les taux des commençants apparaissent au paragraphe "a. 1" de l'article III seront remplacés par les suivants:

Taux des commerçants: Préposés aux garnitures:	Taux horaires
lères six semaines	\$0.65
de 1½ mois à 4½ mois	0.70
de 4½ mois à 7½ mois	0.75
de 7½ mois à 10½ mois	0.80
de 10½ mois à 13½ mois	0.85
de 13½ mois à 16½ mois	0.90
de 16½ mois à 19½ mois	0.95
de 19½ mois et plus	0.96

Taux des commençants:  
Drapeuse préposée aux garnitures:

lères six semaines	0.65
de 1½ mois à 4½ mois	0.70
de 4½ mois à 7½ mois	0.75
de 7½ mois à 10½ mois	0.80
de 10½ mois à 13½ mois	0.85
de 13½ mois à 16½ mois	0.90
de 16½ mois à 19½ mois	0.95
de 19½ mois à 22½ mois	1.00
de 22½ mois et plus	1.04

Taux des commerçants:  
Drapeuses:

lères six semaines	0.65
de 1½ mois à 4½ mois	0.70
de 4½ mois à 7½ mois	0.75
de 7½ mois à 10½ mois	0.80
de 10½ mois à 13½ mois	0.85
de 13½ mois à 16½ mois	0.90
de 16½ mois à 19½ mois	0.95
de 19½ mois à 22½ mois	1.00
de 22½ mois à 25½ mois	1.05
de 25½ mois à 28½ mois	1.10
de 28½ mois à 31½ mois	1.15
de 31½ mois et plus	1.16

## Zone II

10% less than the minimum rates established for zone I.

Notwithstanding the aforesaid minimum rates, the contracting parties have agreed that employees shall be paid on February 15, 1958, a general increase of ten percent (10%) in wages over and above their weekly wages then in effect, and a further increase of three percent (3%) in wages over and above the said weekly wages as of February 15, 1958, which increase shall be payable on February 16, 1959.

The contracting parties have also agreed that shippers shall receive a wage increase of \$5.00 over and above their weekly wages as of February 15, 1958, which increase shall be payable as of February 16, 1958 and thereafter. Furthermore, beginning February 15, 1958, each shipper shall be paid an additional three percent (3%) increase in wages over and above their said weekly wages as of February 15, 1959."

4. The starting rates in article III, paragraph "a-1", will be replaced by the following:

"Starting rate schedule for trimmers:	Hourly rates
First six weeks	\$0.65
1½ months to 4½ months	0.70
4½ months to 7½ months	0.75
7½ months to 10½ months	0.80
10½ months to 13½ months	0.85
13½ months to 16½ months	0.90
16½ months to 19½ months	0.95
19½ months and thereafter	0.96

Starting rate schedule for  
trimmer-drapers:

First six weeks	0.65
1½ month to 4½ months	0.70
4½ months to 7½ months	0.75
7½ months to 10½ months	0.80
10½ months to 13½ months	0.85
13½ months to 16½ months	0.90
16½ months to 19½ months	0.95
19½ months to 22½ months	1.00
22½ months and thereafter	1.04

Starting rate schedule for drapers:

First six weeks	0.65
1½ months to 4½ months	0.70
4½ months to 7½ months	0.75
7½ months to 10½ months	0.80
10½ months to 13½ months	0.85
13½ months to 16½ months	0.90
16½ months to 19½ months	0.95
19½ months to 22½ months	1.00
22½ months to 25½ months	1.05
25½ months to 28½ months	1.10
28½ months to 31½ months	1.15
31½ months and thereafter	1.16

Taux des commerçants: Préposé à la couture des tissus et des pailles:	Taux	Starting rate schedule for fabric and straw operators:	Hourly rates
les trois mois .....	\$0.80	First 3 months .....	\$0.80
de 3 mois à 6 mois .....	0.90	3 months to 6 months .....	0.90
de 6 mois à 9 mois .....	1.00	6 months to 9 months .....	1.00
de 9 mois à 12 mois .....	1.10	9 months to 12 months .....	1.10
de 12 mois à 15 mois .....	1.20	12 months to 15 months .....	1.20
de 15 mois à 18 mois .....	1.30	15 months to 18 months .....	1.30
de 18 mois à 21 mois .....	1.40	18 months to 21 months .....	1.40
de 21 mois à 24 mois .....	1.50	21 months to 24 months .....	1.50
de 24 mois à 27 mois .....	1.60	24 months to 27 months .....	1.60
de 27 mois et plus .....	1.66	27 months and thereafter .....	1.66
Taux des commerçants: Employés généraux:		Starting rate schedule for general workers:	
les six semaines .....	0.65	First six weeks .....	0.65
de 1½ mois à 4½ mois .....	0.70	1½ months to 4½ months .....	0.70
de 4½ mois à 7½ mois .....	0.75	4½ months to 7½ months .....	0.75
de 7½ mois à 10½ mois .....	0.80	7½ months to 10½ months .....	0.80
de 10½ mois et plus .....	0.85	10½ months and thereafter .....	0.85

5° Le deuxième alinéa du paragraphe "g" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"Subordonné aux dispositions de l'alinéa précédent, la période de vacances comprend les deux premières semaines de juillet de chaque année."

6° Le premier alinéa de l'article VI-A sera remplacé par le suivant:

"VI-A. Jours de fête payés: Tous les salariés assujettis au décret, sans exception, ont droit aux six (6) jours de fête statutaire suivants, avec paye: Premier Jour de l'An, Vendredi Saint, fête du Travail, Ascension, Immaculée Conception et Noël, conformément aux dispositions suivantes:"

7° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec et demeure en vigueur jusqu'au 15 février 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 15 février 1960 ou avant le 15 février de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1959. 49965-o

5. The second sub-paragraph of paragraph "g" of article III will be replaced by the following:

"Subject to the provisions of the foregoing paragraph, the vacation period shall be the first two weeks in the month of July in each year."

6. The first sub-paragraph of article VI-A will be replaced by the following:

"VI-A. Holidays with pay: All employees coming under the jurisdiction of this decree, without exception, shall be granted the following six (6) (6) legal holidays with pay, to wit: New Year's Day, Good Friday, Labour Day, Ascension Day, Immaculate Conception and Christmas, subject to the following conditions:"

7. Article XIV will be replaced by the following:

"XIV. Duration of the decree: The present decree comes into force from the date of its publication in the Quebec Official Gazette and remains in force until February 15, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before February 15, 1960 or before February 15 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, February 28, 1959. 49965-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'Île de Montréal, lui a présenté une requête à l'effet de modifier

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montréal has submitted to him a petition to amend as follows

comme suit le décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie des accessoires de mode dans l'île de Montréal et un rayon de 10 milles de ses limites.

1° L'article I sera remplacé par le suivant:  
"I. Jurisdiction territoriale: Le présent décret s'applique à l'île de Montréal et au territoire compris dans un rayon de cent (100) milles autour du périmètre de ladite île."

2° Les paragraphes "a" et "c" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"a) Les salariés qualifiés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

	L'heure
Mécanicien "bonnaz".....	\$1.40
Plisseur et faiseur de patrons.....	1.05
Mécanicien de machine Bonnaz (mante enclanchée).....	1.00
Assistant plisseur.....	0.85
Mécanicien de machines spéciales.....	0.65
Étampeur.....	0.65
Presseur de nervures.....	0.65
Perleur au crochet.....	0.60
Brodeur à la main.....	0.60
Employé général.....	0.55
Faiseur de boucles et de boutons recouverts.....	0.55"

"c) A compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement, chaque employeur doit verser à tous les salariés de tous les métiers, à l'exception des mécaniciens "bonnaz", une majoration de \$0.05 l'heure. Les mécaniciens "bonnaz" doivent recevoir une augmentation de \$0.07½ l'heure. Ces majorations doivent être versées en plus des taux horaires effectivement payés aux salariés.

Toutefois, les employeurs qui, depuis le 1er septembre 1958, ont accordé ces augmentations en tout ou en partie peuvent en tenir compte dans l'application des présentes.

Les taux payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minima établis par le présent décret."

3° Les paragraphes "c", "d", "f" et "g" de l'article XI seront remplacés par les suivants:

"c) Les taux minima de salaires des apprentis employés généraux sont les suivants:

	L'heure
Le commençant reçoit.....	\$0.45
Après trois mois.....	0.47½
Après six mois.....	0.50
Après neuf mois.....	0.52½
Après douze mois.....	0.55"

"d) Les apprentis mécaniciens de machines, étampeurs ou presseurs de nervures sont qualifiés après deux ans comme mécaniciens de machines, étampeurs ou presseurs de nervures.

Le salaire minimum des apprentis mécaniciens de machines, étampeurs ou presseurs de nervures est le suivant:

	L'heure
Le commençant reçoit.....	\$0.45
Après trois mois.....	0.47½
Après six mois.....	0.50
Après neuf mois.....	0.52½
Après douze mois.....	0.55
Après quinze mois.....	0.57½
Après dix-huit mois.....	0.60
Après vingt-et-un mois.....	0.62½
Après vingt-quatre mois.....	0.65"

"f) Un apprenti "mécanicien bonnaz" est un salarié qui apprend à travailler sur une machine "bonnaz". Il est promu comme "mécanicien

the decree number 99 of January 29, 1948, as amended, relating to the fashion accessory industry in the Island of Montreal and a radius of 10 miles from its limits.

1. Article I will be replaced by the following:  
"I. Territorial jurisdiction: The present decree shall apply to the Island of Montreal and to the territory comprised within a radius of one hundred (100) miles around the perimeter of the said Island."

2. Paragraphs "a" and "c" of article IV will be replaced by the following:

"a) The skilled employees of the crafts herein-after enumerated shall receive the following hourly minimum rates:

	Per hour
Bonnaz Operator.....	\$1.40
Pleater & Pattern Maker.....	1.05
Frozen Handle Bonnaz Operator.....	1.00
Pleater's Assistant.....	0.85
Special Machine Operator.....	0.65
Stamper.....	0.65
Pin Tuck Presser.....	0.65
Crochet Beader.....	0.60
Hand Embroidery Worker.....	0.60
Floor Help.....	0.55
Covered Button & Buckle Maker.....	0.55"

"c) From the date of enforcement of the present decree of amendment, each employer shall pay to each employee in all crafts, with the exception of Bonnaz operators, an increase of \$0.05 per hour, and to Bonnaz operators an increase of \$0.07½ per hour, the whole in addition to the actual hourly rates paid to each such employee.

However, employers who have paid the whole or any part of the above increase to their employees since September 1, 1958, shall be entitled to take credit for such increases pro tanto.

In no case may the wage rates to skilled employees be less than the minimums provided for by this decree."

3. Paragraphs "c", "d", "f" and "g" of article XI will be replaced by the following:

"c) Minimum rates of wages for apprentice floor helpers shall be as follows:

	Per hour
Beginners shall receive.....	\$0.45
After three months.....	0.47½
After six months.....	0.50
After nine months.....	0.52½
After twelve months.....	0.55"

"d) An apprentice machine operator, stamper or pin-tuck presser shall be graduated in two years into the class of full-skilled machine operator, stamper or pin-tuck presser.

The minimum rates of wages for apprentice machine operator or stampers or pin-tuck pressers shall be as follows:

	Per hour
Beginners shall receive.....	\$0.45
After three months.....	0.47½
After six months.....	0.50
After nine months.....	0.52½
After twelve months.....	0.55
After fifteen months.....	0.57½
After eighteen months.....	0.60
After twenty-one months.....	0.62½
After twenty-four months.....	0.65"

"f) An apprentice Bonnaz operator is one who is a beginner on the Bonnaz machine and shall be graduated in three (3) years into a full-skilled

bonnaz" qualifié après trois (3) ans d'apprentissage. Un apprenti "mécanicien bonnaz" doit recevoir des augmentations de salaire comme suit:

	L'heure
Le commençant reçoit .....	\$0.55
Après trois mois .....	0.65
Après six mois .....	0.72
Après neuf mois .....	0.80
Après douze mois .....	0.87½
Après quinze mois .....	0.95
Après dix-huit mois .....	1.02½
Après vingt-et-un mois .....	1.10
Après vingt-quatre mois .....	1.17½
Après vingt-sept mois .....	1.25
Après trente mois .....	1.30
Après trente-trois mois .....	1.35
Après trente-six mois .....	1.40

Bonnaz operator. An apprentice Bonnaz operator shall be increased in salary as follows:

	Per hour
Beginners shall receive .....	\$0.55
After three months .....	0.65
After six months .....	0.72
After nine months .....	0.80
After twelve months .....	0.87½
After fifteen months .....	0.95
After eighteen months .....	1.02½
After twenty-one months .....	1.10
After twenty-four months .....	1.17½
After twenty-seven months .....	1.25
After thirty months .....	1.30
After thirty-three months .....	1.35
After thirty six months .....	1.40

"g) L'apprenti mécanicien bonnaz (manette enclanchée) est qualifié en deux ans (2), comme suit:

	L'heure
Le commençant reçoit .....	\$0.50
Après trois mois .....	0.55
Après six mois .....	0.60
Après neuf mois .....	0.65
Après douze mois .....	0.70
Après quinze mois .....	0.75
Après dix-huit mois .....	0.80
Après vingt-et-un mois .....	0.90
Après vingt-quatre mois .....	1.00

"g) Apprentice frozen handle Bonnaz operators shall be graduated in two (2) years, as follows:

	Per hour
Beginners shall receive .....	\$0.50
After three months .....	0.55
After six months .....	0.60
After nine months .....	0.65
After twelve months .....	0.70
After fifteen months .....	0.75
After eighteen months .....	0.80
After twenty-one months .....	0.90
After twenty-four months .....	1.00

4° Le paragraphe "h" suivant sera ajouté à l'article XI:

"h) L'assistant-plisseur, appelé aussi "aide", est qualifié en un an et demi (1½), comme suit:

	L'heure
Le commençant reçoit .....	\$0.45
Après trois mois .....	0.50
Après six mois .....	0.55
Après neuf mois .....	0.60
Après douze mois .....	0.65
Après quinze mois .....	0.75
Après dix-huit mois .....	0.85

4. The following paragraph "h" will be added to article XI:

"h) A pleater's assistant, variously known as an assistant pleater or helper, shall graduate in one year and a half (1½), as follows:

	Per hour
Beginners shall receive .....	\$0.45
After three months .....	0.50
After six months .....	0.55
After nine months .....	0.60
After twelve months .....	0.65
After fifteen months .....	0.75
After eighteen months .....	0.85

5° Le dernier paragraphe de l'article XII sera remplacé par le suivant:

"Tout salarié a droit aux jours de fêtes suivants payés aux taux réguliers de salaires: Le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le Premier de l'An."

5. The last paragraph of article XII will be replaced by the following:

"Every employee is entitled to receive and shall be paid the regular rates of pay for the following holidays, to wit: Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day and New Year's Day."

6° Le troisième alinéa de l'article XV sera remplacé par le suivant:

"La période de vacances comprend deux semaines commençant le premier lundi de juillet. Pendant cette période, aucun employeur ne peut faire exécuter du travail compris dans la juridiction industrielle du présent décret, et aucun salarié ne peut exécuter tel travail."

6. The third sub-paragraph of article XV will be replaced by the following:

"The first two weeks beginning with the first Monday of the month of July in each year shall constitute the vacation period, and no employer shall cause any work within the industrial jurisdiction of the decree to be done during the said period, and no employee shall perform any such work during the said period."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1959.

49965-0

Department of Labour,  
Québec, February 28, 1959.

49965-0

## AVIS DE MODIFICATION

## NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective rendue obligatoire par le décret numéro 909, du 25 août 1955, relatif à l'industrie de la construction dans la région de St-Hyacinthe, lui ont présenté une équète à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "c-1" suivant sera ajouté à l'article I:

"c-1) Le terme "chef d'équipe" désigne tout salarié qui a la surveillance ou la direction d'au moins trois (3) salariés couverts par le présent décret, pour la durée de ces fonctions sur un chantier défini."

2° Le paragraphe "j" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"j) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié préposé à la préparation manuelle du mortier, célanite ou de toute substance similaire servant à la construction et les porteurs d'oiseau."

3° La description de la zone I apparaissant à l'article IV sera remplacée par la suivante:

"Zone I: La cité de St-Hyacinthe, les municipalités de La Providence, de St-Joseph, de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, de St-Hyacinthe-le-Confesseur, de Douville, de St-Hilaire, de Mont-St-Hilaire et de Parc Otterburn.

Les villes de Marieville et d'Acton Vale font également partie de la zone I; toutefois, les taux de salaires minima y sont de cinq cents (\$0.05) de moins que ceux déterminés pour ladite zone dans la cédule apparaissant à l'article V."

4° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article V seront remplacés par les suivants:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés à partir de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 909 of August 25, 1955; relating to the construction industry in the district of St. Hyacinthe, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following paragraph "c-1" will be added to article I:

"c-1) The words "charge hand" mean an employee in charge of at least three (3) employees covered by the present decree, for the duration of his functions in that capacity on a given job."

2. Paragraph "j" of article I will be replaced by the following:

"j) The word "labourer" means a worker doing the manual preparation or the conveying with a wheel-barrow of mortar, celanite or any other similar material used in the construction industry and hod carriers."

3. The description of zone I appearing in article IV will be replaced by the following:

"Zone I: The city of St. Hyacinthe, the municipalities of La Providence, St. Joseph, Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, St-Hyacinthe-le-Confesseur, Douville, St-Hilaire, Mont-St-Hilaire and Park Otterburn.

The towns of Marieville and Acton Vale are also included in zone I; but the minimum wage rates shall be five cents (\$0.05) lower than those established for the said zone in the wage scale (article V)."

4. Subsections "a", "b" and "c" of section V will be replaced by the following:

"a) The following rates of wages shall be paid from the date of the coming into force of the present amendment decree:

Salaires horaires  
Hourly rates  
Zones

I II

1959 1960 1959 1960

Métiers — Trades:	1959	1960	1959	1960
Briqueteur, plâtrier et maçon — Bricklayer, plasterer and mason.....	\$1.90	\$2.00	\$1.70	\$1.80
Blanchisseur à la chaux — Whitewasher.....	1.40	1.50	1.25	1.35
Calfat et jointoyeur — Caulker and joint pointer.....	1.70	1.80	1.50	1.60
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	1.70	1.80	1.50	1.60
Chauffeur de camion et de tracteur — Truck and tractor driver.....	1.25	1.35	1.15	1.30
Chauffeur sur les lieux du chantier — Boiler fireman (on the job).....	1.40	1.50	1.30	1.40
Couvreur — Roofer.....	1.45	1.55	1.30	1.40
Creuseur de caissons — Caisson digger.....	1.85	1.95	1.85	1.95
Démolisseur (toute catégorie) — Demolisher (all categories).....	1.40	1.50	1.25	1.35
Électricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.60	2.60	2.40	2.40
Compagnon — Journeyman.....	1.70	1.80	1.55	1.65
Épandeur d'asphalte (Voirie) — Asphalt spreader-roads.....	1.70	1.80	1.60	1.70
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer.....	1.70	1.80	1.45	1.55
Finisseur de ciment — Cement finisher.....	1.70	1.80	1.50	1.60
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher.....	1.70	1.80	1.70	1.80
Foreur — Drill operator.....	1.55	1.65	1.40	1.50
Forgeron — Blacksmith.....	1.60	1.70	1.45	1.55
Gardien — Watchman.....	0.90	0.90	0.85	0.85
Journalier — Common worker.....	1.25	1.35	1.10	1.30
Lettre pour fins commerciales — Commercial letterer.....	1.70	1.80	1.60	1.70
Limeur de scie sur chantier — Saw filer (on the job).....	1.70	1.80	1.50	1.60
Manœuvre — Labourer.....	1.45	1.55	1.35	1.45
Mécanicien en tuyauterie, plombier et poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic, plumber and steamfitter:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.80	2.80	2.60	2.60

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates Zones			
	I		II	
	1959	1960	1959	1960
Compagnon — Journeyman	1.70	1.80	1.55	1.65
Compagnon senior en plomberie et junior en chauffage ou vice-versa Journeyman, senior rating in plumbing and junior rating in steamfitting or vice versa	1.65	1.75	1.55	1.65
Compagnon junior — Junior journeyman	1.50	1.60	1.40	1.50
Mécanicien (millwright) — Millwright	1.55	1.65	1.40	1.50
Mécanicien de machine fixe ou portative sur les lieux du chantier — Engi- neman, stationary or portable, on the job	1.50	1.60	1.35	1.45
Monteur de lignes (travail aérien) — Lineman (overhead work)	1.55	1.65	1.45	1.55
Monteur de lignes (travail terrestre) — Lineman (ground work)	1.45	1.55	1.35	1.45
Monteur, soudeur, brûleur et gréeur de fer structural — Structural steel erector, welder, burner and rigger	2.30	2.30	2.30	2.30
Peintre (compagnon) — Journeyman painter	1.60	1.70	1.50	1.60
Poseur de marbre — Marble layer	1.90	2.00	1.70	1.80
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.90	2.00	1.70	1.80
Poseur de tuiles — Tile layer	1.90	2.00	1.70	1.80
Poseur de linoléum, de caoutchouc, de tuiles, etc. — Linoleum, rubber, tile, layer, etc.	1.70	1.80	1.60	1.70
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood and metal)	1.70	1.80	1.50	1.60
Poseur d'armature de fer (spécialisé) — Reinforcing steel erector (specia- lized)	1.70	1.80	1.70	1.80
Poseur d'appareils de chauffage à air chaud — Hot air heating system mechanic	1.70	1.80	1.60	1.70
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	1.90	2.00	1.90	2.00
Préposé aux compresseurs — Compressors operator	1.55	1.65	1.40	1.50
Préposé aux grues — Crane operator	1.65	1.75	1.45	1.55
Préposé aux monte-charges — Freight Elevator operator	1.50	1.60	1.20	1.30
Préposé aux malaxeurs de ciment et mortier — Cement and mortar mixer operator	1.30	1.40	1.20	1.30
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline, à l'électricité et aux niveleuses — Steam, gasoline, electric shovel and grader operator	1.70	1.80	1.50	1.60
Préposé aux bouilloires (asphalte à couverture) — Kettlemen (roofing asphalt)	1.45	1.55	1.35	1.45
Préposé aux rouleaux compresseurs (5 tonnes et plus) — Roller operator (5 tons or more)	1.70	1.80	1.60	1.70
Préposé aux rouleaux compresseurs (jusqu'à 5 tonnes) (Voirie) — Roller operator (up to 5 tons) — roads	1.60	1.70	1.50	1.60
Rateleur d'asphalte (voirie) — Asphalt raker — roads	1.45	1.55	1.35	1.45
Sableur, ciréur et polisseur de plancher — Floor sander, waxer and polisher	1.60	1.70	1.45	1.55
Tailleur de pierre naturelle ou artificielle sur le chantier — Natural or artificial stone cutter (on the job)	1.90	2.00	1.65	1.75
Aide-tailleur de pierre — Stone cutters' helper	1.45	1.55	1.35	1.45
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker	1.65	1.75	1.55	1.65
Aide-travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker's helper	1.45	1.55	1.35	1.45
Vitrier — Glazier	1.60	1.70	1.50	1.60

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis: b) Minimum wages of apprentices: The following rates of wages shall be paid to apprentices.

Métiers requérant quatre (4) années d'apprentissage — For trades requiring a four-year apprenticeship:				
1ère année — 1st year	0.95	1.00	0.85	0.90
2ème année — 2nd year	1.00	1.05	0.90	0.95
3ème année — 3rd year	1.15	1.25	1.00	1.10
4ème année — 4th year	1.30	1.40	1.20	1.30
Métiers requérant deux (2) années d'apprentissage — For trades requiring a two-year apprenticeship:				
1ère année — 1st year	1.00	1.05	0.90	0.95
2ème année — 2nd year	1.25	1.35	1.15	1.25

Métiers du fer structural: Les taux de salaires des apprentis doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payable aux travailleurs qualifiés en fer structural:

1ère année	70%
2ème année	85%

c) Salaires minima des chefs d'équipe: Le chef d'équipe doit recevoir \$0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour son métier seulement pour la durée de sa fonction."

Structural steel apprentices: The rates of wages paid to apprentices shall comply with the following percentage of the legal minimum wages paid to qualified structural steel workers.

1st year	70%
2nd year	85%

c) Minimum rates of charge hands: Charge hands shall receive \$0.10 more per hour than the rate established for his trade only for the duration of his functions in that capacity.

5° Le paragraphe "b" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"b) Le travail exécuté les dimanches, le Premier jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, et le Jour de Noël doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

Toutefois, l'Épiphanie, l'Ascension, La Toussaint et l'Immaculée-Conception, afin de permettre aux travailleurs d'accomplir leurs devoirs religieux, la journée de travail ne débutera pas avant 9.00 a.m. Aucun travailleur ne pourra être puni pour ne pas s'être rendu au travail pendant ces jours à condition d'avoir averti son employeur la veille."

6° Le paragraphe "c" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"c) *Prise de congés*: A moins qu'il ne s'agisse de travaux urgents en plomberie ou électricité, l'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans la première semaine complète du mois d'août de chaque année."

7° Les alinéas 3° et 4° du paragraphe "f" de l'article VIII seront remplacés par les suivants:

"3° conserver jusqu'à prise de congé ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacune de ses salariés.

4° remettre à chacune de ses salariés à la prise de congé ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier."

8° L'alinéa 2° du paragraphe "g" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"2° réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés dans les jours précédant immédiatement la prise de congé ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail."

9° Le paragraphe "h" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"h) *Remboursement de la rémunération*: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission dans les jours précédant immédiatement la prise de congé le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période."

10° Le paragraphe "b" de l'article IX sera remplacé par le suivant:

"b) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires suivants doivent être payés:

	Salaires hebdomadaires			
	Weekly rates			
	Zone I		Zone II	
	1959	1960	1959	1960
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker.....	\$57.00	\$62.00	\$54.00	\$59.00
Ouvrier non qualifié ou journalier.....	52.00	57.00	49.00	54.00

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1959.

40965-0

5. Paragraph "b" of article VII will be replaced by the following:

"b) Work done on Sundays, New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, and Christmas Day shall be paid at the rate of double time based on the wage rate actually paid.

However, on Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day and Immaculate Conception Day the starting hour shall be 9.00 a.m. in order to make it possible for workers to accomplish their religious duties. No worker may be punished for having been absent on such days providing he notified the employer the day before."

6. Paragraph "c" of article VIII will be replaced by the following:

"c) *Period during which vacation is to be given*: Except for urgent electrical or plumbing services, employers must give the vacation to which an employee is entitled according to the present section the first complete week of the month of August each year."

7. Sub-paragraphs 3 and 4 of paragraph "f" of article VIII will be replaced by the following:

"3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book until the vacation period or during the time of employment should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees on the days immediately preceding the vacation period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book."

8. Sub-paragraph 2 of paragraph "g" of article VIII will be replaced by the following:

"2. on the days immediately preceding the vacation period, or at the time of the previous cancellation of his labour contract, claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him."

9. Paragraph "h" of article VIII will be replaced by the following:

"h) *Redemption of stamps*: Every employee, on the days immediately preceding the vacation period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book."

10. Paragraph "b" of article IX will be replaced by the following:

"b) *Minimum wage rates*: The following shall be the minimum wage.

	Salaires hebdomadaires			
	Weekly rates			
	Zone I		Zone II	
	1959	1960	1959	1960
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker.....	\$57.00	\$62.00	\$54.00	\$59.00
Ouvrier non qualifié ou journalier.....	52.00	57.00	49.00	54.00

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1959.

40965-0

Action en séparation de biens      Action for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal,  
Cour Supérieure, N°

Avis d'action en séparation de biens.

Avis est, par les présentes, donné que Dame Lottie Lendar, de St-Vincent de Paul, district de Montréal, épouse de Julius Kugler, fermier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens.

Montréal, 19 février 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,  
**LIVERMAN, BRISKIN & YANOFSKY,**  
1450 rue City Councillors,  
Montréal, Québec. 49963

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No.

Notice of action in separation as to property.

Notice is hereby given that Dame Lottie Lendar of St. Vincent de Paul, district of Montreal, wife of Julius Kugler, farmer, of the same place, has instituted an action in separation as to property.

Montreal, February 19th, 1959.

**LIVERMAN, BRISKIN & YANOFSKY,**  
Attorneys for plaintiff.  
1450 City Councillors Street,  
Montreal, Quebec. 49963-o

Avis divers

(P.G. 10509-58)

L'INSTITUT DES ÉDITIONS CRITIQUES  
DES TEXTES DE SAINT THOMAS

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée des directeurs tenue le 31 octobre 1958, et approuvés à l'unanimité par les membres de ladite corporation, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à cinq:

"2. Le Comité exécutif. — a — Sa constitution. — Le Comité exécutif se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire-trésorier et de deux conseillers."

Certifié vraie copie.

49958-o (Signé) **PIERRE TREMBLAY.**

Le Secrétaire,  
**THE ROYAL TRUST COMPANY**

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi de la Législature de Québec, constituant la compagnie en corporation, par un vote de la majorité des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue à cette fin, le 19e jour de février 1959, le capital-actions de "The Royal Trust Company" a été augmenté de deux millions cinq cent mille dollars (\$2,500,000.) à cinq millions (\$5,000,000.) par la création de vingt-cinq mille (25,000) actions additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Montréal, 19 février 1959.

**THE ROYAL TRUST COMPANY,**  
Le Secrétaire,  
49959-9-3 **A. C. BELL.**

Avis est, par les présentes, donné que le règlement N° 23 a été décrété par les directeurs de la compagnie "Meda, Inc." de Westmount, P.Q., le 31 décembre 1958, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires, et que la compagnie demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 10 février 1959.

Le Procureur de Meda, Inc.,  
49960 **LIONEL A. SPERBER, c.r.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club Social et Sportif

Miscellaneous Notices

(A.G. 10509-58)

L'INSTITUT DES ÉDITIONS CRITIQUES  
DES TEXTES DE SAINT THOMAS

Excerpt from by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the meeting of directors held October 31, 1958, and unanimously confirmed by the members of said corporation, concerning an increase in the number of directors from four to five:

"2. The Executive Committee. — a — Its formation. — The Executive Committee is composed of a president, vice-president, secretary-treasurer and two advisers."

Certified true copy.

49958 (Signed) **PIERRE TREMBLAY,**  
Secretary.

**THE ROYAL TRUST COMPANY**

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Act of the Legislature of Quebec incorporating the company, by a vote of the majority of the shareholders present at a special general meeting duly called for the purpose and held on the 19th day of February, 1959, the capital stock of "The Royal Trust Company" was increased from two million five hundred thousand dollars (\$2,500,000.) to five million dollars (\$5,000,000.) by the creation of twenty-five thousand (25,000) additional shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

Montreal, 19th February, 1959.

**THE ROYAL TRUST COMPANY,**  
A. C. BELL,  
49959-9-3 Secretary.

Notice is hereby given that by-law No. 23 was enacted by the directors of "Meda, Inc.", of Westmount, P.Q., on December 31, 1958, providing for the distribution of the company's assets among its shareholders, and that the company will make application to the Attorney-General for leave to surrender its charter.

Montreal, February 10, 1959.

**LIONEL A. SPERBER, Q.C.,**  
49960-o Attorney for Meda, Inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club

Hauterive", en date du 29 décembre 1958, dont le siège social est situé à Duvernay, district judiciaire de Montréal, et que de document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le onze février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
49961-o JEAN BRUCHÉSI.

Social et Sportif Hauterive", under date of December 29, 1958, whereof the head office is at Duvernay, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February 1959.

JEAN BRUCHÉSI,  
49961 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif à responsabilité limitée "L'Universitaire", tenue le 12 novembre 1958, le nom de ladite société a été, par une résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de: "Le Comptoir Laval".

Donné au bureau du Secrétaire de la province le trois décembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,  
49962-o JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that, at a general meeting of the members of the cooperative syndicate with limited responsibility "L'universitaire", held on November 12, 1958, the name of the said association was, by a resolution duly adopted for this purpose, changed into that of "Le Comptoir Laval".

Given at the office of the Secretary of the Province on December third, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,  
49962 Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT PARTIEL POUR OBLIGATIONS À FONDS D'AMORTISSEMENT

CITÉ DE LASALLE  
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à fonds d'amortissement 5¼% de la ville de LaSalle dues le 15 avril 1977, que, conformément aux dispositions des règlements et résolutions de la ville et tel qu'indiqué sur lesdites obligations, les obligations portant les numéros suivants, à savoir:

79 x \$1,000.00 Nos

M-1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378,  
1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385,  
1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392,  
1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399,  
1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406,  
1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413,  
1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420,  
1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427,  
1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434,  
1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441,  
1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448,  
1449, 1450.

ont été choisies par lot aux fins de rachat le quinzième jour d'avril 1959, pour le compte du fonds d'amortissement, et qu'à ladite date le capital respectif desdites obligations sera payé avec ensemble l'intérêt accru et impayé sur icelles audit quinzième jour d'avril 1959 sur présentation desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant ledit quinzième jour d'avril 1959, et subséquemment, en monnaie légale des États unis d'Amérique, à la compagnie de fudicie de la Banque Royale du Canada, en la cité de New-York, N.Y., E.U.A.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur les obligations ainsi choisies cessera d'accroître à compter du quinzième jour d'avril 1959.

Donné en la cité de LaSalle, comté de Jacques-Cartier, ce vingt-sixième jour de février dix-neuf cent cinquante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,  
49981 ALBERT GRAVEL.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION FOR SINKING FUND DEBENTURES

CITY OF LASALLE  
(County of Jacques-Cartier)

Notice is hereby given to the holders of 5¼% sinking fund debentures of the town of LaSalle due April 15th, 1977, that pursuant to the provisions of by-laws and resolutions of the town and as mentioned on said debentures, debentures bearing the following numbers, namely:

79 x \$1000.00 Nos.

M-1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378,  
1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385,  
1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392,  
1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399,  
1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406,  
1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413,  
1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420,  
1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427,  
1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434,  
1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441,  
1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448,  
1449, 1450.

have been selected by lot for redemption on the fifteenth day of April, 1959, for account of the sinking fund, and that on the said date the principal of the said debentures respectively will be paid together with accrued and unpaid interest thereon to the said fifteenth day of April, 1959, upon presentation of said debentures with all appurtenant interest coupons maturing on the said fifteenth day of April, 1959, and subsequently, in lawful money of the United States of America, at the Royal Bank of Canada Trust Company, in the city of New York, N.Y., U.S.A.

Notice is also given that interest upon the debentures so selected will cease to accrue from and after the fifteenth day of April, 1959.

Given in the city of LaSalle, county of Jacques-Cartier, this twenty-sixth day of February, nineteen hundred and fifty-nine.

ALBERT GRAVEL,  
49981-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 11659-58)

PRESIDENT GARDENS INC.

*Règlement numéro IV*

Règlement numéro quatre (4) concernant la modification du nombre des directeurs.

"Le nombre des directeurs de la compagnie "President Gardens Inc." est changé de Trois qu'il était auparavant à celui de Quatre et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée du règlement numéro 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-huitième jour d'octobre 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le vingt-huitième jour d'octobre 1958 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,  
GERMAIN FÉLIX.

49983-o

(A.G. 11659-58)

PRESIDENT GARDENS INC.

*By-law number IV*

By-law number four (4) concerning the modification in the number of Directors.

The number of Directors of the company "President Gardens Inc." is changed from Three that it was heretofore to that of Four and by-law number 1 of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law number 4 duly adopted at a meeting of the Directors held on the twenty-eight day of October, 1958, and approved at a special general meeting of the company held on the twenty-eighth day of October 1958 by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

GERMAIN FÉLIX,  
Secretary.

49983

Chartes — Abandon de

COMPAGNIE D'IMMEUBLE FERAND LTÉE  
FERAND REAL ESTATE COMPANY LTD.

Prenez avis que la "Compagnie d'Immeuble Ferand Ltée — Ferand Real Estate Company Ltd." demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 février 1959.

Les Procureurs de la compagnie,  
49952-o DANSEREAU & MARCHAND.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lawand Investments Incorporated", incorporée en date du 10 décembre, 1946, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec.

A Montréal, ce 23 février, 1959.

Le Procureur,  
49966-o JOSEPH HELAL, C.R.

NORTHEASTERN REALTIES LTD.

D'après les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, "Northeastern Realities Ltd.", donne par les présentes, avis publique, qu'elle demandera à la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, à compter de telle date que déterminera l'honorable Procureur général.

Montréal, le 23e jour de février 1959.

NORTHEASTERN REALTIES LTD.,  
Par le Secrétaire,  
JACK SCHWARTZ.

49967-o

MM. Sperber, Gold & Lapin,  
Avocats,  
132, rue St-Jacques Ouest, Suite 918  
Montréal, Québec.  
Procureurs de Northeastern Realities Ltd.

Charters — Surrender of

FERAND REAL ESTATE COMPANY LTD.  
COMPAGNIE D'IMMEUBLE FERAND LTÉE

Notice is hereby given that "Ferand Real Estate Company Ltd. — Compagnie d'Immeuble Ferand Ltée." will apply to the Attorney General for leave to surrender the charter of the company

Montreal, February 17, 1959.

DANSEREAU & MARCHAND,  
49952-o Attorneys for the company.

Notice is hereby given that the company "Lawand Investments Incorporated", incorporated December 10th, 1946, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, in virtue of section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 23rd, 1959.

JOSEPH HELAL, Q.C.,  
49966-o Attorney.

NORTHEASTERN REALTIES LTD.

Pursuant to the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Northeastern Realities Ltd.", hereby gives public notice that it will apply to the Province of Québec for leave to surrender its charter, as from a date fixed by the Honourable the Attorney General.

Montreal, the twenty-third day of February 1959.

NORTHEASTERN REALTIES LTD.,  
Per: JACK SCHWARTZ,  
Secretary.

49967

Messrs. Sperber, Gold & Lapin,  
Advocates,  
132 St. James Street, West, Suite 918,  
Montreal, Quebec.  
Attorneys for Northeastern Realities Ltd.

Compagnie autorisée à faire  
des affaires

(Sec. P. 769-58)

Avis est, par les présentes, donné que "McCulloch of Canada Ltd.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en

Company Licensed to do  
Business

(P. Sec. 769-58)

Notice is hereby given that "McCulloch of Canada Ltd.", an extra-provincial company incorporated under the laws of the Province of

vertu des lois de la province de la Colombie Britannique a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 160-162 Sacré-Coeur, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Cam Fontaine, 160-162 Sacré-Coeur, de ladite cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 24e jour de février 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
49949 JEAN BRUCHÉSI.

British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 160-162 Sacré-Coeur, in the city and judicial district of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Cam Fontaine, 160-162 Sacré-Coeur, of the said city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 24th day of February, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,  
49949-o Assistant Provincial Secretary.

## Compagnies dissoutes

(P.G. 12170-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Balfour Restaurant Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 avril 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 10464-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cambridge Trading Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(P.G. 12658-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Central Outfitting Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juillet 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

## Companies Dissolved

(A.G. 12170-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Balfour Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated April 6, 1954.

Notice is also given that from and after February sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10464-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cambridge Trading Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated June 2, 1948.

Notice is also given that from and after February sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of February 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12658-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Central Outfitting Co. Ltd.", incorporated by letters Patent dated July 9, 1941.

Notice is also given that from and after February sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10924-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eugène Guay, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 août 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10924-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eugène Guay, Limitée", incorporated by letters patent dated August 6, 1936.

Notice is also given that from and after February sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12046-58)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Nikor Mines Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 25 avril 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 12046-58)

Notice is given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nikor Mines Ltd.", incorporated under the said Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated April 25, 1957.

Notice is also given that from and after February sixteenth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of February 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11063-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "O. Bélanger & Fils, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juillet 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 11063-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "O. Bélanger & Fils, Limitée", incorporated by letters patent dated July 5, 1932.

Notice is also given that from and after February sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12398-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Pte. St. Charles Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mai 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 12398-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pte. St. Charles Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated December 22, 1949.

Notice is also given that from and after May fifteenth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of February 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10310-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Vimy & Cie Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er juin 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize février 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
49949-o P. FRENETTE.

(A.G. 10310-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Vimy & Cie Ltée", incorporated by letters patent dated June 1st, 1950.

Notice is also given that from and after February sixteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,  
49949 Acting Deputy Attorney General.

### Département de l'Agriculture *Industrie laitière*

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole spéciale a été constituée dans le comté de Lévis, sous le nom de "Coopérative des Produits Laitiers Etchemin", et que son principal siège d'affaires est à St-Henri.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration de l'élevage de bovins laitiers et le développement de l'industrie laitière; l'achat, le transport, la conservation, la transformation, la classification, l'emballage, l'entreposage, la vente du lait et des produits laitiers; l'achat et la vente d'instruments utiles aux producteurs de lait ou de crème.

Québec, ce seizième jour de février 1959.  
Le Ministre de l'Agriculture,  
49951-o LAURENT BARRÉ.

### Department of Agriculture *Dairy Industry*

Notice is hereby given that a Special Cooperative Agricultural Association has been formed in the county of Levis, under the name of "Coopérative des Produits Laitiers Etchemin", and that its head office is at St. Henri.

The objects for which this association has been formed are: improvement in the breeding of milch-cows and the development of the dairy industry; the buying, transportation, conservation, transformation, packing, storing, classifying and selling of milk and dairy products; the sale and purchase of instruments useful to the milk or cream producers.

Québec, this sixteenth day of February 1959.  
LAURENT BARRÉ,  
49951 Minister of Agriculture.

### Département de l'Instruction Publique

N° 121-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Fabreville, dans le comté de Laval, les lots 262, 278, la partie nord du lot 288 limitée à la ligne sud du lot 279, les lots 289, 291 et 292, tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Rose, même comté.

Québec, le 17 février 1959.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
49936-8-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1143-56.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette, le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Félix-de-Valois, même comté.

Québec, le 16 février 1959.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
49937-8-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 435-55.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Sorel, dans le comté de Richelieu, les lots 195 à 313 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel, pour les annexer à la municipalité scolaire de la cité de Sorel, dans le même comté.

Québec, le 18 février 1959.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
49964-9-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

### Department of Education

No. 121-59.

Application is made to detach from the School Municipality of Fabreville, in the county of Laval, lots 262, 278, the northerly part of lot 288 bounded by the southerly line of lot 279, lots 289, 291 and 292, all of the official cadaster of the parish of Ste. Rose, in order to annex them to the School Municipality of the town of Ste. Rose, same county.

Québec, February 17, 1959.  
O. J. DÉSAULNIERS,  
49936-8-2 Superintendent of Education.

No. 1143-56.

Application is made to annex to the School Municipality of St. Félix-de-Valois, in the county of Joliette, the present territory of the School Municipality of the parish of St. Félix-de-Valois, same county.

Québec, February 16, 1959.  
O. J. DÉSAULNIERS,  
49937-8-2 Superintendent of Education.

No. 435-55.

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre-de-Sorel, in the county of Richelieu, lots 195 to 313 inclusively, of the official cadaster for the parish of St-Pierre-de-Sorel, to annex them to the school municipality of the city of Sorel, in the same county.

Québec, February 18, 1959.  
O. J. DÉSAULNIERS,  
49964-9-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forest

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (municipalité de ville de LaSalle), division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que les lots 970-10, 970-11, 971-8, 971-9, 971-10, 971-11 et une partie du lot 970-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 février 1959.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

49950-o

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, Quartier Nord (municipalité de cité de Sherbrooke) - Division d'enregistrement de Sherbrooke

Avis est par la présente donné que les lots 1-105 à 1-117, 1-166 à 1-321 sont annulés et le lot 1-118 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 février 1959.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

49950-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Lachine (municipality of town of LaSalle), registration division of Montreal

Notice is hereby given that lots 970-10, 970-11, 971-8, 971-9, 971-10, 971-11 and part of lot 970-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, February 9, 1959.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

49950-o

Official cadastre of the city of Sherbrooke, North Ward (Municipality of city of Sherbrooke), registration division of Sherbrooke

Notice is hereby given that lots 1-105 to 1-117, 1-166 to 1-321 are cancelled and lot 1-118 has been corrected in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, February 13, 1959.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

49950-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de Grande-Vallée, comté de Gaspé-Nord:

Route N° 6 — Tour de la Gaspésie:

Une section de 3,925 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 16 et 39; une section de 11,220 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 2 à 12, rang A, et 1 à 16 inclusivement, rang Ouest de la Rivière.

Dans la municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens, comté de Wolfe:

Route N° 34 — Trois-Rivières — Mégantic — Woburn:

Une section de 790 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 22 et 23.

Dans la municipalité du canton de Ditton, comté de Compton:

Chemin Emberton:

Une section de 1,360 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 669 et 670, rang X.

Dans la municipalité du canton de Weedon, comté de Wolfe:

Chemin de la Mine:

Une section de 230 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 16G; une section de 1,015 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 16G.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jacques-de-Leeds, comté de Mégantic:

Rang Broughton:

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease hereafter to maintain sections of roads hereinafter described because they have become useless for traffic purposes:

In the municipality of Grande-Vallée, county of Gaspé-North:

Route No. 6 — Tour of the Gaspesian Peninsula:

A section of 3,925 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 16 and 39; a section of 11,220 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 2 to 12, range A, and 1 to 16 inclusively, range West of the River.

In the municipality of the parish of Saints Martyrs-Canadiens, county of Wolfe:

Route No. 34 — Trois-Rivières — Mégantic — Woburn:

A section of 790 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 22 and 23.

In the municipality of the township of Ditton, county of Compton:

Emberton Road:

A section of 1,360 feet, west of the new road, on or facing lots Nos. 669 and 670, range X.

In the municipality of the township of Weedon, county of Wolfe:

Mine Road:

A section of 230 feet, west of the new road, on or facing lot No. 16G; a section of 1,015 feet, south of the new road, on or facing lot No. 16G.

In the municipality of the parish of St. Jacques-de-Leeds, county of Mégantic:

Broughton Range:

Une section de 500 pieds, à l'est du nouveau rang, sur ou vis-à-vis le lot N° 9A.

**Chemin Craig:**

Une section de 610 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 19A et P. 19B.

Dans la municipalité de St-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic:

**Route Boutelle:**

Une section de 230 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 294 et 295; une section de 570 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 294, 295 et 297.

**Route Hamilton:**

Une section de 5,050 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 702 et 204 à 211 inclusivement; une section de 5,160 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 218 à 224 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Sylvestre, comté de Lotbinière:

**Chemin Ste-Marie Ouest:**

Une section de 3,175 pieds, au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 421, 422 et 423; une section de 1,065 pieds, au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 420 et 422.

Québec, le 16 février 1959.

Le Ministre de la Voirie,

49972-o

ANTONIO TALBOT.

A section of 500 feet, east of the new range, on or facing lot No. 9A.

**Craig Road:**

A section of 610 feet, west of the new road, on or facing lots Nos P. 19A and P. 19B.

In the municipality of St. Jean-de-Brébeuf, county of Megantic:

**Boutelle Road:**

A section of 230 feet, east of the new road, on or facing lots Nos. 294 and 295; a section of 570 feet, northwest of the new road, on or facing lots Nos. 294, 295 and 297.

**Hamilton Road:**

A section of 5,050 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 702 and 204 to 211 inclusively; a section of 5,160 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 218 to 224 inclusively.

In the municipality of the parish of St. Sylvestre, county of Lotbinière:

**Ste. Marie Road West:**

A section of 3,175 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 421, 422 and 423; a section of 1,065 feet, southwest of the new road, on or facing lots Nos. 420 and 422.

Québec, February 16, 1959.

ANTONIO TALBOT,

49972

Minister of Roads.

## Liquidation — Avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de St-Joseph de Lepage", tenue à Saint-Joseph-de-Lepage, comté de Rimouski, le 15 septembre 1958, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. C.-E. Chartier, Josaphat Dumais et Rosario Roussel ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre novembre 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

49956-o

JEAN BRUCHÉSI.

## Winding up Notices

Notice is hereby given that at a special-general meeting of the shareholders of "La Caisse Populaire de St-Joseph de Lepage", held at Saint-Joseph-de-Lepage, county of Rimouski, on September 15, 1958, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, and the Winding-up Act, and that Messrs. C.-E. Chartier, Josaphat Dumais and Rosario Roussel have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, November fourth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

49956

Under Secretary of the Province.

## Ministère des Finances Assurances

### AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "The Monarch Insurance Company of Ohio", dont le siège social est situé à Cincinnati, Ohio, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de "Pearl Assurance Company Limited", dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1958;

Attendu que "The Monarch Insurance Company of Ohio" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

## Department of Finance Insurance

### NOTICE OF CANCELLED OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "The Monarch Insurance Company of Ohio" whose head office is situate in Cincinnati, Ohio, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Pearl Insurance Company Limited" whose head office is situate in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies' on the 31st of December 1958;

Whereas "The Monarch Insurance Company of Ohio" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;



## Sièges sociaux

## Head Offices

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Garden Park Corp.", constituée en corporation par lettres patentes, le 12e jour de septembre 1958, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, Québec, a établi son bureau au numéro 1280 avenue Raimbault.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13e jour de février 1959.

49953

Le Président,  
M. MILLER.

Avis est donné que la compagnie "Metropole Paper Box Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 juin 1957, a changé son siège social et l'a établi au numéro 5605 de l'avenue Darlington, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, cette nouvelle adresse est considérée par la compagnie comme étant celle de son bureau principal et de son siège social.

Donné à Montréal, ce 12 février 1959.

49954-o

Le Secrétaire,  
MARCEL COUSINEAU.

Avis est donné que "Arctic Anglers Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 5 novembre 1958 et enregistrées le 20 novembre 1958, a établi son siège social à Fort Chimo.

Daté à Fort Chimo, ce 13ième jour de février, 1959.

49955-o

Le Président,  
B. M. MAY.

Dans l'affaire de: IRMA SECURITIES LIMITED

## Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Irma Securities Limited" constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 28e jour de novembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1610 ouest, rue Sherbrooke, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 19e jour de février 1959.

49957

Le Secrétaire,  
Mlle LUCILLE DEMERS.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Val des Sables Ltée", constituée en corporation par lettres patentes, le 19 juin 1958 a établi son bureau et siège social à St-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Joseph-du-Lac, ce 2 juillet 1958.

VAL DES SABLES LTÉE,  
Par la Présidente,  
49969-o MARIE-ANGE VEILLET-PAQUIN.

Notice is hereby given that "Garden Park Corp.", incorporated by letters patent on the 12th day of September, 1958 and having its head office in the city and district of Montreal, Quebec, has established its office at number 1280 Raimbault Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 13th day of February, 1959.

49953-o

M. MILLER,  
President.

Notice is hereby given that "Metropole Paper Box Inc.", incorporated by letters patent on the 15th day of June, 1957, has changed its head office and has established it at 5605 Darlington Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, this new address shall be considered by the company to be its head office.

Dated at the city of Montreal, this 12th day of February, 1959.

49954-o

MARCEL COUSINEAU,  
Secretary.

Notice is hereby given that "Arctic Anglers Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on November 5th, 1958 and registered on November 20th, 1958, has established its head office at Fort Chimo, Province of Quebec.

Dated at Fort Chimo, this 13th day of February, 1959.

49955-o

B. M. MAY,  
President.

In the matter of: IRMA SECURITIES LIMITED

## Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Irma Securities Limited" incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 28th day of November, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1610 Sherbrooke Street, West, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 19th day of February, 1959.

49957-o

MISS LUCILLE DEMERS,  
Secretary.

Notice is hereby given that "Val des Sables Ltée", company incorporated by letters patent bearing the date of June 19th, 1958, has established its office at St. Joseph du Lac, district of Terrebonne, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Joseph du Lac, this 2nd day of July, 1958.

VAL DES SABLES LTÉE,  
Per: MARIE-ANGE VEILLET-PAQUIN,  
49969-o President.

Dans l'affaire de:  
HERMMS INVESTMENTS LTD.

In the matter of:  
HERMMS INVESTMENTS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hermms Investments Ltd." constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 29e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 4119 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, province de Québec.

Notice is hereby given that "Hermms Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 29th day of December 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 4119 Sherbrooke Street West, Montreal, Province of Quebec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté en la cité de Montréal, ce 29e jour de décembre 1958.

Dated at the city of Montreal, this 29th day of December, 1958.

(Seau) Le Président,  
MICHAEL ARONOVITCH.

(Seal) MICHAEL ARONOVITCH,  
President.

530 SHERBROOKE EST LIMITÉE

530 SHERBROOKE EST LIMITÉE

Avis est donné que "530 Sherbrooke Est Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 17 octobre 1958 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 530 est, rue Sherbrooke, dans ladite cité.

Notice is hereby given that "530 Sherbrooke Est Limitée", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the seventeenth day of October, 1958 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 530 east, Sherbrooke Street in the said city.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 24 février 1959.

Dated at Montreal, this 24th day of February, 1959.

49982-0 Le Président,  
LOUIS GÉLINAS.

49982-0 LOUIS GÉLINAS,  
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES  
POUR LA MUNICIPALITÉ DE CHÂTEAUGUAY  
(Comté de Châteauguay)

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR  
THE MUNICIPALITY OF CHÂTEAUGUAY  
(County of Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Findlay M. MacDonald, secrétaire-trésorier, 25 rue Abbotsford, Châteauguay Bassin, (Châteauguay) jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 16 mars 1959 pour l'achat de \$340,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la Municipalité de Châteauguay datées du 1er février 1959 et remboursables par séries du 1er février 1960 au 1er février 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Findlay M. MacDonald, Secretary-Treasurer, 25 Abbotsford Street, Châteauguay Basin, (Châteauguay), until 8.00 o'clock p.m., Monday, March 16th, 1959, for the purchase of an issue of \$340,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Châteauguay, dated February 1st, 1959 and redeemable serially from February 1st, 1960 to February 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt datée du 15 décembre 1958 — Construction d'une école intermédiaire de quatorze classes.

Loan resolution dated December 15th, 1958 — Construction of an intermediate fourteen classroom school.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$340,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1960	x \$15,000.00
1er février 1961	x 24,000.00
1er février 1962	x 33,000.00
1er février 1963	x 42,500.00

Table of redemption — \$340,000.00 — 20 years

Year	Capital
February 1st, 1960	x \$15,000.00
February 1st, 1961	x 24,000.00
February 1st, 1962	x 33,000.00
February 1st, 1963	x 42,500.00

1er février 1964	x 52,500.00
1er février 1965	8,000.00
1er février 1966	8,000.00
1er février 1967	8,500.00
1er février 1968	9,000.00
1er février 1969	9,500.00
1er février 1970	10,000.00
1er février 1971	10,500.00
1er février 1972	11,500.00
1er février 1973	12,000.00
1er février 1974	12,500.00
1er février 1975	13,000.00
1er février 1976	14,000.00
1er février 1977	14,500.00
1er février 1978	15,500.00
1er février 1979	16,500.00

February 1st, 1964	x 52,500.00
February 1st, 1965	8,000.00
February 1st, 1966	8,000.00
February 1st, 1967	8,500.00
February 1st, 1968	9,000.00
February 1st, 1969	9,500.00
February 1st, 1970	10,000.00
February 1st, 1971	10,500.00
February 1st, 1972	11,500.00
February 1st, 1973	12,000.00
February 1st, 1974	12,500.00
February 1st, 1975	13,000.00
February 1st, 1976	14,000.00
February 1st, 1977	14,500.00
February 1st, 1978	15,500.00
February 1st, 1979	16,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$157,500.00 accordé par le secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$15,750.00, \$23,625.00, \$31,500.00, \$39,375.00 et \$47,250.00 de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des termes ci-dessus. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles Protestantes qui sera tenu lundi, 16 mars 1959 à 8.00 heures p.m., au bureau du Secrétaire-trésorier, 25 rue Abbotsford, Châteauguay Bassin.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay Bassin (Comté de Châteauguay), ce 23e jour de février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
FINDLAY M. MacDONALD.

Adresse postale: B.P. 14.

Châteauguay Bassin, (Châteauguay), P.Q.  
Téléphone: OXford 2-6661. 49975

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$157,500.00 granted by the Provincial Secretary, and payable in five instalments of \$15,750.00, \$23,625.00, \$31,500.00, \$39,375.00 and \$47,250.00, from 1960 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds or for fifteen-year short-term bonds. However, the tenders shall be for one only of the above terms. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before February 1st, 1966 inclusively if issued at ten-year short-term, before February 1st, 1967 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before February 1st, 1969 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners to be held on Monday, March 16th, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 25 Abbotsford Street, Châteauguay Basin.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay Basin, (County of Châteauguay), this 23rd of February, 1959.

FINDLAY M. MacDONALD,  
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 14,

Châteauguay Basin, (Châteauguay), P.Q.  
Telephone: OXford 2-6661. 49975-0

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-JEAN (Comté de St-Jean)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST. JOHNS (County of St. Johns)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roland Guay, secrétaire-trésorier, 185 rue Mercier, St-Jean, comté de St-Jean, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 16 mars 1959, pour l'achat de \$234,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jean, comté de St-Jean, datées du 15 septembre 1958 et remboursables par séries du 15 septembre 1960 au 15 septembre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux de 4% par année, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Guay, Secretary-Treasurer, 185 Mercier Street, St. Johns, county of St. Johns, until 8.00 o'clock p.m., Monday, March 16, 1959, for the purchase of \$234,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the city of St. Johns, county of St. Johns, dated September 15, 1958 and redeemable serially from September 15, 1960 to September 15, 1963, inclusively, at a rate of 4%, per annum, payable semi-annually, on March 15th and September 15th of each year.

Solde de \$234,500.00 à vendre sur une émission de \$925,000.00 émises pour la construction d'une école supérieure pour garçons, en vertu d'une résolution en date du 22 mai 1958, telle que modifiée.

Balance of \$234,500.00 to be sold of an issue of \$925,000.00 issued for the erection of a boys' school for higher studies, in accordance with a resolution dated May 22, 1958, as amended.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 15 avril 1959.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 15, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$234,500.00 — 4 ans

Année	Capital
15 septembre 1960.....	\$53,000.00
15 septembre 1961.....	61,000.00
15 septembre 1962.....	63,000.00
15 septembre 1963.....	57,500.00

Table of redemption — \$234,500.00 — 4 years

Year	Capital
September 15, 1960.....	\$53,000.00
September 15, 1961.....	61,000.00
September 15, 1962.....	63,000.00
September 15, 1963.....	57,500.00

La commission scolaire recevra un octroi de \$58,625.00 par année pour chacune des échéances de 1960 à 1963 inclusivement. L'octroi en question est applicable aux échéances originales de \$56,000.00 en 1959, \$59,000.00 en 1960, \$62,000.00 en 1961, et de \$65,000.00 en 1962, sur lesquelles il reste à vendre les soldes indiqués dans cet avis.

The school commission will receive a grant in the amount of \$58,625.00 per year for each one of the maturities from 1960 to 1963 inclusive. The grant in question is applicable to the original maturities of \$56,000.00 in 1959, \$59,000.00 in 1960, \$62,000.00 in 1961, and \$65,000.00 in 1962, of which there remains to be sold the balance indicated in this notice.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Johns.

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte à Montréal, à Québec, à St-Jean et à Toronto.

Capital and interest are payable at a chartered bank in Montreal, Quebec, St. Johns and Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issued and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 16 mars 1959, à 8.00 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, 185 rue Mercier, St-Jean, comté de St-Jean.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, March 16, 1959, at 8.00 o'clock p.m. at the office of the Secretary-Treasurer 185 Mercier Street, St. Johns, county of St. Johns.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 24 février 1959.

St. Johns, (County of St. Johns), this February 24, 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
ROLAND GUAY.

ROLAND GUAY,  
Secretary-Treasurer.

185, rue Mercier,  
St-Jean, (St-Jean), P.Q.  
Téléphone: Fidélité 6-6198. 49976-o

185 Mercier Street,  
St. Johns, (St. Johns), P.Q.  
Telephone: Fidelity 6-6198. 49976

## Province de Québec

VILLE DE ST-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE  
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Thériault, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 4,230 rue Jarry Est, St-Léonard-de-Port-Maurice, ou jusqu'à 8.00 heures du soir, École St-Léonard-de-Port-Maurice, 4,435 rue Jarry Est, St-Léonard-de-Port-Maurice, mardi, le 17 mars 1959, pour l'achat de \$1,092,000.00 d'obligations de la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, datées du 1er avril 1959 et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 99 — \$532,000.00, travaux d'égouts, d'aqueduc, pavages et trottoirs; 101 — \$160,000.00, travaux d'aqueduc; 102 — \$40,000.00, travaux d'aqueduc, pavages et drainage; et 103 — \$360,000.00, travaux d'égouts, d'aqueduc, pavages et trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$1,092,000.00—20 ans

Année	Capital
1er avril 1960	\$30,000.00
1er avril 1961	32,000.00
1er avril 1962	34,000.00
1er avril 1963	34,500.00
1er avril 1964	36,500.00
1er avril 1965	38,000.00
1er avril 1966	40,500.00
1er avril 1967	42,500.00
1er avril 1968	44,500.00
1er avril 1969	46,500.00
1er avril 1970	49,500.00
1er avril 1971	51,500.00
1er avril 1972	53,000.00
1er avril 1973	57,000.00
1er avril 1974	59,500.00
1er avril-1975	62,500.00
1er avril 1976	65,000.00
1er avril 1977	69,500.00
1er avril 1978	72,500.00
1er avril 1979	173,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'auto-

## Province of Quebec

TOWN OF ST. LÉONARD-DE-PORT-MAURICE  
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Thériault, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 4,230 Jarry Street, East, St. Léonard-de-Port-Maurice, or until 8.00 o'clock p.m., St. Léonard-de-Port-Maurice School, 4,435 Jarry Street, East, St. Léonard-de-Port-Maurice, Tuesday, March 17, 1959, for the purchase of \$1,092,000.00 of bonds of the town of St. Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, dated April 1st, 1959 and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 99 — \$532,000.00, operations re: sewers, waterworks, pavings and sidewalks; 101 — \$160,000.00, waterworks; 102 — \$40,000.00, operations re: waterworks, pavings and drainage; and 103 — \$360,000.00, operations re: sewers, waterworks, pavings and sidewalks.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$1,092,000.00—20 years

Year	Capital
April 1st, 1960	\$30,000.00
April 1st, 1961	32,000.00
April 1st, 1962	34,000.00
April 1st, 1963	34,500.00
April 1st, 1964	36,500.00
April 1st, 1965	38,000.00
April 1st, 1966	40,500.00
April 1st, 1967	42,500.00
April 1st, 1968	44,500.00
April 1st, 1969	46,500.00
April 1st, 1970	49,500.00
April 1st, 1971	51,500.00
April 1st, 1972	53,000.00
April 1st, 1973	57,000.00
April 1st, 1974	59,500.00
April 1st, 1975	62,500.00
April 1st, 1976	65,000.00
April 1st, 1977	69,500.00
April 1st, 1978	72,500.00
April 1st, 1979	173,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, inclusively; after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212,

rité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 17 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle de l'École St-Léonard-de-Port-Maurice, 4,435 rue Jarry Est, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (Comté de Laval), ce 24 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
GEORGES THÉRIAULT.

Adresse postale: 4,230 rue Jarry Est,  
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Laval), P.Q.  
Téléphone: RAYmond 9-1851. 49977-0

Province de Québec

VILLE DE BOUCHERVILLE  
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Dumais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 20, avenue Pierre Boucher, Boucherville, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 16 mars 1959, pour l'achat de \$239,500.00 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er avril 1959 et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt numéros 217 — \$20,000.00, travaux d'égouts; 220 — \$50,000.00, pavages et trottoirs; 222 — \$15,000.00, pavages et trottoirs; 223 — \$20,000.00, travaux d'aqueduc; 224 — \$29,000.00, travaux d'égouts; 225 — \$50,000.00, pavages et trottoirs; 227 — \$6,000.00, pavages et trottoirs; 229 — \$25,000.00, travaux d'aqueduc; 230 — \$7,500.00, pavages et trottoirs; 233 — \$3,500.00, travaux d'aqueduc; et 243 — \$13,500.00, travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant: —

Tableau d'amortissement — \$239,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1960	\$ 7,000.00
1er avril 1961	7,000.00
1er avril 1962	8,000.00
1er avril 1963	8,500.00
1er avril 1964	9,000.00
1er avril 1965	9,000.00
1er avril 1966	9,500.00
1er avril 1967	10,000.00
1er avril 1968	10,500.00
1er avril 1969	11,000.00
1er avril 1970	12,000.00
1er avril 1971	12,000.00

Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 17, 1959, at 8.00 o'clock p.m., in the Hall of the School of St. Léonard-de-Port-Maurice, 4,435 Jarry Street, East, St. Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Léonard-de-Port-Maurice, (County of Laval), this February 24, 1959.

-GEORGES THÉRIAULT,  
Secretary-Treasurer.

Post office address: 4,230 Jarry Street, East,  
St. Léonard-de-Port-Maurice, (Laval), P.Q.  
Telephone: RAYmond 9-1851. 49977

Province of Quebec

TOWN OF BOUCHERVILLE  
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Dumais, Secretary-Treasurer, Town Hall, 20 Pierre Boucher Avenue, Boucherville, county Chambly, until 8.00 o'clock p.m. Monday, March 16, 1959, for the purchase of an issue of \$239,500.00 bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated April 1st, 1959, and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law numbers 217 — \$20,000.00, work on sewers; 220 — \$50,000.00, pavements and sidewalks; 222 — \$15,000.00, pavements and sidewalks; 223 — \$20,000.00, work on aqueduct; 224 — \$29,000.00, work on sewers; 225 — \$50,000.00, pavements and sidewalks; 227 — \$6,000.00, pavements and sidewalks; 229 — \$25,000.00, work on aqueduct; 230 — \$7,500.00, pavements and sidewalks; 233 — \$3,500.00, work on aqueduct; and 243 — \$13,500.00, work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$239,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1960	\$ 7,000.00
April 1st, 1961	7,000.00
April 1st, 1962	8,000.00
April 1st, 1963	8,500.00
April 1st, 1964	9,000.00
April 1st, 1965	9,000.00
April 1st, 1966	9,500.00
April 1st, 1967	10,000.00
April 1st, 1968	10,500.00
April 1st, 1969	11,000.00
April 1st, 1970	12,000.00
April 1st, 1971	12,000.00

1er avril 1972.....	12,500.00
1er avril 1973.....	14,000.00
1er avril 1974.....	15,000.00
1er avril 1975.....	15,500.00
1er avril 1976.....	16,000.00
1er avril 1977.....	17,000.00
1er avril 1978.....	17,500.00
1er avril 1979.....	18,500.00

April 1st, 1972.....	12,500.00
April 1st, 1973.....	14,000.00
April 1st, 1974.....	15,000.00
April 1st, 1975.....	15,500.00
April 1st, 1976.....	16,000.00
April 1st, 1977.....	17,000.00
April 1st, 1978.....	17,500.00
April 1st, 1979.....	18,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 20 avenue Pierre Boucher, Boucherville, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville, (Comté de Chambly), ce 24 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
HENRI DUMAIS.

Hôtel de Ville, 20 avenue Pierre Boucher,  
Boucherville, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: OLYMPIA 5-1258. 49978

Province de Québec

VILLE DE MELOCHEVILLE  
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Robert McKenzie, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Melocheville, comté de Beauharnois, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 17 mars 1959, pour l'achat de \$120,000.00 d'obligations du village de Melocheville, comté de Beauharnois, datées du 1er février 1959 et remboursables par séries du 1er février 1960 au 1er février 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, March 16, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 20 Pierre Boucher Avenue, Boucherville, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), February 24, 1959.

HENRI DUMAIS,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 20 Pierre Boucher Avenue,  
Boucherville, (Chambly), P.Q.  
Telephone: OLYMPIA 5-1258. 49978-0

Province of Quebec

VILLAGE OF MELOCHEVILLE  
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Robert McKenzie, Secretary-Treasurer, Town Hall, Melocheville, county of Beauharnois, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, March 17, 1959, for the purchase of an issue of \$120,000.00 of bonds for the village of Melocheville, county of Beauharnois, dated February 1st, 1959, and redeemable serially from February 1st, 1960, to February 1st 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for

être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 72, tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts, et consolidation de dettes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$120,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1960.....	\$3,000.00
1er février 1961.....	3,500.00
1er février 1962.....	3,500.00
1er février 1963.....	4,000.00
1er février 1964.....	4,000.00
1er février 1965.....	4,500.00
1er février 1966.....	4,500.00
1er février 1967.....	5,000.00
1er février 1968.....	5,000.00
1er février 1969.....	5,500.00
1er février 1970.....	6,000.00
1er février 1971.....	6,000.00
1er février 1972.....	6,500.00
1er février 1973.....	7,000.00
1er février 1974.....	7,500.00
1er février 1975.....	8,000.00
1er février 1976.....	8,500.00
1er février 1977.....	8,500.00
1er février 1978.....	9,500.00
1er février 1979.....	10,000.00

the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 72, as amended — work on aqueduct and sewers, and consolidation of debts.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$120,000.00 — 20 years

Year	Capital
February 1st, 1960.....	\$3,000.00
February 1st, 1961.....	3,500.00
February 1st, 1962.....	3,500.00
February 1st, 1963.....	4,000.00
February 1st, 1964.....	4,000.00
February 1st, 1965.....	4,500.00
February 1st, 1966.....	4,500.00
February 1st, 1967.....	5,000.00
February 1st, 1968.....	5,000.00
February 1st, 1969.....	5,500.00
February 1st, 1970.....	6,000.00
February 1st, 1971.....	6,000.00
February 1st, 1972.....	6,500.00
February 1st, 1973.....	7,000.00
February 1st, 1974.....	7,500.00
February 1st, 1975.....	8,000.00
February 1st, 1976.....	8,500.00
February 1st, 1977.....	8,500.00
February 1st, 1978.....	9,500.00
February 1st, 1979.....	10,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 17 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Melocheville, comté de Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Melocheville, (Comté de Beauharnois), ce 24 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
ROBERT McKENZIE.

Hôtel de Ville,  
Melocheville, (Beauharnois), P.Q.  
Téléphone: CORvette 8-5385. 49979-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 17, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Melocheville, county of Beauharnois.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Melocheville, (County of Beauharnois), February 24, 1959.

ROBERT McKENZIE,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall,  
Melocheville, (Beauharnois), P.Q.  
Telephone: CORvette 8-5385. 49979

## Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE L'ABORD-À-PLOUFFE  
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Lapointe, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7h.30 du soir, à 295, 87ème avenue, L'Abord-à-Plouffe, ou jusqu'à 8.00 heures du soir, à l'école St-Édouard, 3,733, 2ème rue, L'Abord-à-Plouffe, mercredi, le 18 mars 1959, pour l'achat de \$550,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er mars 1959 et remboursables par séries du 1er mars 1960 au 1er mars 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 juillet 1958, telle que modifiée — construction d'une école secondaire de dix-huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$550,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1960	x\$54,500.00
1er mars 1961	x 57,500.00
1er mars 1962	x 60,000.00
1er mars 1963	x 63,000.00
1er mars 1964	x 66,500.00
1er mars 1965	11,500.00
1er mars 1966	12,000.00
1er mars 1967	12,500.00
1er mars 1968	13,500.00
1er mars 1969	14,000.00
1er mars 1970	14,500.00
1er mars 1971	15,500.00
1er mars 1972	16,000.00
1er mars 1973	17,000.00
1er mars 1974	18,000.00
1er mars 1975	19,000.00
1er mars 1976	19,500.00
1er mars 1977	20,500.00
1er mars 1978	22,000.00
1er mars 1979	23,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$290,250.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$58,050.00 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les commissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Abord-à-Plouffe, angle des boulevards Lévesque et Labelle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

## Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF L'ABORD-À-PLOUFFE  
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. at 295, 87th Avenue, L'Abord-à-Plouffe, or until 8.00 o'clock p.m. at the St-Edouard School, 3,733 2nd Street, L'Abord-à-Plouffe, Wednesday, March 18, 1959, for the purchase of an issue of \$550,000.00 of bonds for the School Commissioners of the municipality of L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated March 1st, 1959, and redeemable serially from March 1st, 1960 to March 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 22, 1958, as amended — construction of a secondary school of eighteen classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$550,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1960	x\$54,500.00
March 1st, 1961	x 57,500.00
March 1st, 1962	x 60,000.00
March 1st, 1963	x 63,000.00
March 1st, 1964	x 66,500.00
March 1st, 1965	11,500.00
March 1st, 1966	12,000.00
March 1st, 1967	12,500.00
March 1st, 1968	13,500.00
March 1st, 1969	14,000.00
March 1st, 1970	14,500.00
March 1st, 1971	15,500.00
March 1st, 1972	16,000.00
March 1st, 1973	17,000.00
March 1st, 1974	18,000.00
March 1st, 1975	19,000.00
March 1st, 1976	19,500.00
March 1st, 1977	20,500.00
March 1st, 1978	22,000.00
March 1st, 1979	23,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$290,250.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$58,050.00 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Abord-à-Plouffe, corner of Lévesque and Labelle Boulevard.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 18 mars 1959, à 8.00 heures du soir, en l'école St-Édouard, 3,733, 2ème rue, L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 25 février 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
L. LAPOINTE.

Adresse postale: 295, 87ème avenue,  
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.  
Téléphone: Résidence: MURRAY 1-4392.  
Bureau: MURRAY 1-5393. 49980-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, March 18, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the St-Édouard School, 3,733 2nd Street, L'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), February 25, 1959.

L. LAPOINTE,  
Secretary-Treasurer.

Postal address: 295, 87th Avenue,  
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.  
Telephone: Residence: MURRAY 1-4392.  
Office: MURRAY 1-5393. 49980

Vente d'effets non réclamés

Sale of Unclaimed Baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1958, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St. Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le QUATRE MARS 1959, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier 1959.  
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,  
Par le Gérant du service des Postes & Bagages,  
49699-4-6-o J. E. TWEEDY

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1958, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH FOURTH, 1959, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16th, 1959.  
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,  
per: J. E. TWEEDY,  
49689-4-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (en matière de faillite) N° 792-B. Dans l'affaire de la faillite de: Maurice Blackburn, faisant affaire seul sans la raison sociale de "Maurice Blackburn Eng", Boulevard Talbot, Laterrière, comté de Chicoutimi, Province de Québec, débiteur.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: MARDI, TRENTE-et-UN MARS, 1959 à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, comté de Chicoutimi, l'immeuble ci-après-décrié, savoir:

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (Sitting in bankruptcy) No. 792-B. In the matter of the bankruptcy of Maurice Blackburn, carrying on business alone under the style of "Maurice Blackburn Eng", Talbot Boulevard, Laterrière, county of Chicoutimi, P.Q., debtor.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: TUESDAY, MARCH, THIRTY-ONE, 1959, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction at the church door of the parish Notre-Dame de Laterrière, county of Chicoutimi, the immovable hereinafter described, to wit:

Item A: 1° Un terrain formant partie du lot numéro quatorze-A (Ptie 14-A) dans le rang six (6) au cadastre officiel du canton Laterrière, comté de Chicoutimi, mesurant cent cinquante pieds (150') du nord-est au sud ouest par cent cinquante pieds de profondeur (150') du nord-ouest au sud-est et est compris dans les bornes suivantes: en front, vers le nord-ouest par la Route Régionale, vers le sud-ouest par la propriété de M. Xavier Girard et des autres côtés, par le terrain de MM. Lorenzo Côté, Joseph Côté et Almas Côté, avec bâtisses et dépendances.

2° Un terrain ou emplacement de figure rectangulaire, faisant partie du lot quatorze-B (Ptie 14-B) du sixième rang du canton Laterrière, au cadastre officiel de ce canton, mesurant cent vingt-trois pieds (123') de largeur en mesurant sur le chemin public, sur une profondeur de deux cent quinze pieds (215'), borné au nord-ouest par le Boulevard Talbot, au sud-est par le terrain de M. Délium Girard, d'un côté au nord-est par le lot No. 14-A du même rang et canton et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du terrain de Louis-Philippe Girard, avec bâtisses et dépendances. (garage et résidence).

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église pouvant exister ainsi que des servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A, du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite-1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Sheriff.

Immédiatement après cette vente, les syndics vendront par encan, sur les lieux à la place d'affaires du débiteur (au garage), Blv. Talbot, Laterrière, les item suivants:

Item A: Fonds de commerce de pièces d'automobiles (en bloc) . . . . .	\$1,089.00
Item B: Ameublement de bureau, tel que, caisse enregistreuse, coffre-fort, filière, frigidaires à liqueurs, bureau chaufferette électrique etc. (en détail) . . . . .	1,530.00
Item C: Outillage, tel que, compresseur à air, fusil à peindre, "jacks assortis" chargeur à batteries, machine à graisser etc. (en détail) . . . . .	1,305.00
Item D: Camion Remorque équipé . . . . .	800.00
Item E: "Stock" de chars usagés ("scrap") (en bloc) . . . . .	500.00

Conditions de paiement: argent comptant.  
Québec, ce 21 février 1959.

Lse Syndics,  
R. E. LEFAIVRE & RENÉE LEFAIVRE,  
369-Est, rue Racine, Chicoutimi. 49971-9-2-o

Item A: 1. A lot of land forming part of lot number fourteen-A (Pt. 14-A) in range six (6) on the official cadaster of the Laterrière township, county of Chicoutimi, measuring one hundred and fifty feet (150') from northeast to southwest by one hundred and fifty feet in depth (150') from the northwest to the southeast and is comprised within the following boundaries: in front, on the northwest by the Regional route, on the southwest by the property of Mr. Xavier Girard and on the other sides, by the land of Messrs. Lorenzo Côté, Joseph Côté and Almas Côté, with buildings and dependencies.

2. A lot of land or emplacement of rectangular figure, forming part of lot fourteen-B (Pt. 14-B) of the sixth range of the Laterrière township, on the official cadaster of this township, measuring one hundred and twenty-three feet (123') in width by measuring along the public highway, along a depth of two hundred and fifteen feet (215'), bounded on the northwest by the Talbot Boulevard, on the southeast, by the land of Mr. Délium Girard, on one side on the northeast by lot No. 14-A of the same range and township and on the other side on the southwest by the residue of the land of Louis-Philippe Girard, with buildings and dependencies. (garage and residence).

This Item shall be put up for sale to the last and highest bidder with rents as a burden thereon, and the Church apportionments which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the office of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is the equivalent of a Sheriff sale.

Immediately after this sale, the trustees will sell by auction, on the premises at the place of business of the debtor (at the garage), Talbot Blvd., Laterrière, the following items:

Item A: Stock on hand of automobile spare parts (in block) . . . . .	\$1,089.00
Item B: Office furniture, such as cash register, safe, filing cabinet, soft-drink fridaire, desk, electric heater etc., (in detail) . . . . .	1,530.00
Item C: Equipment, such as air compressor, paint-gun, assorted jacks, battery chargers, greasing machines, etc. (in detail) . . . . .	1,305.00
Item D: Equipped towing truck . . . . .	800.00
Item E: "Stock" of used cars (Scrapped) (in block) . . . . .	500.00

Conditions of payment: Cash.  
Quebec, this 21st day of February, 1959.

R. E. LEFAIVRE & RENÉE LEFAIVRE,  
Trustees.  
369-East, Racine Street, Chicoutimi. 49971-9-2

Vente pour taxes

Canada — Province de Québec

CITÉ DE ROUYN

Avis public est par la présente donné par Roger Saint-Sauveur, secrétaire-trésorier de la cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'en-

Sale for Taxes

Canada — Province of Quebec

CITY OF ROUYN

Public notice is hereby given by Roger Saint-Sauveur, secretary-treasurer of the city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, that the properties herein after described will be sold by public auc-

chère publique, selon les dispositions de la Loi des Cités et Villes, au lieu ordinaire où le conseil municipal tient ses séances; soit la Salle de l'Hôtel de Ville de la cité de Rouyn, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1959, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales, scolaires, église et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

tion in the sitting room of the council of the said city of Rouyn, at the city of Rouyn, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH, 1959, at TWO o'clock in the afternoon for the payment of taxes and municipal dues, school, church and other taxes with interests as mentioned in the herein under statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the said sale.

Nom sur le rôle de perception Name on the assessment roll	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes église Church taxes	Frais Costs	Total
Morrisette, Marc.....	Une demi nord du lot 42, bloc 41 avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances — One half north of lot 42, block 41, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.....	1,079.03	1,183.59	1,779.69	100.00	4,142.31
Plecan, Walter, et/and Prozowska, J. ....	Partie ouest du lot 448, bloc 41, et partie ouest du lot 447, bloc 41 avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances — Western part of lot 448, block 41, and western part of lot 447, block 41, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances.....	570.79	374.43	.....	75.00	1,020.22
McLeod, J. D., et/and Alfier, Romano .....	Lot 78 bloc 8 (vacant) — Lot 78 bloc 8 (vacant) .....	279.26	61.99	.....	55.00	396.25
Day, Thomas Jos .....	Lot 501 bloc 8 (vacant) — Lot 501 bloc 8 (vacant) .....	16.77	13.99	.....	40.00	70.76
Nadon, Onésime .....	Lot 66 bloc 201 (vacant) — Lot 66 bloc 201 (vacant) .....	219.39	53.50	.....	50.00	322.89
Hatfield, J. Bradford ...	Lot 91, sub 146, bloc 201 (vacant) — Lot 91, sub 146, bloc 201 (vacant) .....	179.33	35.40	.....	50.00	264.73
Hatfield, J. Bradford ...	Lot 91, sub 147, bloc 201 (vacant) — Lot 91, sub 147, bloc 201 (vacant) .....	179.33	36.92	.....	50.00	266.25
Ducharme, Patrick, et/ou —and/or Vanasse, Sa- lem .....	Lot 93, sub 135, bloc 201 (vacant) — Lot 93, sub 135, bloc 201 (vacant) .....	222.12	67.37	.....	50.00	339.49
Grenier, Fernand .....	Partie du lot 95, sub 8 ouest, bloc 201, et partie ouest du lot 96, bloc 201 (vacant) — Part of lot 95, sub 8 west, block 201, and western part of lot 96, block 201 (vacant) .....	106.77	26.01	.....	45.00	177.78
Leury, Albert.....	Lot 67, bloc 125 (vacant) — Lot 67, bloc 125 (vacant) .....	212.67	138.64	.....	55.00	406.31
Giroux, Roméo .....	Lot 26, sub 13, du rang 6 nord, (vacant) — Lot 26, sub 13, range 6 north (vacant) .....	83.74	13.00	.....	40.00	136.74

Donné à Rouyn, ce neuvième jour de février 1959.

Given at Rouyn, this ninth day of February 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
49915-8-2-o ROGER SAINT-SAUVEUR.

ROGER SAINT-SAUVEUR,  
49915-8-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris  
District d'Arthabaska

Fieri Facias de Bonis et de Terris  
District of Arthabaska

Cour Supérieure, { BANQUE CANADIENNE  
N° 13648. { NATIONALE, corps so-  
cial et politique ayant un siège  
d'affaires à Victoriaville, P.Q., demanderesse, vs  
LUCIEN MAILLETTE, commerçant domicilié  
à 15, 2è Avenue St-Charles, Drummondville,  
P.Q., défendeur.

Superior Court, { CANADIAN NATIONAL  
No. 13648. { BANK, a body social  
and politic having its head  
office at Victoriaville, P.Q., plaintiff, vs LUCIEN  
MAILLETTE, tradesman, domiciled at 15, 2nd  
Avenue St-Charles, Drummondville, P.Q., de-  
fendant.

"Un terrain mesurant soixante-douze pieds de front mesure anglaise, plus ou moins, sur une profondeur de cent dix pieds, connu et désigné aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre d'Enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant une partie du lot numéro deux (P. 2) et compris dans les limites suivantes, en front au sud-ouest une rue, en profondeur au nord-est Exéus Lampron, d'un côté au nord-ouest, Dame Edgar Côté et de l'autre côté au sud-est, Pierre Therrien ou représentants; avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Charles Borromée de la ville de Drummondville, le DOUZIÈME jour de MARS 1959 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,  
Arthabaska, ce 4 février 1959. 49844-6-2-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { LÉONIDAS DUSSAULT,  
N° 13627. { rentier d'Asbestos, dis-  
trict of St-François et d'Ar-  
thabaska, demandeur, vs HENRI-LOUIS DION,  
domicilié à Danville et hôtelier d'Asbestos, dis-  
trict de St-François et d'Arthabaska, défendeur.

"1. Un morceau de terrain faisant partie du lot cadastral N° vingt "b" du troisième rang de Shipton, mesurant mille dix-sept pieds (1017') dans la ligne sud-est entre les lots 20B et 19F et mesurant sept cent quatre-vingt-dix pieds (790') dans la ligne nord-ouest entre ledit lot 20B et le lot 21B;

2. Un certain morceau de terrain faisant partie du lot cadastral N° vingt "A" (Ptie 20A) du troisième rang de Shipton, mesurant trente-six pieds de largeur et s'étendant l'égalé largeur à partir de la route nouvelle No. 5 jusqu'au lot 20B du troisième rang de Shipton;

3. Toute cette partie du lot N° dix-neuf "F" dans le troisième rang du canton de Shipton se trouvant au nord du nouveau chemin public N° 5, borné comme suit: en front au sud par le nouveau chemin public No. 5, d'un côté au nord par les lots Nos. 20A et 20B, et de l'autre côté à l'est par le lot N° dix-neuf "E", contenant sept acres et cinquante-septièmes d'acre, plus ou moins. Tel que le tout est actuellement avec les bâtisses dessus construites. Sujets aux servitudes légalement établies.

Sauf à distraire dudit lot numéro vingt "B" les parties vendues à W. S. Hamilton et décrites au long dans les ventes enregistrées à Richmond, Nos. 49511 et 57854."

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne de Danville, le TREIZIÈME jour de MARS 1959 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,  
Arthabaska, ce 4 février 1959. 49848-6-2-0

### GASPÉ

*Fieri Facias de Terris et de Bonis*

Cour de Magistrat, { GÉRARD AUTOMO-  
Ste-Anne des Monts, { BILES INC., corps  
N° 5693. { politique et incorporé,  
ayant sa principale place  
d'affaires au village de Gaspé, comté et district  
de Gaspé, demandeur; vs J.-B. COLLIN, jour-  
nalier, du village de Gaspé, comté et district de  
Gaspé, défendeur.

"A lot of land measuring seventy-two feet frontage, english measure, more or less, by a depth of one hundred ten and feet, known and designated in the official plan and in the book of reference of the registry cadaster of the county of Drummond, for the township of Wendover, as being part of lot number two (Pt. 2) and comprised within the following limits, in front on the southwest a street, in depth, on the northeast Exéus Lampron, on one side on the northwest, Dame Edgar Côté and on the other side on the southeast, Pierre Therrien or representatives, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Charles Borromée of the town of Drummondville, on the TWELFTH day of MARCH, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Arthabaska, this 4th day of  
February, 1959.

FÉLIX HOULE,  
Sheriff.  
49844-6-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Arthabaska

Superior Court, { LÉONIDAS DUSSAULT,  
No. 13627. { annuitant of Asbestos,  
district of St. Francis and  
Arthabaska, plaintiff, vs HENRI-LOUIS DION,  
domiciled at Danville and hotel-keeper at As-  
bestos, district of St. Francis and Arthabaska,  
defendant.

"1. A piece of land forming part of cadastral lot No. twenty "b", range three of Shipton, measuring one thousand and seventeen feet (1017') along its southeasterly line between lots 20B and 19F and measuring seven hundred and ninety feet (790') along its northwesterly line between the said lot 20B and lot 21B;

2. A certain piece of land forming part of cadastral lot No. twenty "A" (P. 20A) range three of Shipton, measuring thirty-six feet in width and extending in an equal width as from new Route No. 5 as far as lot 20B of range three of Shipton;

3. All that part of lot No. nineteen "F" in range three of the township of Shipton located north of the new public highway No. 5, bounded as follows: in front to the south, by the new public highway No. 5, on one side northerly by lots Nos. 20A and 20B, on the other side easterly by lot No. nineteen "E", containing seven acres and fifty sevenths of an acre, more or less. All of which as it actually stands with the buildings thereon erected. Subject to servitudes legally established.

Save and to be excluded from said lot number twenty "B" those parts sold to W. S. Hamilton and described at length in the registered sales at Richmond, Nos. 49511 and 57854."

To be sold at the door of the Church of Ste-Anne de Danville, the THIRTEENTH day of MARCH 1959 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Arthabaska, this February 4, 1959. 49848-6-2

### GASPÉ

*Fieri Facias de Terris et de Bonis*

Magistrate's Court, { GÉRARD AUTOMO-  
Ste-Anne des Monts, { BILES INC., a body  
No. 5693. { politic and incorporated,  
having its principal place  
of business in the village of Gaspé, county and  
district of Gaspé, plaintiff, vs J.-B. COLLIN,  
laborer, of the village of Gaspé, county and dis-  
trict of Gaspé, defendant.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain lopin de terre sis et situé au village de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Gaspé, comme étant partie du lot N° 11-25 du village de Gaspé, mesurant cinquante pieds (50) de largeur par soixante-quinze de profondeur (75) et borné comme suit: au nord, à l'est et à l'ouest par le résidu dudit lot propriété de l'Évêque Catholique Romain de Gaspé, au sud par une ruelle, avec maison genre "Bungalow", érigée sur ledit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église de Gaspé, MARDI, le DIXIÈME jour de MARS 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif, J. F. MEAGHER. 49850-6-2-0  
Percé, P. Q., le 3 février 1959.

The property for sale is the following:

"A certain strip of land lying and situated in the village of Gaspé, better known and designated on the official plan and in the book of reference of the village of Gaspé, as being part of lot No. 11-25 of the village of Gaspé, measuring fifty feet (50') in width by seventy-five in depth (75') and bounded as follows: on the north to the east and to the west, by the residue of the said lot property of the Roman Catholic Bishop of Gaspé, on the south, by a lane, with house "bungalow" style erected on the said lot.

To be sold at the church door of Gaspé, TUESDAY, the TENTH day of MARCH, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER, Sheriff. 49850-6-2  
Percé, P.Q. February 3, 1959.

**IBERVILLE**

Canada — Province de Québec  
District d'Iberville

Cour Supérieure, { DAME CÉDIA RIEN-  
N° 9052. { DEAU, domiciliée à  
Montréal, district de Mont-

réal, au N° 2120 rue Disraeli, épouse séparée de corps et de biens d'Armand Boyer, de St-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, par jugement de cette honorable Cour rendu le 25 juin 1958, demanderesse, vs ARMAND BOYER, cultivateur de St-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, défendeur, jugement maintenant l'action de la demanderesse, avec dépens, FRANK B. COMMON, WILBERT H. HOWARD, ELDRIDGE CATE, J. ANGUS OGILVY, J. LEIGH BISHOP, F. CAMPBELL COPE, JOHN G. PORTEOUS, et HAZEN HANSARD, tous des cité et district de Montréal, avocats et Conseils de la Reine, y exerçant leur profession comme tels en société sous les nom et raison sociale de COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE, PORTEOUS, et HANSARD, distrayants.

"Comme appartenant au défendeur:

Savoir: Une terre située dans la paroisse de St-Rémi, comté de Napierville, et composée de la manière suivante:

"Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-six (156) sur le plan et au livre de renvoi officielle de la paroisse de St-Rémi, borné, en front, vers le sud-est, par le ruisseau St-Pierre, en profondeur, vers le nord-ouest, par le chemin public, d'un côté au nord-est, par le numéro (155), et de l'autre côté, au sud-ouest, par le lot numéro 157, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant trois arpents, sept perches et neuf pieds de largeur par trente-trois arpents, sept perches et neuf pieds de profondeur, dans une ligne, et trente-cinq arpents de profondeur dans l'autre ligne, formant une superficie de 108 arpents, vingt-huit perches et quarante pieds, (108-28-40), dont il faut distraire cependant une superficie de dix-sept perches, mesure française, et originairement vendue par Louis Bonenfant à la Compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada, suivant vente enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Napierville, sous le numéro 16694;"

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville de St-Rémi, SAMEDI, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif, RICHARD MERCIER. 49847-6-2-0  
Saint-Jean, le 3 février, 1959.

**IBERVILLE**

Canada — Province of Quebec  
District of Iberville

Superior Court, { DAME CÉDIA RIEN-  
No. 9052. { DEAU, domiciled at  
Montreal, district of Mont-

real, at number 2120 Disraeli Street, wife separate as to bed and board of Armand Boyer, of St-Rémi, county of Napierville, district of Iberville, by judgment of this Honourable Court rendered on June 25, 1958, plaintiff, vs ARMAND BOYER, farmer, of St-Rémi, county of Napierville, district of Iberville, defendant, judgment maintaining the suit of the plaintiff, with costs, FRANK B. COMMON, WILBERT H. HOWARD, ELDRIDGE CATE, J. ANGUS OGILVY, J. LEIGH BISHOP, F. CAMPBELL COPE, JOHN G. PORTEOUS, and HAZEN HANSARD, all of the city and district of Montreal, advocates and Queen's Counsel, carrying on their profession as such in association under the style and name of COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE, PORTEOUS and HANSARD, distrayants,

"As belonging to the defendant:

To wit: A farm situated in the parish of St-Rémi, county of Napierville, and composed in the following manner,

"A lot of land known and designated under the number one hundred and fifty-six (156) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Rémi, bounded, in front, on the southeast, by the St-Pierre Brook, in depth, on the northwest, by the public road, on one side on the north-east, by number (155), and on the other side, on the southwest, by lot number 157, all on the same official plan and in the book of reference, measuring three arpents, seven rods and nine feet in width by thirty-three arpents, seven rods and nine feet in depth, in one line, and thirty-five arpents in depth in the other line, forming an area of 108 arpents, twenty-eight rods and forty feet, (108-28-40), from which must be withdrawn, however, an area of seventeen rods, French measure, and originally sold by Louis Bonenfant to the Grand Trunk Railway Company of Canada, according to deed of sale registered with the Registry Office of the county of Napierville, under number 16694;"

To be sold at the church door of the Town of St-Rémi, SATURDAY, the FOURTH day of APRIL, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, RICHARD MERCIER, Sheriff. 49847-6-2  
Saint-John's, February 3, 1959

## LABELLE

*Fieri Facias de Terris*  
District de Montréal

Cour Supérieure, No 454577, { **LUCIEN CATAPHARD**, notaire, de la cité de Verdun, district de Montréal, et **MARC ANDRÉ LAZURE**, notaire, de Saint-Rémi, district d'Iberville, demandeurs, vs **ERNEST MICKENHAGEN**, ingénieur, des cités et district de Montréal, défendeur.

"Un immeuble sis et situé en la paroisse de Saint-Jude de Bellerive dans le comté de Labelle, P.Q. et composé comme suit:

a) Trois terrains vacants ayant front sur la route Nationale dans la paroisse de St-Jude de Bellerive, dans le comté de Labelle, en cette Province, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Loranger, sous les numéros vingt-et-un, vingt-deux et dix-huit, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-cinq du rang trois (3) du canton Loranger (35-21, 22 et 18);

b) Un terrain vacant, ayant front sur le rang trois du canton Loranger dans la paroisse de Saint-Jude de Bellerive, dans le comté de Labelle, en cette province connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Loranger, sous le numéro vingt-cinq de la subdivision officielle de l'immeuble originaire numéro trente-six du rang trois (3) dudit-cadastre (36-25) mesurant en superficie cinq mille pieds carrés ou onze centièmes d'acres.

c) Un terrain de forme triangulaire, ayant front sur le rang trois du canton Loranger, en la paroisse de St-Jude de Bellerive dans le comté de Labelle, en cette province, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Loranger, comme faisant partie de l'immeuble numéro vingt-sept de la subdivision officielle de l'immeuble originaire numéro trente-cinq du rang trois (3) dudit cadastre (35 pt. 27) borné au nord et au nord-est par les immeubles numéros 35-15 à 35-25 inclusivement auxdits plan et livre de renvoi officiels du canton Loranger et à l'est, par la ligne de division des rangs deux et trois du canton Loranger et à l'ouest, par une autre partie dudit immeuble vingt-sept appartenant à Mlle Aurore Brault; mesurant cedit terrain présentement vendu cinq cent trente pieds (530') dans la ligne nord, huit cent soixante-dix pieds (870') dans la ligne de division desdits rang deux et trois du canton Loranger et six cent cinquante pieds (650') dans la ligne ouest et bornant une autre partie dudit immeuble appartenant à Mlle Aurore Brault, avec une superficie de deux cent treize mille deux cent cinquante pieds carrés (213,250') plus ou moins mesure anglaise. Le tout avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale St-Jude de Bellerive dans le district de Labelle, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Mont-Laurier,  
23 février 1959.

Le Shérif,  
**ADRIEN LAROSE.**

49974-9-2-0

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure, No 986, { **NELSON POIRIER**, de la Cité de Thetford-Mines, comté de Mégantic, dans

## LABELLE

*Fieri Facias de Terris*  
District of Montreal

Superior Court, No. 454577, { **LUCIEN CATAPHARD**, notary, of the city of Verdun, district of Montreal, and **MARC ANDRÉ LAZURE**, notary, of Saint-Rémi, district of Iberville, plaintiffs, vs **ERNEST MICKENHAGEN**, engineer, of the city and district of Montreal, defendant.

"An immoveable located and situated in the parish of Saint-Jude de Bellerive in the county of Labelle, P.Q., and composed as follows:

a) Three vacant lots of land having frontage on the National highway in the parish of St-Jude de Bellerive, in the county of Labelle, in this Province, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Loranger Township, under numbers twenty-one, twenty-two and eighteen, of the official subdivision of the original lot number thirty-five of range three (3) of the Loranger township (35-21, 22 and 18);

b) A vacant lot, having frontage on range three of the Loranger Township in the parish of Saint-Jude de Bellerive in the county of Labelle, in this Province known and designated on the official plan and in the book of reference of the Loranger Township under number twenty-five of the official subdivision of the original immoveable number thirty-six of range three (3) of the said cadaster (36-25) measuring in area five thousand square feet or eleven/one-hundredths acre.

c) A lot of triangular form, having frontage on range three of the Loranger township, in the parish of St-Jude de Bellerive in the county of Labelle, in this Province, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Loranger Township, as forming part of the immoveable number twenty-seven of the official subdivision of the original immoveable thirty-five of range three (3) of the said cadaster (35 pt. 27) bounded on the north and on the northeast by the immoveables 35-15 to 35-25 inclusively on the said official plan and in the book of reference of the Loranger Township and on the east, by the dividing line of ranges two and three of the Loranger Township and on the west, by another part of the said immoveable twenty-seven, belonging to Miss Aurore Brault; measuring this lot presently sold five hundred and thirty feet (530') in the north line, eight hundred and seventy feet (870') on the dividing line of the said ranges two and three of the Loranger Township and six hundred and fifty feet (650') in the west line and bounding another part of the said immoveable belonging to Miss Aurore Brault, with an area of two hundred and thirteen thousand two hundred and fifty square feet (213,250') more or less, English measure. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold in block at the parochial church door of St-Jude de Bellerive, in the district of Labelle on the TENTH day of APRIL, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Mount-Laurier,  
February 23, 1959.

**ADRIEN LAROSE,**  
Sheriff.

49974-9-2

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court, No. 986, { **NELSON POIRIER**, of the City of Thetford-Mines, county of Mégantic, in

le district de Mégantic, demandeur, contre CLÉMENT LECLERC, de la Cité de Thetford-Mines, Comté de Mégantic, dans le district de Mégantic, défendeur.

the district of Mégantic, plaintiff, against CLÉMENT LECLERC of the City of Thetford-Mines, county of Mégantic, in the district of Méganti, defendant.

(Désignation)

(Designation)

"Une bâtisse d'environ 14' x 16' pieds, plus ou moins, appartenant à Clément Leclerc et située sur une partie du lot non subdivisé numéro dix-sept-C du cinquième rang du canton de Thetford, ledit lot appartenant à Paul Payeur."

"A construction about 14' x 16' feet, more or less, which belong to Clement Leclerc and situated on a part of the lot non-subdivided number seventeen-C of the fifth range of the township of Thetford, the said lot which belong to Paul Payeur."

Pour être vendu à Robertsonville, le NEUVIÈME jour de MARS mil neuf cent cinquante-neuf à ONZE heures de l'avant-midi à la porte de l'église paroissiale.

To be sold at Robertsonville, the NINTH day of MARCH one thousand nine hundred and fifty-nine at ELEVEN hours of the o'clock in the forenoon at the door of the Parish's church.

Le Shérif,

Sheriff's Office,

Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.  
Thetford-Mines, le 30 janvier 1959. 49845-6-2-0

Thetford-Mines, January 30, 1959. 49845-6-2-0

MONTREAL

MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal  
Montréal, à savoir: { DAME MARJORIE E. GORDON, veuve de feu Thomas O'Neill, demanderesse; vs dame MARGARET O'NEILL et vir et al, défenderesses.

Superior Court — District of Montreal  
Montreal, to wit: { DAME MARJORIE E. GORDON, widow of the late Thomas O'Neill, plaintiff; vs dame MARGARET O'NEILL et vir et al, defendants.

Comme appartenant aux défenderesses, un quart indivis d'

As belonging to the defendants one undivided fourth of:

Un emplacement ayant front sur les Jardins Hampton, dans la ville de Pointe-Claire, en le comté de Jacques-Cartier, composé comme suit:

An emplacement fronting on Hampton Gardens, in the town of Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, composed as follows:

a) La plus grande partie de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-treize du lot originaire numéro quarante-huit (N° 48-pt 93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire; ladite partie dudit lot étant de forme irrégulière et mesurant trente-quatre pieds et quatre-vingt-cinq centièmes d'un pied (34.85') en largeur sur sa ligne courbe de front sud, et cent quatre pieds et trois dixièmes d'un pied (104.3') de profondeur sur sa ligne de côté sud-ouest et cent vingt-sept pieds (127') de largeur sur sa ligne d'arrière nord-ouest, mesure anglaise, et plus ou moins, et étant bornée en front vers le sud par la partie du lot N° 48-134 ci-dessous décrite, en arrière vers le nord-ouest par une autre petite partie dudit lot N° 48-93, laquelle petite partie mesure quarante pieds de profondeur verticale par toute la largeur dudit lot, d'un côté vers le sud-ouest par partie de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-douze dudit lot originaire numéro quarante-huit (N° 48-pt 92) et vers le sud-est par une étroite bande dudit lot N° 48-93, et contenant une superficie de 9096 pieds carrés.

a) The greater part of lot subdivision number ninety-three of the original lot number forty-eight (No 48-Pt 93) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire; said part of said lot being of irregular figure and measuring thirty-four feet and eighty-five one hundredths of a foot (34.85') in width in its curved southerly front line, and one hundred and four feet and three-tenths of a foot (104.3') in depth in its south-westerly side line and one hundred and twenty-seven feet (127') in width in its rear north-westerly line, English measure and more or less, and being bounded in front towards the south by the part of lot No. 48-134, hereunder described, in rear towards the north-west by another small part of said lot No. 48-93, which small part measures forty feet in vertical depth by all the width of the said lot, on one side towards the south-west by part of lot subdivision number ninety-two of said original lot number forty-eight (No. 48-Pt 92) and towards the south-east by a narrow strip of said lot No. 48-93, and containing an area of 9096 square feet.

b) Une petite partie de la subdivision du lot numéro cent trente-quatre du lot originaire quarante-huit (N° 48-pt 134) aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire; ladite partie dudit lot étant de forme irrégulière et mesurant vingt-huit pieds et neuf-dixièmes d'un pied (28.9') de largeur sur sa ligne courbe de front sud, trente-quatre pieds et quatre-vingt-cinq centième (34.85') de largeur sur sa ligne courbe d'arrière nord-est, par deux pieds et huit-dixièmes d'un pied (2.8') de profondeur sur sa ligne de côté sud-est, et neuf pieds et neuf-dixièmes d'un pied (9.9') de profondeur sur sa ligne de côté sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et étant bornée en front vers le sud par la partie dudit lot N° 48-134 étant les jardins Hampton, en arrière vers le nord-est par la partie dudit lot N° 48-93 ci-dessus décrite sur

b) A small part of lot subdivision number one hundred and thirty-four of the original lot number forty-eight (No. 48-Pt 134) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, said part of said lot being of irregular figure and measuring twenty-eight feet and nine tenths of a foot (28.9') in width in its curved southerly front line, thirty-four foot and eight-five one-hundredths of a foot (34.85') in width in its curved north-easterly rear line, by two feet and eight tenths of a foot (2.8') in depth in its south-easterly side line, and nine feet and nine tenths of a foot (9.9') in depth in its south westerly side line, English measure and more or less, and being bounded in front towards the south by the part of said lot No. 48-134 being Hampton Gardens, in rear towards the north-east by the part of said lot No. 48-93 hereinabove

un côté vers le sud-est par une autre petite partie dudit lot N° 48-134 et de l'autre côté vers le sud-ouest par une autre petite partie dudit lot N° 48-134.

Sujet à une servitude en faveur de la ville de Pointe-Claire sur une bande de cinq pieds (5') de profondeur en front dudit emplacement pour des fins municipales.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 25 desdits Jardins Hampton.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour de MARS 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.  
Montréal, 3 février 1959. 49826-6-2

described on one side towards the south-east by another small part of said lot No. 48-134, and on the other side towards the south-west by another small part of said lot No. 48-134.

Subject to a servitude in favour of the town of Pointe Claire over a five feet (5') strip in depth in front of said emplacement for municipal purposes.

With the building thereon erected bearing civic No. 25 of said Hampton Gardens.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MARCH, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &  
LAURENCELLE,  
Sheriff.

Sheriff's Office, Montreal, February 3rd, 1959. 49826-6-2-o

### QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { ALEXINA H. HALLÉ,  
N° 92,887. } commis de banque, cité

et district de Québec, et J. DENIS LABERGE, de l'Ange Gardien, comté de Montmorency, contre GEORGES DUCHESNEAU, militaire, 46 rue Deschêne, R. R. N° 2, Charlesbourg, Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le TREIZIÈME jour de FÉVRIER prochain, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi le VINGT-SEPT FÉVRIER prochain, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec. Les immeubles seront vendus "en bloc".

Le Député-Shérif,

Bureau du shérif, ALBERT F. RACETTE.  
Québec, 2 février 1959. 49823-6-2-o  
[Première insertion: 7 février 1959]  
[Deuxième insertion: 21 février 1959]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT  
N° 95,206. } AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, contre LUCIEN ROSSIGNOL, ci-devant domicilié à St-Féréol, comté de Montmorency, Qué., et aujourd'hui à Notre-Dame d'Issoudun, comté de Lotbinière, P.Q.

"Une terre étant les lots deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six (243, 244, 245, 246) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Féréol, comté de Montmorency. Avec maison, grange et dépendances.

"A distraire des deux sources vendues par les actes du 8 septembre 1906 enregistré numéro 9533 et du 22 juillet 1910 enregistré numéro 10901. Avec les droits de passage de tuyaux et autres droits accessoires pour l'utilisation de ces sources.

"Sujets à une servitude de poteaux et fils en faveur de Quebec Power Co. (Enrg.: 28240) et à la servitude en faveur de l'Hydro-Québec, sur une largeur de quatre cents pieds (400') suivant avis d'expropriation enregistré numéro 34236".

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Féréol, comté de Montmorency, le TRENTE et UNIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEL.  
Québec, le 24 février 1959. 49973-9-2-o  
[Première insertion: le 28 février 1959]  
[Deuxième insertion: le 21 mars 1959]

### QUÉBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { ALEXINA H. HALLÉ,  
No. 92,887. } bank clerk, city and

district of Quebec, and J. DENIS LABERGE, of l'Ange Gardien, county of Montmorency, against GEORGES DUCHESNEAU, military man, 46 Deschêne Street, R. R. No. 2, Charlesbourg, Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec.

Notice is hereby given that the sale of seize immoveables in the present case, which was to have taken place at the door of the parochial church of Charlesbourg, county of Quebec, on the THIRTEENTH day of FEBRUARY next, will take place at TEN o'clock in the forenoon of FEBRUARY TWENTY-SEVENTH next, at the parochial church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec. The Immoveables shall be sold "in block".

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Quebec, February 2, 1959. 49823-6-2  
[First insertion: February 7, 1959]  
[Second insertion: February 21, 1959]

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { QUEBEC FARM CRE-  
No. 95,206. } DIT BUREAU, a body

politic and incorporated, having its head office at Quebec, against LUCIEN ROSSIGNOL, heretofore domiciled at St-Féréol, county of Montmorency, Que., and today at Notre-Dame of Issoudun, county of Lotbinière, P.Q.

"A farm being lots two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and forty-six (243, 244, 245, 246) in the official cadaster for the parish of St-Féréol, county of Montmorency. With house, barn and dependencies.

"To be withdrawn the two springs sold by deed on September 8, 1906 registered number 9533 and on July 22, 1910, registered number 10901. With rights of way for pipes and other rights accessory for the utilisation of these springs.

"Subject to a servitude of posts and wires in favor of Quebec Power Co. (Regd.: 28240) and to the servitude in favor of the Hydro-Quebec, along a width of four hundred feet (400') according to the notice of expropriation registered number 34236".

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Féréol, county of Montmorency, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEL,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, February 24, 1959. 49973-9-2  
[First insertion: February 28, 1959]  
[Second insertion: March 21, 1959]

**ROUYN-NORANDA**

*Fieri Facias de Terris*  
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **ALEX SPARKS**, rentier,  
N° 5016. { domicilié à Bayfield,

{ Ontario, demandeur, vs J. SAM DROUIN, autrefois agent d'assurance, demeurant à Rouyn, Que., défendeur, et REX H. SMITH es qual. de Syndic pour la faillite du défendeur, J. SAM DROUIN, mis-en-cause, à savoir:

"Un immeuble ayant une superficie d'environ douze (12) acres, étant la partie sud d'un lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-neuf (29) du rang six (VI) nord, selon les plan et cadastre officiels du canton de Rouyn, P.Q.; borné au nord par la route Rouyn-Montréal, à l'est par le lot trente (30) au sud par le rang six sud (R. VI S.), à l'ouest par le lot vingt-huit (28) rang six nord (R. VI N.), mais y excluant cependant les subdivisions un et deux (1 et 2) d'une partie dudit immeuble, selon les plan et cadastre officiels de la partie subdivisée, déposés au bureau du Régistrateur, le 15 février 1950; le tout avec les bâtisses y-dessus érigées, s'il y en a, circonstances et dépendances."

A être vendu en bloc à la porte de l'église de la paroisse de l'Immaculée-Conception, à Rouyn, Qué., le DEUXIÈME jour d'AVRIL 1959, à DIX heures du matin.

Le Shérif,  
Palais de Justice, J. H. CHARBONNEAU.  
Rouyn, 30 janvier 1959. 49820-6-2-o  
[Première insertion: le 7 février 1959]

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-François

Cour Supérieure, { **LA COMMISSION DU**  
N° 3093. { **PRÊT AGRICOLE CA-**

{ **NADIEN**, incorporée par une loi fédérale, ayant son siège social en la cité d'Ottawa, et son bureau principal dans la province de Québec, dans la cité de Québec, demanderesse, requérante, vs **MEDERIC INKELL**, Paquetteville, comté de Compton, district de St-François, défendeur-intime.

"Les lots numéros trois-A et trois-B du rang onze, (Nos 3-A et 3-B, rg. 11) selon le cadastre officiel du canton Hereford, comté de Compton.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujets les susdits lots aux mines et droits de mines en faveur de J.-B. Gendreau, ou représentants, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Compton, le 6 mai 1908, sous le numéro 3922, et sujet ledit lot numéro trois-A (3-A), à une servitude plus ligne de transmission électrique en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, suivant acte enregistré au susdit bureau d'enregistrement, le 6 décembre 1956, sous le numéro 34,398."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Venant de Hereford, (Paquetteville), MERCREDI, le ONZIÈME jour de MARS 1959, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.  
Sherbrooke, le 29 janvier 1959. 49821-6-2-o  
[Première insertion: le 7 février 1959]

**ROUYN-NORANDA**

*Fieri Facias de Terris*  
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { **ALEX SPARKS**, retired,  
No. 5016. { domiciled at Bayfield,

{ Ontario, plaintiff, vs J. SAM DROUIN, former Insurance agent, residing at Rouyn, P.Q., defendant, and REX H. SMITH, in his quality of trustee of the bankruptcy estate of the defendant, J. SAM DROUIN, mis-en-cause, to wit:

"An immoveable property, having an area of approximately twelve (12) acres, being the south part of a lot of land known and designated as number twenty-nine (29) of Range six (VI) north; according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, P.Q., bounded, the said piece of land, on the north by the Rouyn-Montréal highway, on the east by lot thirty (30), on the South by Range six south (R. VI S.) on the west by lot twenty-eight (28) range six north (R. VI N.), but exclusive of subdivisions one and two (1 and 2) thereof according to and as shown, the said two (2) excluded sub-divisions, on the official plan and book of reference for the subdivided part thereof, deposited at the Registry Office on February 15th, 1950; the whole with the buildings thereon erected, if any, together with all rights, members and appurtenances."

To be sold "as a whole" at the door of The Immaculate Conception Parish Church, Rouyn, P.Q., on the SECOND day of APRIL 1959 at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,  
Court House, The Sheriff.  
Rouyn, January 30, 1959. 49820-6-2-o  
[First publication: February 7, 1959]

**ST. FRANCIS**

*Fieri Facias de Terris*  
District of St. Francis

Superior Court, { **THE CANADIAN FARM**  
No. 3093. { **LOAN BOARD**, incor-

{ porated by a federal law, having its corporate seat in the city of Ottawa, and its principal place of business in the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff-applicant, vs **MEDERIC INKELL**, Paquetteville, county of Compton, district of St. Francis, defendant-respondent.

"Lots numbers three-A and three-B of range eleven (Nos 3-A and 3-B, rg. 11) according to the official cadastre for the township of Hereford, county of Compton.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject the aforesaid lots to mines and rights of mines in favour of J.-B. Gendreau, or representatives, according to deed registered at the registry office of the county of Compton, the 6th of May, 1908, under the number 3922, and subject the said lot number three-A (3-A), to a servitude for line of electric transmission in favour of the Bell Telephone Company of Canada, according to deed registered at the aforesaid registry office, the 6th of December 1956 under the number 34,398."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Saint-Venant de Hereford (Paquetteville), WEDNESDAY, the ELEVENTH day of MARCH 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, January the 29th, 1959. 49821-6-2-o  
[First insertion: the 7th of February 1959]

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 9

### ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lendar vs Kugler..... 1017

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

943

### AVIS DIVERS:

Club Social et Sportif Hauterive (Fon-  
dation)..... 1017  
La Salle, ville (Rachat partiel)..... 1018  
Le Comptoir Laval (Changement de  
nom)..... 1018  
L'Institut des Éditions Critiques des  
Textes de Saint-Thomas (Directeurs). 1017  
Meda Inc. (Dist. de l'actif)..... 1017  
President Gardens Inc. (Directeurs).... 1019  
The Royal Trust Company (Capital-  
actions)..... 1017

### CHARTES — ABANDON DE:

Compagnie d'Immeuble Ferand Ltée —  
Ferand Real Estate Company Ltd.. 1019  
Lawand Investments Incorporated.... 1019  
Northeastern Realities Ltd..... 1019

### COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

McCulloch of Canada Ltd..... 1019

### COMPAGNIES DISSOUTES:

Balfour Restaurant Inc..... 1020  
Cambridge Trading Co. Ltd..... 1020  
Central Outfitting Co. Ltd..... 1020  
Eugène Guay, Limitée..... 1021  
Nikor Mines Ltd..... 1021  
O. Bélanger & Fils Limitée..... 1021  
Pte. St. Charles Realities Ltd..... 1021  
Vimy & Cie Ltée..... 1022

### DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

#### AGRICULTURE:

##### Industrie laitière:

Coopérative des Produits Laitiers Et-  
chemin..... 1022

#### INSTRUCTION PUBLIQUE:

##### Municipalité scolaire de:

Sorel, cité..... 1022  
Ste-Rose, ville..... 1022  
St-Félix de Valois, paroisse..... 1022

#### TERRES ET FORÊTS:

##### Service du Cadastre:

Lachine, paroisse..... 1023  
Sherbrooke, cité..... 1023

#### TRAVAIL:

##### Industrie ou métiers de:

Accessoires de mode, Ile de Montréal  
(Modification)..... 1011  
Chapellerie pour dames et enfants,  
Province (Modification)..... 1009  
Construction, comtés de Drummond  
et al (Modification)..... 988

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

### ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lendar vs Kugler..... 1017

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

943

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Club Social et Sportif Hauterive (Foun-  
dation)..... 1017  
La Salle, town (Partial Redemption)... 1018  
Le Comptoir Laval (Name changed)... 1018  
L'Institut des Éditions Critiques des  
Textes de Saint-Thomas (Directors). 1017  
Meda Inc. (Dist. of assets)..... 1017  
President Gardens Inc. (Directors).... 1019  
The Royal Trust Company (Capital-  
stock)..... 1017

### CHARTERS — SURRENDER OF:

Compagnie d'Immeuble Ferand Ltée —  
Ferand Real Estate Company Ltd.. 1019  
Lawand Investments Incorporated.... 1019  
Northeastern Realities Ltd..... 1019

### COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

McCulloch of Canada Ltd..... 1019

### COMPANIES DISSOLVED:

Balfour Restaurant Inc..... 1020  
Cambridge Trading Co. Ltd..... 1020  
Central Outfitting Co. Ltd..... 1020  
Eugène Guay, Limitée..... 1021  
Nikor Mines Ltd..... 1021  
O. Bélanger & Fils Limitée..... 1021  
Pte. St. Charles Realities Ltd..... 1021  
Vimy & Cie Ltée..... 1022

### DEPARTMENT NOTICES:

#### AGRICULTURE:

##### Dairy Industry:

Coopérative des Produits Laitiers Et-  
chemin..... 1022

#### EDUCATION:

##### School Municipality of:

Sorel, city..... 1022  
Ste-Rose, town..... 1022  
St-Félix de Valois, parish..... 1022

#### LANDS AND FOREST:

##### Cadastral Branch:

Lachine, parish..... 1023  
Sherbrooke, city..... 1023

#### LABOUR:

##### Industry or Trades of:

Fashion Accessories, Island of Montreal  
(Amendment)..... 1011  
Women's and children's headwear Pro-  
vince (Amendment)..... 1009  
Construction, counties of Drummond  
et al (Amendment)..... 988

Construction, région de St-Hyacinthe (Modification)..... 1014  
 Convention collective relative à l'industrie de la construction, région de Montréal..... 988  
 Matériaux de construction, Province (Modification)..... 986

Construction, region of St. Hyacinthe (Amendment)..... 1014  
 Collective agreement relating to the construction industry, region of Montreal..... 988  
 Building materials, Province (Amendment)..... 986

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discontinuées..... 1023

ROADS:

Maintenance of certain roads discontinued..... 1023

LETTRES PATENTES:

A. Frenette Limitée..... 944  
 Agences Baly Assurances Inc..... 945  
 A. Labelle Bar-B-Q. Inc..... 945  
 A. Laflamme Ltée — A. Laflamme Ltd..... 945  
 Al-At Development Corp..... 946  
 Antoine Boisclair Ltée..... 946  
 Appartements Lucerne Ltée..... 946  
 Arctic Expeditors Ltd..... 947  
 A. Simon Investment Corp..... 947  
 Avrum Housing Inc..... 947  
 Beaulieu & Payette Ltée..... 948  
 Bouvette & Frère Ltée..... 948  
 Brown Pants Co. Ltd..... 948  
 Cap-Santé Automobiles, Inc..... 949  
 Carsan Investment Corp..... 949  
 Casualty Adjustment Company (Laurentian) Limited..... 949  
 Cedars Development Corp..... 950  
 Centra Realty & Investment Co..... 950  
 Clerk-Tremblay Inc..... 950  
 Daniel Ross Ltée..... 951  
 D'Arcy Verdon Productions Inc..... 951  
 Dessureault & St-Arnaud Limitée..... 951  
 Domon Ltd.— Ltée..... 952  
 Duboiler Ltd..... 952  
 Dupuis Lumber Inc..... 952  
 Ellenem Realities Inc..... 953  
 Entreprises Laverdure Inc..... 953  
 Ernest & Paul Limitée..... 953  
 Esquire Appareil Inc..... 954  
 Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée..... 954  
 Foo Chow Inc..... 954  
 Forest Hill Health Studios Ltd..... 955  
 Forte Realities Inc..... 955  
 Foundation Steel Specialties Inc..... 955  
 Genat Developments Ltd..... 956  
 General Equipment & Machinery Co..... 956  
 G. F. Noisieux Inc..... 956  
 G. L. Caron & Co. Ltd..... 957  
 G. Lebeau Ltée..... 957  
 Gold Star Construction Ltd..... 957  
 Gulf Insurance Claim Service Limited — Service de Réclamations d'Assurance du Golfe Limitée..... 958  
 Hafra Realty & Investment Co..... 958  
 H. Auger Welding Co. Ltd..... 958  
 H. L. Poulin Inc..... 959  
 Humoristic Advertising Ltd.— Publicité Humoristique Ltée..... 959  
 Immeubles Potvin Ltée..... 959  
 Itaca Inc..... 960  
 Jack Schwartz Fur Supplies Inc..... 960  
 J. Kogan Inc..... 960  
 J. L. Lefebvre Limitée..... 961  
 J. M. Roberge Ltée..... 961  
 Jonsar Investments Corporation..... 961  
 Jos. Leclerc Inc..... 962  
 Kleinberg Agencies Ltd..... 962  
 Krest Investment Inc..... 963  
 La Chemise Marco Inc.— Marco Shirt Inc..... 963  
 La Cie Wilfrid Allen Ltée..... 963  
 La Couturière Noël Limitée..... 964

LETTERS PATENT:

A. Frenette Limitée..... 944  
 Agences Baly Assurances Inc..... 945  
 A. Labelle Bar-B-Q. Inc..... 945  
 A. Laflamme Ltée — A. Laflamme Ltd..... 945  
 Al-At Development Corp..... 946  
 Antoine Boisclair Ltée..... 946  
 Appartements Lucerne Ltée..... 946  
 Arctic Expeditors Ltd..... 947  
 A. Simon Investment Corp..... 947  
 Avrum Housing Inc..... 947  
 Beaulieu & Payette Ltée..... 948  
 Bouvette & Frère Ltée..... 948  
 Brown Pants Co. Ltd..... 948  
 Cap-Santé Automobiles, Inc..... 949  
 Carsan Investment Corp..... 949  
 Casualty Adjustment Company (Laurentian) Limited..... 949  
 Cedars Development Corp..... 950  
 Centra Realty & Investment Co..... 950  
 Clerk-Tremblay Inc..... 950  
 Daniel Ross Ltée..... 951  
 D'Arcy Verdon Productions Inc..... 951  
 Dessureault & St-Arnaud Limitée..... 951  
 Domon Ltd.— Ltée..... 952  
 Duboiler Ltd..... 952  
 Dupuis Lumber Inc..... 952  
 Ellenem Realities Inc..... 953  
 Entreprises Laverdure Inc..... 953  
 Ernest & Paul Limitée..... 953  
 Esquire Appareil Inc..... 954  
 Ferronnerie Eugène Bélanger Ltée..... 954  
 Foo Chow Inc..... 954  
 Forest Hill Health Studios Ltd..... 955  
 Forte Realities Inc..... 955  
 Foundation Steel Specialties Inc..... 955  
 Genat Developments Ltd..... 956  
 General Equipment & Machinery Co..... 956  
 G. F. Noisieux Inc..... 956  
 G. L. Caron & Co. Ltd..... 957  
 G. Lebeau Ltée..... 957  
 Gold Star Construction Ltd..... 957  
 Gulf Insurance Claim Service Limited — Service de Réclamations d'Assurance du Golfe Limitée..... 958  
 Hafra Realty & Investment Co..... 958  
 H. Auger Welding Co. Ltd..... 958  
 H. L. Poulin Inc..... 959  
 Humoristic Advertising Ltd.— Publicité Humoristique Ltée..... 959  
 Immeubles Potvin Ltée..... 959  
 Itaca Inc..... 960  
 Jack Schwartz Fur Supplies Inc..... 960  
 J. Kogan Inc..... 960  
 J. L. Lefebvre Limitée..... 961  
 J. M. Roberge Ltée..... 961  
 Jonsar Investments Corporation..... 961  
 Jos. Leclerc Inc..... 962  
 Kleinberg Agencies Ltd..... 962  
 Krest Investment Inc..... 963  
 La Chemise Marco Inc.— Marco Shirt Inc..... 963  
 La Cie Wilfrid Allen Ltée..... 963  
 La Couturière Noël Limitée..... 964

Lakeview Plaza Inc.	964	Lakeview Plaza Inc.	964
Lapinière Realities Inc.	964	Lapinière Realities Inc.	964
Lasalle Chairs Inc.	965	Lasalle Chairs Inc.	965
Lebel Lingerie Limitée.	965	Lebel Lingerie Limitée.	965
Leronda Investments Ltd.	965	Leronda Investments Ltd.	965
Les Agences De Vimy Inc.	966	Les Agences De Vimy Inc.	966
Les Enchères Cherrier Ltée.	966	Les Enchères Cherrier Ltée.	966
Les Entreprises Anjou Ltée — Anjou Enterprises Ltd.	966	Les Entreprises Anjou Ltée — Anjou Enterprises Ltd.	966
Les Entreprises du Domaine Limitée.	967	Les Entreprises du Domaine Limitée.	967
Les Entreprises Ste Croix Limitée.	967	Les Entreprises Ste Croix Limitée.	967
Les Manoirs d'Arèsville Ltée.	967	Les Manoirs d'Arèsville Ltée.	967
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station (L'O.T.J. de Laurier Station).	968	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Laurier Station (L'O.T.J. de Laurier Station).	968
Lynwood Realities Ltd.	968	Lynwood Realities Ltd.	968
Magasins Landry Ltée.	968	Magasins Landry Ltée.	968
Marché Racine Inc.	969	Marché Racine Inc.	969
Monopole Jewellery Inc.	969	Monopole Jewellery Inc.	969
Montée de Liesse Investments Corp.	969	Montée de Liesse Investments Corp.	969
Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc.	970	Montreal Fur Contractors' Ass'n Inc.	970
Montreal Tourists Motel Inc.	970	Montreal Tourists Motel Inc.	970
Mont Ste Adèle Inc.	970	Mont Ste Adèle Inc.	970
Nasa Corp.	971	Nasa Corp.	971
Natco Ltd.	971	Natco Ltd.	971
Neva Development Ltd.	971	Neva Development Ltd.	971
Nova Dania Home.	972	Nova Dania Home.	972
Orbit Holding Corporation.	972	Orbit Holding Corporation.	972
Pageau & Frère Ltée.	972	Pageau & Frère Ltée.	972
Papeterie Rouanda Stationary Inc.	973	Papeterie Rouanda Stationary Inc.	973
Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.	973	Parnas & Schnitzer Insurance Agencies Ltd.	973
Pary Realities Inc.	973	Pary Realities Inc.	973
Paul Normand Inc.	974	Paul Normand Inc.	974
Pine-Eighty Corp.	974	Pine-Eighty Corp.	974
Quebec Dried Food Co. Ltd.	974	Quebec Dried Food Co. Ltd.	974
Quemont Ventures Limited.	975	Quemont Ventures Limited.	975
Quinze Inc.	975	Quinze Inc.	975
Rabow Tire Sales Inc.	975	Rabow Tire Sales Inc.	975
Radio Témiscouata Limitée.	976	Radio Témiscouata Limitée.	976
Raymond Bertrand Inc.	976	Raymond Bertrand Inc.	976
Regency Tubes Ltd.	976	Regency Tubes Ltd.	976
Ruthsam Investments Corporation.	977	Ruthsam Investments Corporation.	977
Salaison R. D. Packings Inc.	977	Salaison R. D. Packings Inc.	977
Sam Stipelman Co. Ltd.	977	Sam Stipelman Co. Ltd.	977
Sarco Ltd.	978	Sarco Ltd.	978
Schroll Inc.	978	Schroll Inc.	978
Siroky Limited.	978	Siroky Limited.	978
St. Denis Street Holdings Ltd.	979	St. Denis Street Holdings Ltd.	979
St-Hyacinthe Express Inc.	979	St-Hyacinthe Express Inc.	979
St. Jude Realities Ltd.	979	St. Jude Realities Ltd.	979
Stopni Realty & Investment Co.	979	Stopni Realty & Investment Co.	979
St-Pierre Automobile Inc.	980	St-Pierre Automobile Inc.	980
St-Pierre et Allaire Ltée.	980	St-Pierre et Allaire Ltée.	980
Téléfusion Inc.	981	Téléfusion Inc.	981
Topsy Inc.	981	Topsy Inc.	981
Trafari Fashions Inc.	981	Trafari Fashions Inc.	981
Turcot Plant Holdings Ltd.	982	Turcot Plant Holdings Ltd.	982
Turret Realities Inc.	982	Turret Realities Inc.	982
Vêtement Villeroy Ltée.	982	Vêtement Villeroy Ltée.	982
Voitures Françaises, Inc.	982	Voitures Françaises, Inc.	982
Wong Wing Food Products Co.	983	Wong Wing Food Products Co.	983

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Charles Duranceau Limitée — Charles Duranceau Limited.	983
Dieter Hugo Stinnes Inc.	983
Drummond Holdings Ltd.	984
Fédération des Clubs Nautiques du Québec.	984
Germain & Frère Limitée.	984
Gilchrist Music Systems (Quebec) Lim- ited.	984
Greater Montreal Development Corpo- ration.	985
Loma Realty & Investment Co.	985
Morson Home Aids Inc.	985
Venus Mills Inc.	985

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Charles Duranceau Limitée — Charles Duranceau Limited.	983
Dieter Hugo Stinnes Inc.	983
Drummond Holdings Ltd.	984
Fédération des Clubs Nautiques du Québec.	984
Germain & Frère Limitée.	984
Gilchrist Music Systems (Quebec) Lim- ited.	984
Greater Montreal Development Corpo- ration.	985
Loma Realty & Investment Co.	985
Morson Home Aids Inc.	985
Venus Mills Inc.	985

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de St-Joseph de Lepage..... 1024

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

The Monarch Insurance Company of Ohio..... 1024

NOMINATIONS:

Divers..... 1025

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)..... 1025

SIÈGES SOCIAUX:

Arctic Anglers Inc..... 1026  
 Garden Park Corp..... 1026  
 Hermms Investments Ltd..... 1027  
 Irma Securities Limited..... 1026  
 Metropole Paper Box Inc..... 1026  
 Val des Sables Ltée..... 1026  
 530 Sherbrooke Est Limitée..... 1027

SOUSSIONS:

Boucherville, ville..... 1031  
 Châteauguay, comm. scolaire protestante..... 1027  
 L'Abord-à-Plouffe, comm. scolaire..... 1034  
 Melocheville, village..... 1032  
 St-Jean, comm. scolaire..... 1029  
 St-Léonard-de-Port-Maurice, ville..... 1030

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company... 1035

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Blackburn, Maurice..... 1035

VENTE POUR TAXES:

Rouyn, cité..... 1036

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Banque Canadienne Nationale vs Maillette..... 1037  
 Dussault vs Dion..... 1038

GASPÉ:

Gérard Automobiles Inc. vs Collin..... 1038

IBERVILLE:

Riendeau vs Boyer..... 1039

LABELLE:

Cathaphard vs Mickenhagen..... 1040

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire de St-Joseph de Lepage..... 1024

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

The Monarch Insurance Company of Ohio..... 1024

APPOINTMENTS:

Miscellaneous..... 1025

QUEBEC AGRICULTURE MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)..... 1025

HEAD OFFICES:

Arctic Anglers Inc..... 1026  
 Garden Park Corp..... 1026  
 Hermms Investments Ltd..... 1027  
 Irma Securities Limited..... 1026  
 Metropole Paper Box Inc..... 1026  
 Val des Sables Ltée..... 1026  
 530 Sherbrooke Est Limitée..... 1027

TENDERS:

Boucherville, town..... 1031  
 Châteauguay, Protestant school comm. 1027  
 L'Abord-à-Plouffe, school comm..... 1034  
 Melocheville, village..... 1032  
 St. Johns, school comm..... 1029  
 St-Léonard-de-Port-Maurice, town... 1030

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company... 1035

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Blackburn, Maurice..... 1035

SALE FOR TAXES:

Rouyn, city..... 1036

SHERRIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Canadian National Bank vs Maillette.. 1037  
 Dussault vs Dion..... 1038

GASPÉ:

Gérard Automobiles Inc. vs Collin.... 1038

IBERVILLE:

Riendeau vs Boyer..... 1039

LABELLE:

Cathaphard vs Mickenhagen..... 1040

<b>MÉGANTIC:</b>		<b>MEGANTIC:</b>	
Poirier vs Leclerc.....	1040	Poirier vs Leclerc.....	1040
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Gordon vs O'Neill <i>et vir et al.</i> .....	1041	Gordon vs O'Neill <i>et vir et al.</i> .....	1041
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUEBEC:</b>	
Hallé <i>et al</i> vs Duchesneau.....	1042	Hallé <i>et al</i> vs Duchesneau.....	1042
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Rossignol.....	1042	Quebec Farm Credit Bureau vs Rossi- gnol.....	1042
<b>ROUYN-NORANDA:</b>		<b>ROUYN-NORANDA:</b>	
Sparks vs Drouin <i>et al.</i> .....	1043	Sparks vs Drouin <i>et al.</i> .....	1043
<b>SAINT-FRANÇOIS:</b>		<b>SAINT FRANCIS:</b>	
Commission du Prêt Agricole Canadien vs Inkell.....	1043	Canadian Farm Loan Board vs Inkell..	1043